

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
MINISTERE DELEGUE A L'INDUSTRIE**

**DIRECTION REGIONALE
DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
REGION LORRAINE**

METZ, le 02 août 2005

**15, Rue Claude Chappe
57071 – METZ CEDEX 3
tél : 03.87.56.88.20**

DIVISION MINES/SOUS-SOL

**J. GOELLNER
Ingénieur Général des Mines**

**PL. FORBES
Ingénieur en Chef des Mines**

Affaire suivie par : M. HIRSCH

MH/NF/ R-0805 -1355

**ARRET DEFINITIF DE TRAVAUX MINIERES
ET D'UTILISATION D'INSTALLATIONS MINIERES
ATTACHES AUX CONCESSIONS DE MINES DE HOUILLE
de
LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5,
NIEDERVISSE 1, BISTEN 1
et
des travaux miniers du
Siège de LA HOUE sur la concession SARRE et MOSELLE**

Au titre du décret n° 95-696 du 09 mai 1995
Relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines

Pétitionnaire : CHARBONNAGES DE FRANCE
100 Avenue Albert 1^{er}
92500 RUEIL MALMAISON

Rapport de l'Ingénieur en Chef des Mines

SOMMAIRE

I – FORMES ET PROCEDURE	p.4
1 – <u>Textes de référence</u>	p.4
2 – <u>Composition et recevabilité du dossier</u>	p.5
2-1 – Composition du dossier	p.5
2-2 – Recevabilité du dossier	p.6
3 – <u>Procédure d’instruction</u>	p.6
II – EXAMEN DE FOND	p.7
1 – <u>Situation géographique des 9 concessions</u>	p.7
2 – <u>Titres miniers</u>	p.8
3 – <u>Justification de la déclaration d’arrêt définitif</u>	p.10
4 – <u>Historique des travaux et aperçu sommaire des installations existantes</u>	p.10
5 – <u>Travaux d’arrêt définitif</u>	p.13
5-1 – Principes techniques généraux	p.13
5-2 – Rappel des travaux d’arrêt déjà réalisés	p.13
a) Concessions de BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1 et BISTEN1	p.14
b) Concession DALEM	p.14
c) Concession de LA HOUE	p.14
d) Concession SARRE ET MOSELLE.....	p.18
5-3 – Recommandations et travaux prévus par Charbonnages de France.....	p.20
5-3-1 – Mesures concernant les eaux souterraines.....	p.21
5-3-2 – Mesures concernant les cours d'eau.....	p.22
5-3-3 – Mesures concernant les risques de résurgence en zones bâties en fond de vallée	p.22
5-3-4 – Mesures concernant la tenue des terrains de surface	p.22
5-3-5– Mesures concernant les risques liés à la présence de gaz de mine.....	p.23
5-3-6 – Mesures concernant la présence d’anciens ouvrages miniers débouchant au jour	p.23
5-3-7 – Mesures concernant les risques d’échauffement au sein des vieux travaux	p.24

5-3-8 – Mesures concernant les terrils miniers et bassins de décantation	p.24
5-3-9 – Mesures concernant les installations classées et les installations de minières de surface.....	p.25
5-3-10 – Mesures concernant les 56 piézomètres de CdF situés sur l'ensemble du bassin	p.27
5-3-11 – Mesures concernant l'information des communes minières à l'issue des travaux d'arrêt définitif	p.27
 6 – <u>Protection des intérêts énumérés à l'article 79 du Code Minier</u>	p.27
6-1 – Examen vis-à-vis des intérêts strictement miniers	p.28
6-2 – Examen vis-à-vis des intérêts autres que miniers	p.28
6-2-1 – Consultation réglementaire	p.28
6-2-2 – Réponses des services administratifs et de l'autorité militaire..	p.28
6-2-3 – Réponses des maires des communes concernées	p.33
6-2-4 – Réponses de l'exploitant à diverses observations issues de la consultation.....	p.38
 7 – <u>Analyse des résultats de la consultaion</u>	p.39
7-1 – Analyse des observations des services.....	p.39
7-2 – Analyse des observations des communes et du collectif environnement.....	p.49
 8 – <u>Avis de la DRIRE</u>	p.53
9 – <u>Analyse des observations de l'exploitant sur le projet initial d'arrêt préfectoral</u>	p.56
 III – <u>CONCLUSION ET AVIS</u>	p.59
 ANNEXE I.....	Projet final d'arrêt préfectoral
ANNEXE II.....	Document de base pouvant servir au récolement
ANNEXE III.....	Copie des courriers des services et des communes
ANNEXE IV	Copie du courrier de CdF du 29 juin 2005 et de la DDAF du 21 juin 2005
ANNEXE V	Historique des titres miniers

Par pétition en date du 24 août 2004, réceptionnée le 25 août 2004 par la préfecture de la Moselle, Charbonnages de France a présenté 48 exemplaires du dossier portant déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et des travaux miniers du Siège de LA HOUE sur la concession SARRE et MOSELLE.

Seules 8 concessions sont réellement concernées. En effet, pour ce qui est de la concession SARRE et MOSELLE, il convient de préciser que le dossier ne porte que sur un arrêt partiel des travaux attachés à cette concession car une partie des travaux du fond de cette concession a été réalisée à partir des concessions voisines objet du présent dossier dit "La Houve".

Nous nommons dans le présent rapport CdF, l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial Charbonnages de France.

Dans sa déclaration, CdF précise qu'une lettre d'information et un dossier technique concernant les installations hydrauliques servant à assurer la sécurité au sens de l'article 92 du Code Minier sont joints à la pétition.

Ce rapport vise, au travers d'un arrêté préfectoral dit "de 1^{er} donné acte", à autoriser le pétitionnaire à réaliser les travaux d'arrêt définitif tels qu'ils sont présentés dans le dossier d'arrêt et si besoin à prescrire des mesures complémentaires au regard des avis des services de l'Etat et des observations des communes concernées.

Le délai d'instruction de ce dossier a été prorogé de 6 mois à compter du 25 février 2005 par arrêté préfectoral n° 2005-AG/3-43 du 31 janvier 2005. Il échoit le 25 août 2005.

De ce fait, l'arrêté préfectoral autorisant Charbonnages de France à procéder à l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux dites concessions devra être notifié au pétitionnaire avant le 25 août 2005.

La procédure de renonciation aux concessions sera engagée au terme de la procédure d'arrêt de travaux sanctionnée par arrêté préfectoral donnant acte de l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées (2^{ème} donné acte). Cette renonciation fera l'objet d'une nouvelle consultation.

I – FORME ET PROCEDURE

1 – Textes de référence

Les textes réglementaires de référence sont :

- le Code Minier ;
- le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines.

Nota : La demande n'est pas soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 (JO du 06/10/2004) définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n°95-696 sus-visé.

2 – Composition et recevabilité du dossier

2 – 1 – Composition du dossier

Le dossier présenté par CdF comprend :

- la pétition proprement dite portant le nom de Monsieur Philippe de LADOUCETTE, Président Directeur Général de CdF et agissant au nom de ladite société ;
- Deux caisses en carton (40 x 34 x 30 cm) nommées "Boîte A" et "Boîte B" portant le même titre principal " Mémoire d'arrêt des travaux miniers des concessions DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et des travaux miniers du Siège de LA HOUE sur la concession SARRE et MOSELLE " :

La "Boîte A" contient :

- différentes sous-boîtes dont la boîte principale (A1) qui contient trois "Volumes" intitulés :

Volume 1 : " Préambule " au dossier d'arrêt des travaux miniers (Objet du mémoire, Constitution du dossier, Présentation du pétitionnaire ...)

Volume 2 : " Présentation de l'exploitation minière de La Houve " (Situation géographique des HBL et cadre géologique, Hydrogéologie du bassin lorrain, Historique de la concession et de l'exploitation minière, Présentation des méthodes d'exploitation) ;

Une liste des annexes est donnée en page 7 du volume 2 ;

Volume 3 : " Conséquences des travaux et de leur arrêt " (Considérations générales sur les conséquences de l'exploitation et de son arrêt, Conséquences des travaux et de leur arrêt sur les eaux superficielles et souterraines, sur la tenue des terrains de surface et de leur stabilité etc...) ;

Le chapitre 4 aborde les mesures de surveillance ou de prévention à poursuivre après l'arrêt des travaux au sens du 3° alinéa de l'article 91 et du 1° alinéa de l'article 93 du code minier ;

Le chapitre 5 traite des installations hydrauliques au sens de l'article 92 du Code Minier ;

Le chapitre 6 récapitule les travaux et installations ayant précédemment fait l'objet d'une procédure d'arrêt des travaux ;

Le chapitre 7 aborde l'information des communes minières ;

Une liste des annexes est donnée en page 8 du volume 3 ;

Les autres documents présents constituent les annexes du volume 2 et une première partie des annexes du volume 3.

La "Boîte B " contient différentes sous-boîtes qui constituent la deuxième et dernière partie des annexes du volume 3 précité.

2 – 2 – Recevabilité du dossier

En la forme, ce dossier "La Houve" comporte les éléments prescrits à l'article 44 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995.

Quatre installations hydrauliques nécessaires à la sécurité sont susceptibles d'être transférées à des collectivités ou établissements publics de coopération intercommunale. A défaut de repreneur, l'Etat devra reprendre la gestion de ces installations. L'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'article n°92 du Code Minier, n°47 (alinéa 7) et n°49-1 du décret sus-visé. Il a été publié le 13 juin 2005 au recueil des actes administratifs de la Moselle la mention que les informations nécessaires à une éventuelle reprise ont bien été transmises par l'exploitant et que celles-ci sont disponibles en préfecture. Le dossier mis à disposition est constitué des annexes 5a, 5b et 3.2.k du volume 3 mais sous des titres différents. La date du 13 juin 2005 fait courir le délai de 6 mois prévu par l'article n°49 du décret sus-visé.

L'ensemble du dossier dit "La Houve" a été déclaré recevable à compter du 26 août 2004. (Cf courrier JPG/SP/DB-L-0904-999 du 23 septembre 2004).

3 – Procédure d'instruction

Elle vise à procéder à un état des lieux et à l'examen des conséquences de l'activité minière vis-à-vis des intérêts de l'article 79 du Code Minier et à prendre le cas échéant, des mesures préservatrices.

La procédure d'instruction est définie à l'article 47 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines.

Les différentes étapes de la procédure sont en résumé les suivantes :

- consultation des services administratifs, de l'autorité militaire (délai de réponse : 2 mois) et des conseils municipaux des communes intéressées (délai de réponse : 3 mois) ;
- au vu des avis exprimés, le Préfet donne acte de l'arrêt définitif selon les modalités prévues par l'exploitant ou prescrit des mesures complémentaires dans un délai de six mois à compter de la date de dépôt dudit dossier d'arrêt (1^{er} donné acte). Ce délai de six mois peut être prorogé une seule fois et de 6 mois au plus par arrêté motivé ;
- à la fin des travaux d'arrêt définitif, l'exploitant adresse un mémoire descriptif au préfet ;
- il est procédé au récolement des travaux réalisés dont il est dressé un procès verbal ;
- le Préfet donne acte par arrêté de l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières (2^{ème} donné acte).

Conformément aux dispositions de l'article 47 du décret du 9 mai 1995, l'arrêté préfectoral donnant acte de l'arrêt des travaux met fin à l'application de la police des mines, sous réserve des cas mentionnés au dernier alinéa de l'article 91 du Code Minier (police résiduelle et, dans les cas prévus au 1^{er} alinéa de l'article 93, jusqu'au transfert à l'Etat de la surveillance et de la prévention des risques miniers).

A défaut de prescriptions dans le délai imparti, la société pétitionnaire peut procéder à l'arrêt des travaux dans les conditions prévues et décrites au dossier. En cas de prescriptions complémentaires, le pétitionnaire doit être informé et dispose alors d'un délai d'un mois pour présenter ses observations éventuelles.

II – EXAMEN DE FOND

1 – Situation géographique des 9 concessions

Les neuf concessions présentées dans le dossier d'arrêt de travaux sont contiguës et situées en Moselle, dans le bassin houiller lorrain à environ 40 km à l'est / nord-est de la ville de Metz. La plus grande des communes concernées est celle de Creutzwald avec environs 14 600 habitants.

Le tableau suivant présente les concessions, leur superficie et les communes concernées.

Concessions	Superficie	Communes concernées	Code commune
LA HOUVE	1 732 ha	Creutzwald	57150
		Diesen	57890
		Guerting	57880
		Porcellette	57890
		Merten	57550
		Ham-sous-Varsberg	57880
DALEM	3 847,99 ha	Berviller-en-Moselle	57550
		Château-rouge	57320
		Coume	57220
		Creutzwald	57150
		Dalem ⁽¹⁾	57550
		Falck ⁽¹⁾	57550
		Guerting	57880
		Hargarten-aux-Mines	57550
		Heining-lès-Bouzonville	57320
		Merten ⁽¹⁾	57550
		Rémering-les-Hargarten ⁽¹⁾	57550
		Teterchen	57220
		Tromborn	57320
		Villing	57550
		Voelfling-les-Bouzonville	57320
BERVILLER	576,95 ha	Berviller-en-Moselle	57550
		Rémering-les-Hargarten	57550
		Villing	57550
COUME 3	199,99 ha	Coume	57220
		Guerting	57880
COUME 4	199,99 ha	Coume	57220
COUME 5	199,99 ha	Bisten-en-Lorraine	57220
		Coume	57220
		Varsberg	57880

NIEDERVISSE 1	199,99 ha	Bisten-en-Lorraine	57220
		Coume	57220
		Niedervisse	57220
BISTEN 1	199,99 ha	Bisten-en-Lorraine	57220
		Niedervisse	57220
		Varsberg	57880
		Obervisse	57220
SARRE ET MOSELLE	11 821 ha	Béning-les-Saint-Avold	57800
		Betting-les-Saint-Avold	57800
		Bisten-en-Lorraine ^{(1) (2)}	57220
		Boucheporn ^{(1) (2)}	57220
		Carling ⁽¹⁾	57490
		Cocheren ⁽¹⁾	57800
		Coume ⁽²⁾	57220
		Creutzwald ^{(1) (2)}	57150
		Diesen ^{(1) (2)}	57890
		Fölkling	57600
		Freyming-Merlebach ⁽¹⁾	57800
		Guerting ^{(1) (2)}	57880
		Ham-sous-Varsberg ^{(1) (2)}	57880
		Hombourg-Haut ⁽¹⁾	57470
		L'Hôpital ⁽¹⁾	57490
		Longeville-les-Saint-Avold,	57740
		Macheren	57730
		Morsbach	57600
		Porcellette ^{(1) (2)}	57890
		Rosbrück ⁽¹⁾	57800
		Theding	57450
		Saint-Avold ⁽¹⁾	57500
		Varsberg ^{(1) (2)}	57880

(1) Indique que la concession porte sur la totalité ou la quasi-totalité du territoire de la commune.

(2) Indique pour les communes situées sur la concession SARRE et MOSELLE celles qui sont concernées par des travaux du fond réalisés à partir de la concession de LA HOUVE.

2 – Titres miniers

Toutes les concessions ont été instituées avant la nationalisation en 1946 des exploitations de mines de combustibles minéraux solides.

L'historique des titres miniers, est présenté par ordre chronologique ci-après. Il convient de rappeler que le département de la Moselle, tout comme ceux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, a été annexé à l'Allemagne jusqu'en 1918.

Concession de LA HOUVE

Cette concession a été instituée par décret impérial du **28 avril 1858**.

Concession de COUME 4

Elle a été instituée le **23 juin 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft).

Concession de COUME 5

Elle a été instituée le **25 novembre 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft).

Concession de NIEDERVISSE 1

Elle a été instituée le **25 novembre 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft).

Concession de BISTEN 1

Elle a été instituée le **25 novembre 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft).

Concession de COUME 3

Elle a été instituée le **24 mai 1909** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft).

Concession de DALEM

Cette concession a été instituée par arrêté du **31 août 1920** du Commissaire Général de la République de Strasbourg.

Concession de SARRE ET MOSELLE

Elle a été instituée par arrêté du **31 août 1920** du Commissaire Général de la République de Strasbourg.

Concession de BERVILLER

Elle a été instituée par arrêté ministériel du **03 août 1932** autorisant la fusion en une seule concession sous le nom de BERVILLER des concessions de mines de houille de BERWEILER 1, BERWEILLER 2 et BERWEILER 3 au profit de la COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-AVOLD

NB : Afin d'alléger la lecture, l'historique complet figure en ANNEXE V

TRANSFERT DES CONCESSIONS aux Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) puis à CdF (loi du 17 mai 1946 et arrêté du 24 juin 2004)

Le 17 mai 1946, la nationalisation des exploitations de mines de combustibles minéraux solides est introduite par la loi n°46-1072.

Le 28 juin 1946, les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), établissement public national à caractère industriel et commercial, sont instituées en application de l'article 2 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 par le décret n° 46-1563.

Le 1^{er} juillet 1946 les éventuels contrats d'amodiation des concessions SARRE ET MOSELLE et DALEM prennent fin.

Le décret n°46- 1563 du 28 juin 1946, pris en application de l'article 7 de la loi n°46-1072 du 17 mai 1946, autorise la mutation au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), les concessions LA HOUE, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et BERVILLER avec effet au 1^{er} juillet 1946.

Le décret n°47- 621 du 5 avril 1947, pris en application de l'article 9 de la loi n°46-1072 du 17 mai 1946, autorise la mutation au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), les concessions SARRE ET MOSELLE et DALEM avec effet au 1^{er} juillet 1946.

Enfin, l'arrêté du 24 février 2004 introduit la dissolution des Houillères du Bassin de Lorraine et le transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à Charbonnages de France (CdF) en application de la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines.

En conséquence, la Société des Charbonnages titulaire des concessions de mines de houille de France, représentée par M. Philippe de Ladoucette, est habilitée à déclarer l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation des installations associées, attachés aux 8 concessions citées ci avant et aux travaux miniers du Siège de LA HOUE sur la concession SARRE et MOSELLE.

3 – Justification de la déclaration d'arrêt définitif

La déclaration d'arrêt définitif d'utilisation des installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et des travaux miniers du Siège de LA HOUE sur la concession SARRE et MOSELLE entrent dans le cadre général de l'arrêt définitif et total des activités de Charbonnages de France.

4 – Historique des travaux et aperçu sommaire des installations existantes

Les travaux du fond ont été réalisés à l'aplomb de 18 communes : Berviller, Bisten en Lorraine, Boucheporn, Carling, Coume, Creutzwald, Dalem, Diesen, Falck, Guerting, Hamsous-Varsberg, Merten, Niedervisse, Porcellette, Rémering, Tromborn Varsberg et Villing.

a) Champs d'exploitation

L'exploitation s'est étendue sur 3 champs d'exploitations :

- Le champ Traditionnel épuisé depuis 1969 ;
- Le champ de Falck épuisé depuis 1982 ;
- Le champ de De Vernejoul, inexploité depuis 2004.

- Le champ Traditionnel est le premier champ exploité (1900) et couvre 35 km². Il est situé sous les communes de Creutzwald, Diesen, Guerting, Coume, Falck et Lauterbach. Ce champ se divise lui-même en deux secteurs :

- ✓ **Le secteur Ouest** : Quatorze (14) veines y ont été exploitées entre 1900 et 1960 entre les étages 160 et 500 avec des puissances variant de 0,60 à 2,00 m (Sauf la veine Théodore de 4 m de puissance exploitée jusqu'en 1956) ;
- ✓ **Le secteur Est** appelé **secteur Barrois** : Sept couches d'une puissance souvent de l'ordre du mètre y ont été exploitées entre 1935 et 1969 entre les niveaux 210 et 600. On y a extrait 4,2 millions de tonnes entre 1948 et 1969.

C'est sur ce champ que se situent les travaux les moins profonds (140m en veine Marie).

Ce sont au total environ 45 millions de tonnes de charbon qui ont été extrait du champ traditionnel entre 140 et 600 m de profondeur de 1898 à 1969.

- **Le champ de Falck** a été mis en exploitation en 1965 pour prendre le relais du champ traditionnel. Il s'étend sur 20 km². Deux veines y ont été exploitées dont la puissance a varié de 1,4 m à 2,5 m.

C'est le champ qui semble avoir été le moins actif concernant la production de grisou.

Environ 16 millions de tonnes ont été extrait de ce champ jusqu'en 1982, date à laquelle l'exploitation a cessé en raison de son épuisement.

- **Le champ de De Vernejoul** exploité à partir de 1919 se divise en deux secteurs et s'étend sur 40 km² sous les communes de Diesen, Porcellette, Ham, Varsberg, Guerting, Coume, Creutzwald, Bisten Niedervisse et Boucheporn :

- ✓ Le secteur Sud dont l'exploitation a commencé en 1919 à partir du puits 3 jusqu'en 1953. Elle a été reprise en 1975 pour s'interrompre en mars 1999.
- ✓ Le secteur de De Vernejoul qui a fait l'objet d'une exploitation intensive avec un pendage voisin de 15 degrés. **Cette exploitation s'est arrêtée en 2004.**

Environ 45 millions de tonnes de charbon ont été extrait du champ de De Vernejoul entre 1919 et 2004.

Le champ Traditionnel et le champ de De Vernejoul sont en liaison directe par l'intermédiaire des exploitations et de nombreux travers-bancs à différents étages

Le champ de Falck n'est en liaison avec le champ Traditionnel que par l'intermédiaire de deux travers-bancs creusés aux étages 350 et 500.

Les différents champs de La Houve n'ont pas de liaison avec les travaux des autres mines des houillères du Bassin de Lorraine.

b) Méthodes d'exploitation

Les méthodes d'exploitation appliquée sur lesdites concessions ont varié au cours des années.

Ainsi de 1899 à 1900, la méthode des piliers abandonnés et chambres remblayées a été utilisée sur le champ traditionnel.

De 1900 à 1925, on utilise la méthode des tailles courtes au pendage. L'arrière taille est donc intégralement remblayée à la main par des stériles provenant du chantier même ou de chantiers voisins.

De 1911 à 1922, les premiers fronts de taille de 50 à 80 m apparaissent. Un remblayage partiel se substitue au remblayage intégral.

En 1933, le service des Mines a accordé à la Houve l'autorisation d'étendre la pratique du foudroyage qui sans être intégral a permis de réduire les besoins en remblai.

Les autres méthodes d'exploitation ont fait appel à la mécanisation, au soutènement marchant et au foudroyage intégral.

On retiendra donc trois méthodes principales de traitement de l'arrière taille soit le remblayage total à la main, le remblayage partiel et enfin le foudroyage.

- Sur le champ traditionnel nous constatons les trois méthodes de traitement :
 - ✓ Veines 1 et Théodore 1^{ère} Tr - Remblayage partiel et à la main ;
 - ✓ Veines 2, A, B, C, D, E, F, Théodore 2^{ème} et 3^{ème} Tr et Veine 0.60 – Foudroyage;
 - ✓ Veine Jeanne, Pierre, George, Charles 1 et 2 - Remblayage à la main ;
 - ✓ Veine Henry, Albert, Marie, Jules, François - Application des trois méthodes.
- Sur les champs de Falck et de De Vernejoul - Foudroyage.

c) Vides résiduels

Le volume total des vides d'exploitation résulte de l'extraction de la houille (106 millions de tonnes nettes sur la mine de La Houve) et des stériles miniers et de la réalisation des travaux d'infrastructure.

Le volume des vides résiduels d'exploitation dans le secteur Ouest estimé par ANTEA et les HBL s'élève à environ 29 Mm³. Une partie de ces vides, évaluée à 10 Mm³ est déjà envoyée. (Annexe 3.4a du dossier p.6).

d) Exhaures

La réalisation des travaux miniers a entraîné le développement d'une fracturation mettant en relation la nappe des GTi et la mine dans deux secteurs (secteur Barrois et secteur de Ham-sous-Varsberg).

Ceci a conduit à la nécessité de mettre en place un dispositif d'exhaures dont le débit a varié entre 12 millions et 14 millions de m³ par an sur la période 1965-2002 avec un maximum à 17 millions de m³ en 1989.

Aujourd'hui, les volumes pompés tendent à retrouver les anciennes valeurs des années 1970 en oscillant autour de 12 millions de m³ par an (10,8 en 2002) soit environ 380 l/s.

e) Installations de surface

On notera la présence de :

- 5 carreaux de mines : (Les Carreaux du Siège 1 et du Siège 2 de La Houve, le carreau de De Vernejoul, le carreau du Puits Ouest et le carreau du puits Barrois.

- 9 puits, dont six appartiennent au champ dit "traditionnel " (puits 1,2,3,4,5 et Barrois), deux au champ de De Vernejoul (Ouest et De Vernejoul). L'ancien puits de Falck, situé sur la commune du même nom, est une avaleresse abandonnée depuis 1860.
- 2 zones de terrils situés sur le secteur des Sièges 1 et 2 de La Houve et dans le voisinage desquels se trouvent également des bassins de décantation.

5 – Travaux d'arrêt définitif

5 – 1 – Principes techniques généraux

L'exploitant a versé au dossier un mémoire exposant les mesures déjà prises et celles envisagées pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 91 du Code Minier, lequel dispose :

"Lors de la cessation d'utilisation d'installations, lors de la fin de l'exploitation et de l'arrêt des travaux, l'explorateur ou l'exploitant fait connaître les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour préserver les intérêts mentionnés à l'article 79 (du Code Minier), pour faire cesser de façon générale les désordres et nuisances de toute nature engendrés par ses activités, pour prévenir les risques de survenance de tels désordres, et pour ménager le cas échéant les possibilités de reprise de l'exploitation".

A cette fin, l'exploitant doit présenter dans le dossier :

- les aménagements réalisés ou à exécuter dans les travaux souterrains et ceux destinés à mettre en sécurité les orifices débouchant au jour ;
- le bilan, prévu par le quatrième alinéa de l'article 91 du code minier, relatif aux effets, sur les eaux de toute nature, des travaux et de leur arrêt ;
- une étude ayant pour objet de déterminer si des risques importants, notamment ceux mentionnés à l'article 93 du Code Minier, subsisteront après le donné acte mentionné au neuvième alinéa de l'article 91 (2^{ème} donné acte) du Code Minier ; cette étude doit préciser la nature et l'ampleur des risques, les secteurs géographiques concernés ainsi que les raisons techniques et financières pour lesquelles ces risques ne peuvent être supprimés ;
- Dans le cas où l'étude mentionnée ci-dessus a révélé la persistance de tels risques, l'indication des mesures de surveillance ou de prévention mentionnée au troisième alinéa de l'article 91 et au premier alinéa de l'article 93 du Code Minier, accompagnée d'un document descriptif et estimatif des moyens humains et matériels correspondants ainsi que, s'il y a lieu, de la liste des servitudes nécessaires à leur mise en œuvre ;
- Un récapitulatif, d'une part, des installations dont l'exploitation minière a cessé avant que leur arrêt ne soit soumis à procédure, d'autre part, des travaux et installations ayant précédemment fait l'objet de la procédure d'arrêt prévue par le code minier ;
- Le cas échéant, les lettres d'information mentionnées aux articles 49 et 49-1 du décret n°95-696 sus-visé, avec les documents qui y sont joints.

Le deuxième donné acte constatant la réalisation des travaux d'arrêt définitif entraînera

l'arrêt de la police des mines et le retour de la police municipale.

5 – 2 – Rappel des travaux d'arrêt déjà réalisés - Bilan de la situation

Pour mémoire, il a déjà été donné acte de l'arrêt définitif des travaux miniers attachés aux sondages de recherche réalisés sur les concessions objets du présent examen.

a) Concessions de BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1 et BISTEN 1

Il n'y a pas d'installation de surface sur ces concessions. Les travaux du fond ont été réalisés à partir des puits situés sur la concession de LA HOUVE ou de ceux de la concession SARRE ET MOSELLE (Puits Barrois, De Vernejoul et Ouest).

b) Concession DALEM,

Hormis les travaux du fond, on notera la présence de l'ancien puits de Falck. Ce puits a été remblayé en 1931. Ces travaux de remblayage ont été vérifiés et repris en 2002 par les HBL.

c) Concession de LA HOUVE

On y trouve :

- Les travaux du fond
- Le carreau du Siège 1 de La Houve : Il est situé sur la commune de Creutzwald. Il n'y a plus d'activité minière sur ce site. On y distingue principalement :
 - Le puits 1 (Puits Marie) et le puits 2 (Puits Jules)
 - L'ancien terril du siège 1 arrêté depuis 1944 et non répertorié comme ICPE
 - Les bassins de décantation du Leibsbach.

NB : Le siège 1 de la Houve porte sur la section 42 du ban de la commune de Creutzwald. Si certaines parcelles appartiennent à CdF, il est à noter que les parcelles 221, 222, 223, 225, 229, 241 et 263 appartiennent à d'autres propriétaires ce qui est susceptible d'entraîner des difficultés dans l'application d'éventuelles prescriptions.

- Le Carreau du Siège 2 de La Houve est situé sur la commune de Creutzwald. Il comporte la plupart des installations de surface et sera en service jusqu'à la fin de l'exhaure. On y trouve :
 - Le puits 3 et le puits 4 (section 44 du ban de la commune)
 - les terrils et bassins de décantation du siège 2.

NB : Toute l'exhaure de La Houve est réalisée à partir des puits 3 et 4. L'eau extraite est pour partie rejetée dans le ruisseau du Leibsbach et pour partie valorisée par le Syndicat des Eaux de l'Est.

A noter également que le site des terrils du siège 2 de La Houve porte aussi sur les parcelles 2, 14, 22 de la section 45 qui n'appartiennent pas à CdF.

(Vol.2 p.84).

- Le puits V qui sert de réserve d'eau au château d'eau de la cité Maroc est implanté sur la commune de Creutzwald. Il est situé sur la section 45 du ban de la commune et il est la propriété de cette commune.

Le détail de la situation est donné dans le tableau suivant :

Désignation	Situation physique	Situation administrative
Installations de surfaces du Carreau du Siège 1 de La Houve		
Puits 1 (dit puits Marie)	Ils sont obturés par un serrement en tête de puits et une cloison à la base du permien et sont chacun équipés d'un exutoire à grisou.	<p>Un délaissement au titre du décret de police des mines du 7 mai 1980 a été autorisé par AP n°88-AG/1-180 ter du 06 avril 1988. Cette procédure a été close après la réalisation effective des travaux par lettre du préfet le 8 juin 1999 mais en dehors du délai imparti.</p> <p>Ces puits sont toujours sous police des mines et examinés dans le cadre de ce dossier.</p> <p>Le puits 1 recevra à terme une installation hydraulique de sécurité au sens de l'article 92 - 2 du code minier.</p>
Puits 2 (dit puits Jules)		
Machines d'extraction	arasées	Sous police des mines mais n'existe plus.
Bâtiment des ventilateurs	Sert d'enceinte aux puits 1 et 2	Sous police des mines
Station de traitement et de pompage de l'eau d'exhaure	L'exhaure du siège 1 a cessé en 1989, année où la station a été vendue à la Société des eaux de l'Est.	
Poste électrique de 65/5kV	Sera démolie lors de l'arrêt du siège 2 de La Houve	
Bâtiments à usage d'atelier, de magasin ou de bureaux	Propriétaire(s) ?	
Bassins de décantation du Leibsbach (de Creutzwald)	Seront reconvertis en bassins de lagunage destinés à traiter l'eau issue de l'installation hydraulique de sécurité citée supra.	
Le teruil	Végétalisé et intégré au paysage. N'est plus utilisé depuis 1944	

Poste de liaison 5kV (à 180 m à l'Ouest du carreau fonctionnel assurant l'alimentation de secours de la station de traitement et de pompage)	Installations mise hors service	
Le reste de l'ancien carreau (dynamitière, amorcière, mine image, ancien bassins de décantation au Sud et au Sud Ouest du carreau)	Mis en sécurité	Abandon au titre du décret de police des mines du 7 mai 1980 par AP n°88 -AG/1-219 du 22 avril 1988 autorisant les HBL à abandonner une partie du carreau du siège 1 de LA HOUE (Rapport DRIRE du 4 mars 1988) - Lettre de donné acte du DRIRE établie le 6 février 1997
Installations de surfaces du Carreau du Siège 2 de La Houve		
Puits 3	Sont en service et permettent d'assurer toute l'exhaure de La Houve	Sous police des mines
Puits 4		
Chevalements des puits et recette avec ICPE ⁽¹⁾ suivante : - Installation de broyage/concassage /criblage	- Démontées en 2001 - Reste le bâtiment	
- Nouveau Lavoir	- démoli en 2002	
Dépôts de houille soit (ICPE ⁽¹⁾) : - silos de 1200 t - aires de stockage	- Démolis en 2002 - Ne sont plus utilisées	
Bâtiment des Bureaux (Dit bâtiment principal du siège 2 de La Houve)	Refus du permis de démolir	
Bâtiment des bains-douches la lampisterie qui est une ICPE ⁽¹⁾ déclarée	Permis de démolir accordé par la préfecture en 2004	
Bâtiment des machines avec une ICPE ⁽¹⁾ déclarée qui comporte 2 compresseurs mobiles de 60 et 80 kW	Reste en service jusqu'à la fin de l'exploitation	
Atelier 1 et atelier 2 qui sont des ICPE ⁽¹⁾ déclarées	Reste en service jusqu'à la fin de l'exploitation	
Atelier EMF	Existants	
Atelier électrique fond		
Magasin central		
Chaufferie avec 2 ICPE ⁽¹⁾ soumises à autorisation soit : - 2 chaudières de 9300 kW	Reste en service jusqu'à la fin de l'exploitation	
Bâtiment machine d'extraction du puits 3	Existants	
Atelier cage		
Station de pompage		

17

Dépôt de détonateurs ICPE ⁽¹⁾	Reste en service jusqu'à la fin de l'exploitation	Sous police des mines
Poste HT de 65 kV	Existants	
Bureaux du carreau		
Atelier piles		
Hangar à matériel - Hangar treuil de secours - et 2 autres Hangars	Existants	
Dépôt acétylène oxygène qui est une ICPE ⁽¹⁾	Reste en service jusqu'à la fin de l'exploitation	
Mine image	Mise hors service en 1980 et fermée définitivement en 2003	
Dynamitière qui est une ICPE ⁽¹⁾ autorisée	Reste en service jusqu'à la fin de l'exploitation	
Bassin de 10 000 m3 d'exhaure	Existants	
Citerne à gasoil de 50 m3 qui est une ICPE ⁽¹⁾ déclarée		
Silos à charbon		
Hangar de la zone de tri		
Secteur des trois terrils (qui se sont rejoint et dominant le siège de près de 100 m) - Le Terril Nord-Ouest est une ICPE ⁽¹⁾ autorisée	Seront traités par CdF	
Les voies de chemin de fer	Existantes	
Bassin de la carrière - est une ICPE ⁽¹⁾ autorisée	Situé sur l'emplacement de l'ancienne carrière de sable du Siège 2. Il a été vidé de ses 300 000 t de schlamms en 1997	
Bassin B - est une ICPE ⁽¹⁾ autorisée	Fermé par une digue à l'Est, il renferme environ 300 000 t de schlamms que la SNET ⁽²⁾ envisage d'exploiter.	
Ancien bassin Nord-Ouest	Recouvert par le terril depuis 1988	
Bassin Sud-Est - est une ICPE ⁽¹⁾ autorisée	Il est bordé au sud par une digue et renferme environ 300 000 t de schlamms que la SNET ⁽²⁾ envisage d'exploiter	

ICPE⁽¹⁾ : Arrêté préfectoral n°94-AG2-237 du 3 août 1994.

SNET⁽²⁾ : SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE ET DE THERMIQUE (RCS Nanterre B 399 361 468)

Puits V (à proximité du siège 2 de La Houve)		
Puits 5	Il aurait été vendu en 1990 à la commune de Creutzwald. Equipé d'une station de pompage, il sert de réserve d'eau pour l'alimentation du château d'eau de la cité Maroc	Sous police des mines

d) Concession SARRE et MOSELLE

Nous ne présentons ici que les éléments attachés au dossier en cours et non l'ensemble des installations situées sur cette concession et qui feront l'objet d'une instruction ultérieure.

Nous identifions donc :

- Une partie des travaux du fond du siège de La Houve,
- Le carreau du puits Ouest qui est situé sur le ban de la commune de Bisten en Lorraine
- Le carreau du puits De Vernejoul, situé sur le ban de la commune de Porcellette. Il comprend essentiellement l'extraction du siège et le lavoir. Il restera en service jusqu'à la fin de l'exhaure. On y trouve entre autre le puits de De Vernejoul.
- Le carreau du puits Barrois qui n'est plus en service. Il est situé sur la commune de Creutzwald et occupe la parcelle 212 de la section 20 du ban de cette commune.

Il n'y a pas de terril ou bassin sur cette concession qui soit attaché à ce dossier.

Le détail de la situation est donné dans le tableau suivant :

Désignation	Situation physique	Situation administrative
Carreau du puits Ouest		
Puits Ouest	Restera en service jusqu'à l'arrêt des exhaures	Sous police des mines
Chevalement du puits et recette	Existants	
Machine d'extraction		
Rampant		
Bâtiment des Ventilateurs		
Station de bentonite		
Réservoir		
Local électrique		
Poste 65 kV		

Carreau du puits de De Vernejoul		
Puits de De Vernejoul	Restera en service jusqu'en 2005	Sous police des mines
Recette du puits de De Vernejoul et chevalement métallique	Existants	
Le lavoir est une ICPE ⁽³⁾ autorisée tout comme : - les installations de broyage/concassage, criblage situées dans le bâtiment - le dépôt de houille situé à l'extérieure - le bâtiment abritant les substances radioactives	Resteront en service jusqu'à la fin de l'exploitation	
Les installations de traitement des eaux avec bassins (dont un de 5000 m ³)	Existants	
Bâtiment de pompage Carboduc		
Station de chargement du charbon		
Trémies de stockage des bruts		
Diffuseur des ventilateurs		
Station de d'embouage		
Chaudière déclarée ICPE ⁽⁶⁾		
Citerne de fuel		
Bâtiment des machines (avec la station de compression d'air qui est ICPE ⁽⁴⁾ autorisée	Resteront en service jusqu'à la fin de l'exploitation	
Réfrigérant qui est une ICPE ⁽⁵⁾	Existants	
Bâtiment du treuil de secours		
Bâtiment des bureaux		
Poste 65 kV		
Bandes transporteuse		
Station d'azote		
Bassin d'orage		
Bassin et station de purge du carboduc (à l'extérieure Est du carreau)		
Carboducs		
Voies de Chemins de fer		

ICPE⁽³⁾ : Arrêté préfectoral n° AG/2-395 du 29 juin 1987.

ICPE⁽⁴⁾ : Arrêté préfectoral n° 84-AG/3-682 du 18 octobre 1984.

ICPE⁽⁵⁾ : Arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-130.

ICPE⁽⁶⁾ : Actée par récépissé n°91.00.201 du 6 novembre 1991.

Carreau du puits Barrois		
Puits Barrois	<p>Il est obturé par un serrement en tête de puits et une cloison à la base du permien.</p> <p>Il est équipé d'un exutoire à grisou.</p>	<p>Un délaissement au titre du décret de police des mines du 7 mai 1980 a été autorisé par AP n°88-AG/1-180 ter du 06 avril 1988. Cette procédure a été close après la réalisation effective des travaux par lettre du préfet le 8 juin 1999 mais en dehors du délai imparti.</p> <p>Ce puits est toujours sous police des mines et examiné dans le cadre de ce dossier</p>
Carreau du puits Barrois (amorcière, dynamitière, cheminées d'aérage et le bassin de pompage).		<p>Abandon autorisé au titre du décret de police des mines du 7 mai 1980 par AP n°87 -AG/1-381 du 25 juin 1987 et auquel il a été donné acte par lettre du DRIRE n° 90/DB/07/22 le 13 juillet 1990.</p>

5 – 3 – Recommandations et travaux prévus par Charbonnages de France

Il convient de rappeler qu'en dehors du démantèlement des installations de surface, de la mise en sécurité des puits de mines, du risque lié aux gaz de mines et de la réhabilitation des sites de CdF, le sujet crucial du dossier porte sur les conséquences de l'arrêt des exhaures minières (prévu initialement en février 2005). Une partie des eaux d'exhaure est exploitée par la Société des Eaux de l'Est (SEE) et l'excédent est rejeté dans le ruisseau du Leibsbach, affluent de la Bisten. Le niveau de minéralisation actuel de l'eau extraite permet de la traiter et de l'utiliser à des fins industrielles et constitue également une source d'eau potable. L'arrêt du pompage entraînera donc :

- La suppression de la ressource en eau pour certains usagers ;
- La suppression d'un soutien de débit dans certains cours d'eau par l'eau d'exhaure non valorisée (Cours d'eau du Leibsbach et de La Bisten dans lequel il se jette).

Mais aussi ...

- L'ennoyage des travaux du fond (sur une durée estimée à environ 30 mois) ;
- la constitution d'un réservoir minier d'eau minéralisée impropre à la consommation (l'eau se chargera en sulfates dont la teneur décroîtra ensuite) ;
- une réduction de la quantité d'eau qui chemine de la nappe des GTi vers les travaux du fond ;
- la remontée du niveau piézométrique de la nappe des GTi (stabilisation dans un délai de 8,7 à 16,4 ans après l'ennoyage des travaux miniers mais pouvant s'avérer plus long dans l'éventualité de la réalisation de nouveaux forages de prélèvement dans cette nappe) ;
- des résurgences de l'eau de la nappe des GTi dans des secteurs où elle n'apparaissait plus (éventuellement dans des zones bâties ou à la base de terrils) ;
- la reprise du drainage de la nappe des GTi par certains cours d'eau tel qu'il se faisait avant l'exploitation minière (sauf pour le ruisseau du Leibsbach) ;
- l'arrêt du captage du grisou en raison de la coupure des liaisons entre les vieux

travaux par l'eau d'ennoyage et la possibilité de montée en pression des gaz de mine par effet de piston hydraulique.

Onze points peuvent être identifiés dans le volume 3 comme traitant des "travaux" prévus par Charbonnages de France. Ils portent sur :

- les mesures concernant les eaux souterraines (§ 3.2.6.1 du dossier) ;
- les mesures concernant les cours d'eau (§ 3.2.3.2 du dossier) ;
- les mesures concernant les risques de résurgence en zones bâties en fond de vallée (§ 3.2.6.2 du dossier) ;
- les mesures concernant la tenue des terrains de surface (§ 3.3.3 du dossier) ;
- les mesures concernant la présence de gaz de mine (§ 3.5.3 et 4.3.3 du dossier) ;
- les mesures concernant la présence d'anciens ouvrages miniers débouchant au jour (§ 3,5 du dossier) ;
- les risques d'échauffements au sein des vieux travaux (§ 3.6 du dossier) ;
- les mesures relatives à la présence des terrils et bassins (§ 3.7.4.3, 3.8.4.2 et 3.9.1 du dossier) ;
- les mesures concernant les différentes installations classées et les installations de surface (§ 3.9 et 3.10 du dossier) ;
- les mesures concernant les 56 piézomètres de CdF situés sur l'ensemble du bassin (§ 3.10 du dossier) ;
- l'information des communes minières à l'issue de la réalisation des travaux.

Nous rappelons ici les éléments principaux figurant dans le volume 3 du dossier déposé par CdF.

5 – 3 – 1 – Mesures concernant les eaux souterraines

Le dossier d'arrêt déposé par Charbonnages de France met en évidence des risques de remontée d'eaux de mine dans la nappe des Grès du Trias inférieur suite à l'arrêt des exhaures de La Houve. Cette remontée aurait pour conséquence une pollution de la ressource en eau potable des GTi par l'eau minéralisée du réservoir minier alors constitué.

CdF propose donc de supprimer ces risques de pollution (p.27 du volume 3 - § 3.2.6.1) par la mise en place d'un dispositif de pompage permanent au droit du puits 1 (puits Marie) situé sur le Siège 1 de La Houve. L'eau du réservoir minier sera pompée afin d'y maintenir un niveau piézométrique (environ +205 NGF) inférieur à celui de la nappe des GTi au droit des échanges nappe/mine. Le débit nécessaire est estimé à 40 l/s (144 m³/h soit un peu plus de 1,2 Mm³/an).

Les eaux extraites subiront un traitement passif avant rejet au milieu naturel.

Le dispositif prévoit :

- l'acheminement, des eaux du réservoir minier, séparé des eaux du ruisseau du

Leibsbach, par une conduite de 715 m vers une cascade d'oxygénation ;

- la décantation des eaux dans un bassin de 5000 m³ ;
- le passage de l'eau dans trois lagunes de déferrisation d'une surface de 10 000 m² plantées de macrophytes ;
- la mise, en place en aval du dispositif, d'une station de contrôle de la qualité de l'eau avant son rejet au milieu naturel ;
- Un raccordement au ruisseau du "Leibsbach" environ 200 m en amont de sa confluence avec la "Bisten".

L'ensemble du dispositif a été déclaré installation hydraulique de sécurité au sens de l'article 92 du code minier par le pétitionnaire.

L'exploitant indique également page 26 du volume 3 que les prélèvements futurs dans la nappe des GTi peuvent entraîner un risque de remontée d'eau de mine au sein de cette nappe si la piézométrie de cette dernière venait à baisser sous la cote d'eau du réservoir minier.

5 – 3 – 2 – Mesures concernant les cours d'eau

Il n'y a pas de chapitre qui présente concrètement des "mesures compensatoires" sur ce sujet.

On peut cependant extraire de la lecture du dossier deux (2) mesures relatives aux cours d'eau.

Pour le ruisseau du "Leibsbach", l'exploitant déclare en page 58 du volume 3 du dossier qu'il est prévu de "*reprofiler le lit du Leibsbach pour que sa source retrouve sa situation d'origine*".

Pour le cours d'eau de la "Bisten", le paragraphe 3.2.3.2 du volume 3 du dossier évoque l'utilisation des forages de dépollution (P1 à P4) du Bassin de Diesen pour soutenir le lac de Creutzwald qui est alimenté par ce cours d'eau.

5 – 3 – 3 – Mesures concernant les risques de résurgence en zones bâties en fond de vallée (dans une dizaine d'années),

Des risques de remontées de la nappe des GTi à moins de 3 m sous les zones bâties ont été localisés dans la vallée de Ham-sous-Varsberg.

Pour supprimer ce risque, CdF met en place deux forages de rabattement de 80 m³/h (capacité pouvant être portée temporairement à 100 m³/h) sur les communes de Ham-sous-Varsberg et Varsberg.

Ces installations ont été déclarées installations hydrauliques de sécurité au sens de l'article 92 du code minier par le pétitionnaire.

5 – 3 – 4 – Mesures concernant la tenue des terrains de surface

D'après le pétitionnaire, l'amplitude des affaissements résiduels sera faible dans la zone du dernier chantier exploité à la Houve (De Vernejoul) et inexistant sur les autres secteurs. Les

mouvements susceptibles de se produire consécutivement à l'ennoyage des travaux seront sans conséquence sur la stabilité des ouvrages et des infrastructures de surface.

Il n'y a donc aucune mesure compensatoire de prévue sur ce sujet.

5 – 3 – 5 – Mesures concernant les risques liés à la présence de gaz de mine

A terme, ces risques disparaîtront en surface avec l'ennoyage complet des vieux travaux.

Un risque résiduel lié à l'émission de gaz à la surface a été identifié pendant la phase d'ennoyage. Quinze zones "susceptibles" d'être concernées par des émanations de gaz de mines ont été définies.

Cinq d'entre elles qui n'ont pas d'exutoire à grisou sont des zones urbanisées. Elles seront équipées d'un sondage de décompression.

Sept zones pourront évacuer leur grisou par des galeries les reliant à un puits ou à une zone susceptible d'être équipée d'un sondage de décompression.

Trois zones ne sont pas urbanisées en surface. L'aléa "grisou" devra être pris en compte jusqu'à la fin de l'ennoyage.

En même temps que la mise en place des forages de décompression, un programme de mesure et de contrôle sera appliqué (Il est décrit succinctement page 82 du volume 3). Il consistera en des prélèvements et des analyses de gaz, des mesures de pression sur les exutoires et des prélèvements sur les zones susceptibles en des lieux propices à accumulations (réseaux enterrés, caves...).

En cas de problème sur une zone susceptible, un sondage de décompression complémentaire y sera réalisé.

A l'issu de la période d'ennoyage, les installations pourront être démantelées.

5 – 3 – 6 – Mesures concernant la présence d'anciens ouvrages miniers débouchant au jour

Les ouvrages pris en considération par le pétitionnaire sont les 9 puits de mines, les ouvrages creusés à faible profondeur du siège 2 (mine image) et du siège 1 de La Houve (mine image, dynamitière, diverses galeries), la galerie technique d'aérage du puits de De Vernejoul et la galerie d'exhaure de l'ancien puits de Falck.

Les puits seront tous traités :

- Les puits 3, 4, Ouest et de Vernejoul seront intégralement remblayés avec un matériau pourvu d'un liant hydraulique. De ce fait le risque résiduel est qualifié de minimal par CdF.
- Les puits 1 et 2 sont fermés par un serrement à faible profondeur. Ces puits serviront à l'évacuation de l'eau du réservoir minier tel que décrit plus haut (§ 5-3-1 de ce rapport). Charbonnages de France déclare que *"ces puits présentent des risques de désordre en surface à terme que l'on peut raisonnablement circonscrire à une zone d'un rayon de 50m à partir du centre du puits"*. De ce fait, CdF préconise de prendre en compte cet aléa dans tout projet de modification des activités de surface et de traiter ces deux puits

conformément aux règles de l'art en cas de cessation de leur utilisation comme exutoire d'eau de mine.

- Le puits Barrois est fermé. Une consolidation du système de fermeture est prévue ce qui permettra de s'affranchir d'un rayon de sécurité géotechnique autour du puits et d'avoir un risque résiduel minimal.
- Le puits 5 : D'après le pétitionnaire, ce puits est la propriété de la commune de Creutzwald depuis 1990. Charbonnages de France déclare que *"ce puits présente un risque de désordre en surface à terme que l'on peut raisonnablement circonscrire à une zone d'un rayon de 20m à partir du centre du puits"*. De ce fait, CdF préconise de prendre en compte cet aléa dans tout projet de modification des activités de surface et de traiter ce puits conformément aux règles de l'art en cas de cessation de l'exploitation du puits à des fins d'alimentation en eau potable de la commune de Creutzwald.
- Le puits de Falck : Le remblayage de ce puits borgne a été complété en 2002. Le risque résiduel est minimal.

"Une borne témoin supportant une pancarte en matière impérissable rappelant la présence du puits sera placée à l'emplacement de chaque puits après sa fermeture définitive. CdF recommande que le plan local d'urbanisme des communes concernées tienne compte de la présence des puits et des restrictions que cela impose".

Toutes les galeries situées à une profondeur inférieure à 10 mètres seront remblayées.

5 – 3 – 7 – Mesures concernant les risques d'échauffement au sein des vieux travaux

Les risques liés aux échauffements dans les vieux travaux étant nuls du fait de leur ennoyage et de la fermeture des puits, aucune mesure particulière n'est prévue.

5 – 3 – 8 – Mesures concernant les terrils miniers et bassins de décantation

Les éléments présentés sont ceux figurant dans le dossier d'arrêt des travaux miniers déposé par Charbonnages de France. Cependant, par courrier du 03 juin 2005, CdF a informé les services de la DRIRE de l'intérêt que portait la SNET à l'exploitation des schlamms contenus dans les bassins Sud - Est et B situés sur le secteur du siège 2 de La Houve. Cette possibilité ayant été évoquée à la page 89 du volume 2 du dossier déposé par le pétitionnaire, nous rappelons ci-après les deux options envisagées pour ce site.

- Terril du siège 1 de La Houve : Aucune mesure de confortement complémentaire ou de réaménagement paysager n'est prévue. CdF préconise cependant de mettre en place un dispositif visant à limiter la fréquentation du terril par les engins motorisés susceptibles d'initier une reprise de l'érosion.
- Terrils du siège 2 de La Houve - CdF prévoit :
 - ✓ d'importantes opérations de terrassement afin de gérer les eaux de ruissellement (mise en place de banquettes drainantes sur les flancs du terril pour adoucir la pente avec des fossés sur ces banquettes pour guider l'eau vers le ruisseau du "Leibsbach");
 - ✓ de stabiliser les fronts sub-verticaux en réduisant les pentes ;
 - ✓ transporter les schistes pour recouvrir les bassins B et Sud-Est (Si la SNET n'exploite pas ceux-ci) ;
 - ✓ reprofiler le lit du "Leibsbach" pour que sa source retrouve sa situation d'origine ;

- ✓ végétaliser le site pour limiter l'érosion, stabiliser les talus et favoriser l'intégration paysagère ;
- Bassins B et Sud-Est du siège 2 de La Houve - CdF prévoit ...
- ... en l'absence d'autorisation d'exploiter ces schlamms au titre d'une ICPE par la SNET
- ✓ de recouvrir les schlamms du bassin B d'une couche de 0,5 à 3 m de schistes récents ;
 - ✓ de recouvrir les schlamms du bassin Sud-Est par des schistes issus du terril récent sur sa partie Ouest et par des schistes issus du flanc sud du terril sur sa partie est. Un contournement des eaux en direction du flanc sud serait également aménagé ;
- ... si la SNET obtient l'autorisation d'exploiter ces bassins au titre d'une ICPE, la mise en sécurité du terril comporterait trois phases dont les deux premières seraient réalisées par CdF :
- ✓ La phase 1 concerne la zone Est du terril, indépendante du bassin Sud-Est et consisterait à déplacer 267 000 m³ de schistes. Elle s'étalerait jusqu'au 1^{er} juillet 2006 ;
 - ✓ La phase 2 allant jusqu'au 1^{er} juillet 2007 concerne la récupération des 250 000 m³ de schlamms par la SNET au pied de la digue et la réalisation d'une butée de 163000 m³ au pied de celle-ci par CdF ;
 - ✓ La phase 3 débuterait le 1^{er} juillet 2007 et serait réalisée par la SNET dans le cadre de la législation ICPE. Elle consisterait à mettre en sécurité la partie surplombant le bassin Sud-Est puis à traiter le site conformément au dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation d'exploiter déposé par la SNET.
- Bassins de la carrière : Il est prévu à partir de 2005 de démanteler la digue conformément aux préconisations de l'étude de requalification paysagère du site, proposées par PIXIUM (voir annexe 3.8 du volume 3), d'adoucir certaines pentes de talus et de démolir l'ouvrage en béton devenu sans objet dans la partie Nord de la carrière.

5 – 3 – 9 – Mesures concernant les installations classées et les installations minières de surface.

a) Installations Classées

Les mesures décrites portent sur les installations classées du Siège 2 de La Houve et du Carreau de De Vernejoul. Une procédure de cessation d'activité au sens des ICPE est engagée en parallèle par CdF.

Sites / installations	Mesures prévues
Siège 2 de La Houve	
- Installation de broyage/concassage /criblage	Les cribles et concasseurs ont été démontés et revendus en 2001 - Les zones concernées ont été mises en sécurité (verrouillage et protection par du grillage) Ces bâtiments seront démolis après l'arrêt du pompage.

- Silos et aires de stockage	Les silos ont été vidés pour supprimer le risque incendie Les aires de stockage ont été nettoyées L'analyse des prélèvements de sol n'a révélé aucune pollution sur ces zones Les silos du bâtiment du lavoir ont été démolis en même temps que le lavoir. Les matériaux ont été revendus ou évacués conformément à la réglementation.
- Terrils et ancien bassins à Schlamms dits bassin de la carrière, bassin B et Bassin Sud	- Voir § 5-3-8 ci-dessus
- 2 ateliers de travaux mécaniques des métaux	Les machines seront démontées et vendues. Les bâtiments seront démolis ou vendus
- 2 compresseurs mobiles	Seront démontés pour être ferrillés
- dépôt enterré d'explosif	L'ensemble des galeries situées entre 0 et 10 m de profondeur sera remblayé avec un matériau avec liant hydraulique. Les petits bâtiments à l'entrée de la dynamitière seront démolis. L'entrée de la dynamitière sera talutée de façon à disparaître du paysage.
- atelier de charge d'accumulateurs (Lampisterie)	Sera mis hors service à la fin de l'exploitation Lampes et accumulateurs seront évacués et les bancs de charge démontés pour être ferrillés. Le bâtiment sera démoli en l'absence de repreneur.
- dépôt et emploi d'acétylène dissous	Le dépôt sera vidé et le bâtiment démoli.
- Station de distribution de gazole	Sera mis hors service à la fin de l'exploitation et démontée. Un piézomètre réalisé en aval immédiat de la cuve permet un diagnostic de la qualité de l'eau de la nappe à cet endroit Lors du démantèlement, les cuves à fuel seront démontées et un sondage de contrôle sera réalisé dans la fosse de stockage des cuves. En cas de présence de contaminants, le site sera traité selon la réglementation en vigueur.
Carreau de De Vernejoul	
- Lavoir à houille	Elimination et tri des déchets Vidange, démontage, vente ou ferrillage des installations Elimination des produits de traitement (chlorure de calcium, monoéthylène-glycol etc...) Des sondages seront réalisés sur les lieux de pulvérisation pour évaluer une pollution éventuelle. Pour les bâtiments, démolition, évacuation, recyclage éventuel des matériaux.
- Installations de broyage, concassage, criblage des minéraux	Vidange, démontage, vente ou ferrillage des installations Démolition du bâtiment.
- Dépôt de houille	Les silos seront vidés pour supprimer le risque incendie Les aires de stockage seront nettoyées Des sondages seront réalisés sur la zone de stockage pour évaluer une pollution éventuelle. Les silos à l'entrée du lavoir seront démolis et les matériaux revendus ou évacués conformément à la réglementation.
- Substances radioactives	Elles seront évacuées conformément à la réglementation.

- Chaufferie	Vidange, démontage, vente ou ferrailage des installations. Démolition du bâtiment.
- Installation de compresseurs d'air et tours réfrigérantes	Les équipements seront démontés pour être revendu ou ferrailés et le bâtiment sera démoli en l'absence de repreneur.

b) Installations de surface

Les installations de surface du siège 1 de La Houve, du puits Barrois, du siège 2 de La Houve, du carreau de De Vernejoul et du puits Ouest seront démantelées et les bâtiments démolis en l'absence de repreneurs.

Sur le carreau du siège 2 de La Houve, des sondages de reconnaissance des sols au droit de l'ancienne usine à moinettes, au droit du poste de distribution de gazole, sur la zone de tri et des machines d'extraction seront réalisés. Selon les résultats, les zones concernées seront décapées et traitées suivant la réglementation en vigueur.

Sur le carreau de De Vernejoul, après démolition des structures et bâtiments, un diagnostic de la qualité des sols devra être effectué au droit des points qui n'ont pu être reconnu (chaufferie, salle des compresseurs, machine d'extraction).

Sur le carreau du puits Ouest, lors du démantèlement du carreau, un diagnostic de la qualité des sols sera réalisé au droit de la machine d'extraction.

Ces mesures ne concernent pas les terrils et bassins de décantations traités plus haut dans le texte.

5 – 3 – 10 – Mesures concernant les 56 piézomètres de CdF situés sur l'ensemble du bassin.

Les piézomètres qui ne trouveront pas de repreneurs seront traités et abandonnés.

Deux piézomètres situés au-dessus du secteur 7 du champ de De Vernejoul seront suivis jusqu'à la stabilisation des effets des affaissements miniers sur les terrains de surface conformément à l'arrêté préfectoral 98-AG/3-419 du 8 décembre 1998.

5 – 3 – 11 – Mesures concernant l'information des communes minières à l'issue des travaux d'arrêt définitif

L'exploitant prévoit de transmettre à chaque commune concernée et sous timbre de la préfecture, un plan parcellaire sur lequel sera porté l'ensemble des orifices débouchant au jour, l'enveloppe des travaux souterrains et éventuellement les zones et points particuliers où des dispositions spécifiques doivent être prises dans le cadre de l'urbanisme.

6 – Protection des intérêts énumérés à l'article 79 du Code Minier

Il est dit au 2^{ème} alinéa de l'article 91 du Code Minier : « ...l'explorateur ou l'exploitant fait connaître les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour préserver les intérêts mentionnés à l'article 79... »

Ces intérêts sont :

- la sécurité et la santé du personnel minier ;

- la sécurité et la salubrité publiques ;
- les caractéristiques essentielles du milieu environnant ;
- la solidité des édifices publics et privés ;
- la conservation des voies de communication ;
- la conservation de la mine et des autres mines ;
- l'archéologie et les monuments historiques ;
- la protection des monuments naturels et des sites ;
- la gestion équilibrée de la ressource en eau (art. 2 de la loi sur l'eau) ;
- la sauvegarde du patrimoine naturel ;
- la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et zones humides ;
- la préservation des intérêts agricoles.

6 – 1 – Examen vis-à-vis des intérêts strictement miniers

Ce dossier s'inscrit dans le cadre de la cessation des activités liées à l'extraction de houille en France.

L'ennoyage des travaux du fond n'aura pas de conséquence sur les mines voisines du fait qu'ils sont isolés hydrauliquement de celles-ci aussi bien du côté allemand que du côté français de la frontière.

Toute activité minière d'extraction du sol a cessé sur ces concessions.

En conséquence, la sécurité et la santé du personnel minier, de même que la conservation de la mine ou d'une autre mine ne sont pas concernées par l'arrêt définitif dont l'autorisation est demandée par Charbonnages de France.

Il n'est donc pas nécessaire d'imposer une quelconque mesure dans le cadre de la procédure examinée dans le présent rapport.

6 – 2 – Examen vis-à-vis des intérêts autres que miniers

6 – 2 – 1 – Consultations réglementaires

Par courrier en date du 15 novembre 2004 de la Préfecture de la Moselle, la Direction Départementale de l'Équipement (DDE), la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF), la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS), la Direction Régionale de l'Environnement (DIREN), la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), l'Etat Major de la Région Militaire de Défense Nord-Est et les maires des communes concernées ont été destinataires d'un exemplaire du dossier pour avis.

Conformément aux dispositions de l'article 47 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995 relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines, les services administratifs et l'autorité militaire ont disposé d'un délai de deux mois (date limite de réponse : 15 janvier 2004) et les maires d'un délai de 3 mois pour faire connaître leur avis (date limite de réponse : 15 février 2004).

Les réponses reçues sont résumées ci-après ; une copie des réponses est jointe au

présent rapport en ANNEXE III.

6 – 2 – 2 – Réponses des services administratifs et de l'autorité militaire

SERVICES	REPONSES - DATES
DIREN	Cf. pt. ① - 11 janvier 2005 reçue le 12/01/05
DRAC	Cf. pt. ② - pas de réponse
RMD Nord-Est	Cf. pt. ③ - 23 décembre 2004 reçue le 27/12/04
DDE	Cf. pt. ④ - 06 janvier 2005 reçue le 10/01/05
DDAF	Cf. pt. ⑤ - 03 février 2005 reçue le 11/02/05 <u>Hors délai</u>
DDASS	Cf. pt. ⑥ - 18 janvier 2005 reçue le 21/01/05 & - 18 février 2005 reçue le 25/02/05 <u>Hors délai</u>

La date limite a été fixée au 23 janvier 2005. En raison de l'importance du dossier, les avis hors délai sont tout de même repris ci-dessous.

① – DIREN

La DIREN soulève des questions et fait des suggestions en abordant les trois sujets illustrés ci-dessous.

Cependant, elle conclut d'une part que les conséquences environnementales avérées ou potentielles de l'arrêt des travaux miniers quoique importantes sont difficilement évitables dans le cadre d'une approche réaliste, et d'autre part, que l'absence d'analyse et de propositions explicites en matières de suivi piézométrique et qualitatif des eaux souterraines, rendu nécessaire par l'ennoyage constitue une lacune du dossier.

a) Incidences sur l'hydrologie - La DIREN fait remarquer que :

- on ne sait pas qui assurera la maîtrise d'ouvrage et le financement de l'exploitation à long terme de l'installation de pompage du siège 1 (Puits Marie) et des forages de rabattement de la nappe de Varsberg et Ham-sous-Varsberg.
- il pourrait s'avérer prudent de prévoir, si cela n'est pas le cas, l'installation d'une capacité de pompage légèrement supérieure pour le dispositif prévu au Siège 1, afin de disposer d'une marge de sécurité en phase opérationnelle.
- le maintien de la cote 205 NGF pourrait s'avérer localement insuffisant pour éviter une remontée d'eau minéralisée dans la nappe des GTi si une maîtrise rigoureuse des prélèvements dans cette ressource n'est pas assurée. Une vigilance particulière s'impose.
- la remontée de la nappe consécutive à l'ennoyage devrait accroître le lessivage des matériaux des terrils et d'un bassin de décantation des sièges I et II de l'U.E. de la Houve. Même si le lien de causalité ne semble pas toujours clairement établi, une surveillance de ce lessivage à l'aval hydraulique des sièges I et II semble s'imposer surtout pour le siège II susceptible d'influencer le captage AEP OUEST de Creutzwald.

- la préconisation retenue dans le rapport d'être "*attentif à l'évolution d'un certain nombre de paramètres dans le cadre des analyses de contrôle réglementaires*" n'est pas une mesure appropriée en terme de surveillance, celle-ci devant préférentiellement être assurée de manière proactive.
- le dossier ne précise pas les dispositions envisagées à l'avenir en terme de surveillance piézométrique et qualitative des eaux souterraines sur le périmètre géographique concerné par les exploitations minières. Ceci semble constituer une lacune du dossier
- il conviendra de préciser le devenir des 56 piézomètres dont dispose CdF.
- la nature et l'organisation de la surveillance ne sont pas précisées.

b) Incidences sur le débit et la qualité des cours d'eau :

- la DIREN rappelle que les cours d'eau situés au sud de la confluence de la Bisten et du Leibsbach sont perchés et ne drainent plus la nappe consécutivement à la mise en place des exhaures.
- elle constate que certains apports artificiels devraient être maintenus, notamment en amont du lac de Creutzwald par la mise en place du rejet de trois forages de dépollution de Diesen dont le déversement s'effectue actuellement vers le Merle et la Rosselle.
- elle note que l'incidence de l'arrêt des exhaures au-delà de la convergence entre le Leibsbach et la Bisten n'a pas été étudiée par l'exploitant alors qu'une altération complémentaire de la qualité de la Bisten semble pouvoir être envisagée en raison du risque de pollution localisé de la nappe des GTi.

c) Incidences sur les espaces naturels et les paysages - La DIREN :

- fait remarquer que l'affirmation selon laquelle, l'arrêt des travaux sera sans impact sur les ZNIEFF justifierait d'être argumentée sachant en particulier que les eaux de la nappe des GTi devraient remonter à terme à moins de 3 m de la surface du sol sur les secteurs où se situent les zones naturelles recensées (Par la DIREN).
- admet cependant en pratique, que la remontée de la nappe constitue à priori un facteur favorable aux zones humides, à condition que les mesures compensatoires (rabattement de la nappe) ne fragilisent pas ces zones.
- Constate qu'il n'est pas prévu de revégétalisation sur la partie horizontale de l'ancien bassin de la carrière (maintien du schiste), ce qui est en contradiction avec l'étude MICA (page 178) qui prévoyait un réensemencement. Compte tenu du contexte forestier du secteur, il est proposé de permettre une recolonisation forestière naturelle sur la totalité de la zone par apport d'un substrat adapté.

② – DRAC

- Pas de réponse - Son avis est donc **réputé favorable** conformément à l'article 2-1 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié.

③ – RMD Nord-Est

L'autorité militaire n'émet **pas d'objection** à l'égard du dossier sous réserve que l'intégrité de trois immeubles du domaine militaire soit préservée. Les trois immeubles en question sont cités et reportés sur une carte à l'échelle 1/25 000.

④ – DDE

- La DDE fait allusion au protocole DRIRE / DDE sur l'instruction des permis de construire qui a été signé en 2002. Elle demande si la liste B) relative aux communes susceptibles d'être touchées par des mouvements de faible amplitude ne nécessitant pas de mesures particulières en matière de constructibilité reste d'actualité compte tenu des conclusions de l'étude INERIS (cf page 24/27 : "pour les chantiers arrêtés depuis plus de 2 ans il n'existe plus de risques d'affaissement résiduel")
- Elle demande également que les mesures de restriction à l'urbanisation (périmètre de sécurité autour des têtes de puits) soient portées à la connaissance des communes concernées afin qu'elles puissent intégrer ces données dans leur document d'urbanisme.

⑤ – DDAF

La DDAF présente ses observations au travers de 4 items repris ci-dessous.

a) Apparition de résurgences en fonds de vallées. La DDAF fait remarquer que :

- des piézomètres devraient être implantés dans les zones identifiées à risque afin de suivre la remontée du niveau et contrôler l'efficacité des pompes prévus. La DDAF propose des moyens à mettre en œuvre (piézo à 8 m de profondeur, système automatisé de relevés hebdomadaires et relevés trimestriels par un agent).
- il y aurait lieu pour le pétitionnaire de définir quelles sont les mesures qu'il a prévu afin de remédier à un arrêt inopiné du pompage en fonction des pannes, de l'inertie de la remontée de la nappe et des incidences possibles.
- un dossier de demande d'autorisation de prélèvement d'eau devra être présenté au titre de la loi sur l'eau.

Le pompage devra être maintenu tant que les inconvénients sont susceptibles d'apparaître.

b) Arrêt des rejets d'eau d'exhaure dans les rivières et pollution de la nappe servant à l'alimentation en eau potable. La DDAF fait remarquer que :

Pour les cours d'eau ...

- Il y a lieu de déterminer le devenir de "l'étang HBL" et "l'étang finisseur", cette question n'étant pas soulevée dans le dossier car leur présence modifie la configuration d'origine des cours d'eau et accentuera à terme les prélèvements d'eau de la Bisten par évaporation et infiltration susceptible d'engendrer des nuisances dues à la stagnation de l'eau et diminuera le débit d'alimentation du lac de Creutzwald.
- Il y a lieu de déterminer le débit minimum à assurer dans chacune des rivières pour assurer une qualité sanitaire égale ou meilleur à la qualité de classe 3.

La réalimentation artificielle des rivières devra donc être maintenue tant que la remontée de la nappe ne sera pas achevée pour obtenir la qualité sanitaire en particulier en étiage, sur les tronçons qui le nécessitent, et adapter cette réalimentation aux observations sur le terrain.

Pour ce qui est des lixiviats issus des terrils ...

- En raison de l'impact possible des lixiviats issus des terrils (siège 1 et terrils 3 et 4 du siège 2) sur les points de pompage destinés à l'alimentation en eau potable, il faudra maintenir les piézomètres existants et effectuer des analyses qualitatives de ceux-ci pour confirmer que de nouvelles mesures compensatoires ne sont pas nécessaires pour éviter la pollution de la nappe AEP des collectivités.
- S'il le faut, de nouveaux piézomètres devront être installés.

Ce travail de contrôle devrait être maintenu tant que le risque de pollution de la nappe par les lixiviats n'est pas totalement écarté.

Pour ce qui est de l'installation hydraulique de sécurité qui sera mise en place sur le siège 1 de La Houve pour maintenir par pompage la cote d'eau libre du réservoir minier à la valeur + 205 NGF...

- Un suivi géologique devrait être réalisé pour effectuer le contrôle hydro-géologique des résultats de cette mesure compensatoire. Ce suivi pourrait faire l'objet d'un rapport.
 - Le rejet d'eau dans le Leibsbach devra faire l'objet d'une demande préalable au titre de la "Police de l'eau" décrets modifiés n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993.
 - **Le pompage au niveau du Siège I de La Houve et un suivi géologique devraient être maintenus tant que** subsistera une possibilité de pollution de la nappe utilisée pour l'eau potable, par l'eau provenant des mines.
- c) Arrêt de la fourniture d'eau au syndicat Intercommunal des eaux du Winborn.
- CdF fournit 3,5 Mm³/an à la SEE. La SEE fournit les 4,5 Mm³/an nécessaires (1Mm³ viennent directement de la Société des Eaux de l'Est) au SIE du Winborn. Cette perte (3,5 Mm³) implique une perte pour SIE du Winborn, la communauté d'agglomération de Forbach et Farébersviller : **La fourniture d'eau brute au SIE du Winborn par l'intermédiaire de la SEE devrait être prolongée jusqu'au 31/12/2006.**
- d) Commission de suivi.

La DDAF suggère la mise en place d'une commission de suivi afin d'observer l'évolution de la situation concernant les trois points soulevés précédemment.

⑥ – DDASS

Deux courriers principaux ont été réceptionnés.

Le courrier du 18 janvier 2005 fait mention d'un avis défavorable sous prétexte que le dossier présenté par le pétitionnaire ne comporte pas l'avis d'un hydrogéologue agréé.

Le courrier en date du 18 février 2005 présente cependant un avis favorable sous réserve de la prise en compte de l'ensemble des observations jointes. Ainsi la DDASS, prenant à l'appui de ses observations l'avis de l'hydrogéologue agréé, fait observer que :

- Le bassin de décantation à schlamms de "la Carrière" (Siège 2 de La Houve) est situé à l'intérieur du projet de périmètre de protection rapprochée des forages n°28 et du puits V alimentant en eau potable la ville de Creutzwald.

- Le reste des installations du siège 2 de La Houve est situé dans le projet de périmètre de protection éloignée des captages précédemment cités.

De ce fait, il conviendra de respecter les propositions émises par l'hydrogéologue agréé en 1998 au cours de la réalisation des travaux prévus dans ces périmètres. Ces recommandations sont :

- ✓ *L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2m de profondeur, est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles ;*
 - ✓ *Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, sera réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes ;*
 - ✓ *Les stockages ou dépôts d'eaux usées, d'effluents, de produits polluants liquides (hydrocarbures, produits phytosanitaires, fertilisants...) seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies d'un bassin de rétention étanche. Ces bassins présenteront une capacité égale au volume stocké et seront isolés des eaux pluviales pour éviter les débordements ;*
 - ✓ *Les pesticides (herbicides, insecticides...) seront évités autant que possible, s'ils doivent être utilisés, ils seront non toxiques et très biodégradables ;*
 - ✓ *Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation de référence fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la police de l'eau. Les travaux visés concernent en particulier les fossés, les bois et haies, les talus.*
- sur le carreau du puits Ouest, un diagnostic de la qualité des sols devra être réalisé lors du démantèlement, celui-ci pouvant être lessivé à l'occasion de la remontée de la nappe proche de la surface ;
 - un contrôle rigoureux de la qualité des matériaux de remplissage des puits doit être assuré selon les recommandations de l'INERIS ;
 - le parc de piézomètres de contrôle de CdF devra être examiné pour conserver les piézomètres permettant de suivre l'évolution de la qualité des eaux par exemple entre le terril 2 et les forages de Creutzwald. Il sera essentiel de contrôler sur l'ensemble du bassin houiller les éventuelles variations de qualités pour prévenir les anomalies non prévues ;
 - en matière de porter à connaissance des communes, il apparaît pertinent de transmettre aux communes concernées un plan détaillé des zones potentiellement concernées par l'émission des gaz de mine, en complément de l'information portant sur la localisation des ouvrages de décompression et des anciens puits de mine ;
 - il sera impératif de vérifier en temps utile, c'est à dire lorsque l'on sera sorti du régime transitoire et que les futurs forages de substitution à l'exhaure de La Houve seront choisis, si les périmètres de protection définis sont toujours d'actualité ...;
 - les risques de minéralisations ou de contaminations de la nappe, soit par les anciens terrils, soit par la remontée du houiller sont à prendre en considération et les forages de Creutzwald paraissent à surveiller de près.

6 – 2 – 3 – Réponses des maires des communes concernées

En dehors des abstentions, les réponses des communes peuvent être abordées en 7 points. Le tableau ci-dessous rappelle la date du courrier et sa date de réception par les services

préfectoraux et renvoie au(x) paragraphe(s) résumant les observations présentées.

Communes	Réponses	Dates	
		Réception en Préf. ou S/Préfecture	Courriers
Coume	Avis Favorable Cf. pt. ❶	02/03/2005	01/03/2005 <u>HD*</u>
Longeville-les-St-Avold		03/03/2005	02/03/2005 <u>HD*</u>
Betting-lès-St-Avold		03/02/2005	02/02/2005
Voelfling-lès-Bouzonville		27/01/2005	25/01/2005
Obervisse		27/12/2005	10/12/2005
Freyming-Merlebach		03/02/2005	31/01/2005
Rémering	Cf. pt. ❷	16/03/2005	10/03/2005 <u>HD*</u>
Villing		08/03/2005	01/03/2005 <u>HD*</u>
Guerting	Cf. pt. ❸	25/02/2005	17/02/2005
Merten	Cf. pt. ❹	08/02/2005	04/02/2005
Rosbruck	Avis favorable + observations Cf. pt. ❺	14/02/2005	11/02/2005
Berviller en Moselle	Avis favorable et Cf. pt. ❻	09/03/2005	10/02/2005
L'Hôpital		03/02/2005 08/02/2005	07/02/2005 09/02/2005
Varsberg	Demande de réunion avec CdF et Cf. pt. ❻	16/02/2005	15/02/2005
Hombourg-Haut	Emet des réserves s'abstient de donner un avis Cf. pt. ❼	18/02/2005	16/02/2005
Morsbach	Pas d'observation Cf. pt. ❼	08/04/2005	04/04/2005 <u>HD*</u>
Macheren		03/02/2005	01/02/2005
Dalem		18/02/2005	16/02/2005
Bisten-en-Lorraine	Cf. pt. ❼	Pas de réponse	
Boucheporn			
Château-Rouge			
Creutzwald			
Falck			
Ham-sous-Varsberg			
Hargarten-aux-Mines			

Heining-lès-Bouzonville			
Niedervisse			
Teterchen			
Tromborn			
Béning-lès-St-Avold			
Carling			
Cocheren			
Diesen			
Folcling			
Porcellette			
Saint-Avold			
Théding			
Collectif Environnement de Moselle-Est	Cf. pt. ⑥	02/02/2005	31/01/2005

La date limite a été fixée au 23 février 2005. En raison de l'importance du dossier, les avis hors délai sont tout de même repris ci-dessous.

HD* = Hors délai

① – Observations des communes de COUME/ LONGEVILLE-LES-ST-AVOLD/ BETTING-LES-ST-AVOLD/ VOELFLING-LES-BOUZONVILLE/ OBERVISSE ET FREYMING-MERLEBACH

- **Avis favorables ou sans observation.**
- La commune de Freyming-Merlebach émet un avis favorable sous réserve que soit réglé le problème de l'alimentation pérenne en eau potable suite à l'arrêt des exhaures de La Houve.

② – Observations formulées par les communes de VILLING ET REMERING

- Celles-ci dégagent toute responsabilité quant aux dégâts occasionnés sur les constructions après arrêt définitif des exhaures et des effets générés par les déformations horizontales en surface.
- Craignent des affaissements miniers ;
- Emettent des réserves sur les incidences dues au niveau altimétrique dans le secteur bâti ou restant à bâtir, dans les zones où ont été observés des mouvements de terrains.
- Font remarquer que le dossier est volumineux, complexe et que leur commune ne dispose pas des moyens ou des compétences nécessaires pour comprendre et émettre un avis motivé.

③ – Observations de la commune de GUERTING

- CdF déclarant qu'il n'y a plus d'affaissements 18 mois après la fin de l'exploitation, pourquoi figure t-il sur les permis de construire que des tassements résiduels peuvent se produire en raison de l'exploitation minière passée ?
- Quelle est le point de référence pris en compte lorsqu'il est dit que l'eau de la nappe remontera

à moins de 3 m. Cote initiale des terrains ou après affaissement ?

- Aucune mesure n'est prévue dans la zone Est du village qui était à l'origine une zone marécageuse et habitée de nos jours
- Comme le dossier ne parle pas des produits utilisés pour la consolidation des terrains et contenant des résines, catalyseur etc, quelles dispositions seront prises pour faire face au rejet de ces produits au jour ou dans les nappes
- Demande s'il n'y aurait pas lieu d'instaurer un plan de prévention des risques miniers.
- Estime que les mesures d'affaissements relevées depuis la fin de l'exploitation aurait du figurer dans le dossier.

④ – Observations de la commune de MERTEN

- Rappelle que cette commune a déjà émis des réserves (en 2002) à l'occasion de la consultation relative au dossier HBL traitant de l'arrêt définitif de sondages sur des concessions de mines de houille. Elle craint donc les effets dus à la circulation hydraulique qui se créera à la fin de l'exploitation au droit des sondages R1 et R2 vraisemblablement mal colmatés et en zone de protection du captage AEP de la commune de Merten et s'inquiète de la prise en charge des conséquences éventuelles qui ne devrait pas incomber à la commune.

La commune a joint à son courrier une copie des lettres envoyées début 2002.

- Craint que les tassements (ou gonflements) du terrain mettent en cause le fonctionnement du réseau d'évacuation qui est déjà tributaire d'une très faible pente.
- L'étalonnage du modèle ayant pris pour référence la piézométrie mesurée fin 2002 et 2003 années de canicule, le conseil municipal émet des réserves sur les conséquences de la remontée de la nappe et sur la qualité de l'eau et l'incidence de cette remontée sur le niveau altimétrique dans le secteur bâti ou restant à bâtir.

⑤ – Observations de la commune de ROSBRUCK

La commune de Rosbruck émet un avis favorable suivi d'une série d'observations rappelée ci-dessous.

- Le dossier est volumineux et complexe et nécessiterait une tierce expertise pour disposer d'une relecture critique du dossier.
- Estime qu'il n'est pas raisonnable d'enquêter sur des travaux déjà en cours ou réalisés.
- Demande pourquoi les études de risques relatives à l'utilisation des cendres pour le remblayage n'ont pas été jointes au dossier.
- Observe que le dossier est muet sur la présence de centaines de tonnes de résine de consolidation utilisées au fond.
- Observe que les indications sur les zones inondables sont insuffisantes. Quelle est le point de référence pris en compte lorsqu'il est dit que l'eau de la nappe remontera à moins de 3 m ?
- Concernant l'installation de pompage qui sera mise en place sur le siège 1 et qui est destinée à éviter une contamination de la nappe par les eaux sales :

- ✓ Comment se fait-il que des eaux polluées inaptes pour l'industrie sont bonne pour être rejetées dans le milieu naturel !
 - ✓ Il semble indispensable que soient indiqués les flux polluants rejetés au milieu naturel;
 - ✓ Il n'est pas acceptable de rejeter des eaux sales du réservoir minier dans la nature et de réaliser simultanément à proximité des forages en eau propre.
- Demande si toutes les précautions ont été prises au fond par rapport à l'envoyage.
 - Demande s'il n'était pas opportun de chiffrer les surfaces affaissées et les pertes financières causées aux communes et aux particuliers.
 - Estime qu'il est urgent de mettre en place la Commission Locale de l'Eau de Moselle-Est ;
 - L'investissement de 10M d'euros pour de nouveaux forages supporté par le SIE du Winborn inquiète les élus de Rosbruck et autres communes concernées du fait de l'effort financier à assurer.
 - Demande s'il ne serait pas judicieux que CdF organise des réunions d'information sur le dossier en raison de sa complexité ?

⑥ – Observations du Collectif Environnement de Moselle Est

Les observations du collectif environnement de Moselle Est nous ont été transmises par Monsieur le préfet de région, le collectif lui-même ainsi que par les communes de Berviller en Moselle, L'Hôpital et Varsberg. Un seul exemplaire de ces observations a donc été joint au présent rapport.

- Le collectif environnement met en cause l'intérêt que peut présenter l'enquête réalisée sous prétexte qu'elle porte *sur des travaux déjà engagés et irréversibles*.
- De même, il est reproché aux services de l'Etat de s'être soustrait à leurs obligations du fait qu'aucun PPRM n'ait été élaboré en amont suivant le décret du 16 juin 2000. Cette tâche aurait été sous-traitée à l'exploitant minier.
- Le dossier est volumineux et complexe et nécessiterait une tierce expertise (donc ni CdF, ni l'Etat, la DRIRE, le BRGM, ANTEA et ni l'INERIS...) pour disposer d'une relecture critique du dossier Il incombe aux pouvoirs publics de mettre en place cette démarche.
- Demande que le délai de l'enquête administrative soit prolongé et que des réunions d'informations soient organisées dans les communes concernées.
- Rappelle la nécessité d'informer les communes sur l'absence ou non de risques.
- Ne remet pas en cause le principe de la modélisation des risques telle que présentée dans le dossier déposé par CdF, mais demande ce qu'il adviendrait si celle-ci s'avérait erronée entraînant des remontées d'eau à l'intérieur des constructions ou rendant des terrains inconstructibles comme cela pourrait être le cas par exemple sur le secteur de Merten. Le collectif donne des arguments en ce sens comme l'existence de variables dont l'évolution est difficile à garantir (Diminution des prélèvements d'eau en raison par exemple de la disparition d'activités industrielles).
- Note que le dossier est muet sur la présence de centaines de tonnes de résines de consolidation utilisées au fond et qu'il est important de joindre au dossier la composition et la

quantité des résines utilisées, les produits susceptibles d'être relargués, les analyses spécifiques à effectuer au débordement et les mesures complémentaires d'épuration.

- Souhaite que les études de risques relatives à l'utilisation des cendres utilisées pour le remblayage des puits, soient jointes au dossier.
- Remarque que CdF ne fait pas mention d'un dispositif de surveillance des risques de mouvements de terrain comme le leur impose la réglementation.
- Fait remarquer que les indications sur les zones inondables sont insuffisantes. Il conviendrait de préciser ce que veut dire à moins de 3 m.
- N'accepte pas la position de CdF sur le devenir du parc de piézomètres et estime que les moyens de surveillance du risque de contamination de la nappe seront insuffisants.
- Remet en cause le principe du rejet des "eaux sales" du réservoir minier dans le milieu naturel. Ainsi le collectif environnement :
 - ✓ s'oppose à la création de nouveau forages visant à se substituer à l'eau d'exhaure
 - ✓ s'oppose au rejet des eaux du réservoir minier dans la Bisten ;
 - ✓ propose d'autres schémas pour l'approvisionnement en eau industrielle de la plate-forme de Carling en limitant le gaspillage des eaux rejetées par les industries dans la Bisten et le Merle et en utilisant les eaux du réservoir minier pour les utilisations industrielles.
- Prend acte des avertissements de CdF "dans la mesure où l'application des moyens préconisés pour la prévention des émissions de gaz à la surface s'avérerait inefficace, une démarche administrative appropriée devra être engagée concernant l'urbanisation des zones classées comme susceptibles..."
- Le collectif Environnement demande également que CdF et les pouvoirs publics précisent la liste des travaux qui seront engagés par CdF et l'EPML (consistance, estimation des parts respectives, délais de réalisation) et la nature des emprises foncières et des installations qui seront proposées à la cession pour pouvoir rapidement procéder aux travaux de requalification des sites.
- Enfin, il réitère sa demande de mise en place de la Commission Locale de l'Eau en Moselle Est.

⑦ – Remarque relative aux communes n'ayant pas donné de réponse.

L'absence de réponse ou la réponse hors délai réglementaire vaut avis favorable de leur part conformément aux dispositions de l'article 2.1 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines, dispositions rappelées dans la lettre de consultation.

Nous considérons de la même manière la réponse des communes faisant mention de l'absence d'observation sur le dossier.

6 – 2 – 4 – Réponses de l'exploitant à diverses observations du Collectif Environnement de Moselle Est. (donc à des questions issues de la consultation).

Suite au résultat de la consultation, les avis exprimés ont été transmis à l'exploitant pour lui laisser la possibilité de s'exprimer sur les sujets abordés avant toute décision de prescription

complémentaire. La dite transmission a été réalisée par courrier le 22 mars 2005. Les éléments de réponse ont été réceptionnés par la DRIRE le 30 juin 2005. Une copie de ce courrier est jointe au rapport en ANNEXE IV.

NB : Tous les points abordés ne sont pas rappelés, la DRIRE s'exprimant sur ces sujets plus loin.

Point 5 du courrier : Concernant une mise en défaut de la modélisation qui a permis de définir les mesures compensatoires qui seront mise en place par l'exploitant.

CdF rappelle qu'il a fait appel au meilleur spécialiste de la nappe des grès de Lorraine et qu'il n'est pas de la compétence de l'exploitant de tester des scénarios divers de gestion de la ressource en eau. Les études faites par Charbonnages de France seront à la disposition des gestionnaires des eaux.

Point 6 du courrier : Charbonnage de France répond sur la nature et la quantité des polymères utilisées au fond et joint à son courrier une note.

Aux vus des études réalisées et des résultats d'analyses spécifiques pratiquées sur les eaux d'exhaures, la note conclut que "l'utilisation de résines" n'a pas eu d'impact mesurable sur la qualité des eaux.

Point 7 du courrier : Remblayage des puits au moyen de cendres ciment.

CdF rappelle qu'il a effectué une étude d'impact sur les eaux, complétée à la demande de l'administration par les études portant sur les mécanismes de relargage. Cette étude longue et complexe a conclu à l'innocuité environnementale de l'opération.

Point 9 du courrier : Extension des zones inondables.

CdF précise que ce point est traité dans le dossier, étude Zoom de modélisation. Cette étude a été réalisée en se basant sur un modèle numérique de terrain avec relevé de la situation actuelle en altitude, donc incluant l'essentiel des affaissements miniers. Le dossier est donc complet.

Point 10 du courrier : Préciser la notion "à moins de trois mètres" lorsque est abordé le risque de résurgence en zone bâtie.

CdF insiste sur le fait que le dossier explique très précisément que la cote de -3 m a été pris comme seuil de définitions des zones affectées par la remontée de la nappe. Le dossier donne les cotes de la modélisation au centimètre près. Les mesures compensatoires sont décrites et le dossier est donc complet.

Point 11 du courrier : Risque de contamination de la nappe sous les fonds de bassin.

Les études réalisées ont conduit à proposer des mesures de surveillance. Le suivi de ce dispositif de surveillance sera assuré.

Point 12 du courrier : Remise en cause du principe du rejet des eaux sales du réservoir minier vers le milieu naturel.

Les eaux minières sont minéralisées mais ne contiennent pas de polluants d'origine anthropique, ni de métaux lourds particuliers. Le rejet dans le milieu naturel de ces eaux ne nécessite aucune épuration mais un traitement par précipitation des ions fer et manganèse, pour éviter une coloration des eaux. L'eau bien que non polluée est trop minéralisée pour être potabilisable, notamment à cause de ses teneurs en sulfates. Pour cette même raison, les

industriels ne sont pas susceptibles d'exploiter cette eau.

CdF rappelle que :

- L'exhaure de La Houve représente un volume de 10 à 11 millions de m³ par an.
- Seuls 6 millions de m³ par an sont valorisés.
- Le débit d'exhaure ne peut pas être réduit sans provoquer l'ennoyage des travaux.
- L'eau extraite est minéralisée du fait de son transit dans le "réservoir minier" donc de qualité moindre que celle qui serait directement puisée dans la nappe des GTi
- Elle coûte dix fois plus cher à pomper qu'à partir d'un forage classique.
- La poursuite de l'exhaure de La Houve est donc à moyen terme une aberration environnementale et économique.

Point 14 du courrier : Aperçu de la situation foncière à moyen terme de CdF.

Charbonnages de France ne possédera plus de foncier à fin 2007.

7 – Analyses des résultats de la consultation

En liminaire, on peut noter que sur les 37 communes consultées, 19 d'entre elles n'ont pas répondu dont la ville de Creutzwald qui est la plus grande. Aucune commune n'émet d'avis défavorable. Trois communes émettent des réserves notamment sur l'incidence de la remontée de la nappe sur les secteurs bâtis et sur la stabilité des terrains de surface suite à l'exploitation minière.

Du côté des services, aucun d'entre eux n'émet d'avis défavorable. (Hormis le 1^{er} avis de la DDASS corrigé en avis favorable par la suite).

Le courrier de la DDAF et de 5 communes sont hors délai ce qui vaut légalement avis favorable. Nous en avons tout de même tenu compte dans l'analyse présentée ci-dessous.

7 – 1 – Analyse des observations des services

Pour répondre à l'ensemble des préoccupations des services, nous aborderons les sujets au travers des thèmes identifiés dans l'analyse des réponses qui seront développés ci-dessous.

1) Questions en relation avec l'arrêt des exhaures

- a) Perte de la ressource en eau constituée par la partie valorisée des exhaures de la mine de La Houve (DDAF)
- b) Questions relatives aux terrils et bassins de décantation (DIREN - DDAF - DDASS) avec le risque de lessivage des matériaux contenus.
- c) Résurgences en fond de vallée - Forages de rabattement de Varsberg et Ham-sous-Varsberg
- d) Incidence sur la qualité des cours d'eau. (Bisten - Leibsbach - Etangs HBL)

2) Autorisations au titre de la loi sur l'eau (DDAF)

3) Questions en relation avec les installations hydrauliques de sécurité qui seront mises en place par l'exploitant (DIREN - DDAF)

- a) maîtrise d'ouvrage ;
- b) dimensionnement ;
- c) durée de fonctionnement ;

- d) mise en place de moyens de surveillance de l'efficacité des installations ;
- e) suffisance du niveau visé dans le réservoir minier et maîtrise des prélèvements d'eau dans la nappe.

4) Stabilité des terrains de surface (DDE, Autorité Militaire)

5) Devenir du parc de 56 piézomètres de CdF(DIREN,DDAF)

6) Incidences sur les espaces naturels et les paysages(DIREN)

7) Contrôle rigoureux de la qualité des matériaux de remplissage des puits et diagnostic des sols du carreau du puits Ouest (DDASS)

8) Porter à connaissance des communes concernées (DDE, DDASS)

9) Commission de suivi (DDAF)

Nous nous appuyons également sur des éléments présentés par CdF le 14 juin 2005 en réponse à un complément d'information demandé par la DRIRE le 15 mars 2005.

1. Questions en relation avec l'arrêt des exhaures minières

a) Perte de la ressource en eau constituée par la partie valorisée des exhaures de la mine de La Houve (DDAF)

D'après la DDAF, l'arrêt des exhaures va priver la Société des Eaux de l'Est (SEE) de plus de 75% du volume d'eau qu'elle fournit au Syndicat Intercommunal (SIE) du Winborn, à la communauté d'agglomération de Forbach et Farébersviller. Il est donc demandé de poursuivre la fourniture d'eau au SIE du Winborn par l'intermédiaire de la SEE.

La mise en place de forages de substitution est prévue mais leur réalisation demande des délais laissant envisager une disponibilité fin 2006.

Cependant Charbonnages de France, amené à disparaître fin 2007, souhaite arrêter l'exhaure au plus tôt pour entamer la dernière phase de mise en sécurité de ces installations dont le comblement des puits miniers.

Devant ce dilemme, une convention a été signée le 31/03/2004 entre la SEE et CdF visant à garantir dans son article 1 la fourniture d'eau d'exhaure à la SEE a minima jusqu'au 31/12/2006 pour une somme d'un peu plus de 173 000 € H.T. par mois. L'article 9 de cette convention précise que s'il était fait obligation à CdF de poursuivre cette livraison d'eau au-delà de cette date, celle-ci se ferait pour une somme qui ne saurait être inférieure à 350 000₍₂₀₀₅₎ € H.T. par mois, représentant le coût total de l'exhaure (énergie, fournitures, main d'œuvre...) hors coût des éventuels investissements nécessaires pour permettre la prolongation imposée.

L'existence de cette convention répond au souhait de la DDAF.

Cependant, en vertu de l'article 79 du Code Minier qui renvoie à l'article 2 de la loi sur l'eau, vu les conséquences d'un arrêt prématuré des exhaures et comme l'exploitant a indiqué dans son dossier d'arrêt des travaux miniers qu'il prévoyait d'interrompre ses pompages en février 2005 (p.79 du volume 3), il nous semble souhaitable d'intégrer cette information dans le cadre d'une prescription complémentaire visant à s'assurer que ladite convention existe bien et que celle-ci sera respectée le temps nécessaire à la réalisation des

forages de substitution. (Voir article 2 du projet d'arrêté préfectoral)

La DRIRE se doit également d'insister sur le fait que l'arrêt des exhaures est une nécessité absolue pour les raisons évoquées par CdF rappelés au paragraphe 6 – 2 – 4 du présent rapport, mais aussi pour :

- permettre la mise en sécurité des installations avant la disparition de CdF dont les moyens humains et financiers vont en s'amenuisant ;
- permettre à la nappe de retrouver un niveau d'équilibre (avis de l'hydrogéologue agréé consulté par la DDASS) ;
- permettre à la majeure partie des cours d'eau de retrouver une situation d'origine.

b) Questions relatives aux Terrils et bassins de décantation (DIREN - DDAF - DDASS)

Le risque de lessivage des bassins de décantation du siège 1 de La Houve (bassins du Leibsbach) sera très bientôt négligeable du fait qu'ils vont être curés pour permettre leur reconversion en bassins de lagunage.

Les observations de la DDASS et les recommandations de l'hydrogéologue agréé en 1998 ont été transmises à l'exploitant le 22 mars 2005.

Pour ce qui est du terril du siège 1 de La Houve, l'exploitant considère que sa base n'est pas "en zone inondable". A la page 24 du volume 3 du dossier, il est pourtant bien écrit que "*la mise sous eaux de certaines installations (terrils des sièges I et II, bassin SE du siège II...), conduira à une légère reprise du lessivage*".

La remontée de la nappe va donc bien induire une reprise du lessivage de la base des terrils des sièges 1 et 2 et du contenu des bassins à schlamms non curés (fond du bassin Sud-Est). Les flux polluants qui en résultent, peuvent migrer vers la nappe des GTi. D'après le dossier, la présence des terrils semble induire un impact "*limité*".

Les quelques informations fournies dans le paragraphe 3.2.2.1 du volume 3 du dossier montrent au contraire un impact significatif, notamment en ce qui concerne l'incidence du terril du siège 2 sur les captages AEP de Creutzwald en raison de la présence de plomb à des concentrations supérieures aux concentrations maximales admissibles. Cette inquiétude est appuyée par la phrase figurant à la page 18 du volume 3 : "*la baisse du niveau piézométrique ou l'évolution de la minéralisation des eaux souterraines, consécutifs aux travaux miniers ont généré l'abandon de quelques captages AEP ou AEI dans le secteur*".

Comme le suggère la DIREN, la DDAF, et la DDASS, la DRIRE estime qu'il est nécessaire de mettre en place un réseau de surveillance permettant de suivre l'impact éventuel des terrils de La Houve et des bassins de décantation situés sur le site du Siège 2 de La Houve. L'impact éventuel de ces dépôts miniers mérite d'être évalué avec plus de précision. (Voir articles 3 et 4 du projet d'arrêté préfectoral)

c) Résurgence de la nappe des GTi en fond de vallée - Forages de rabattement de la nappe sur les communes de Varsberg et Ham-sous-Varsberg pour préserver les zones bâties(DDAF).

La DDAF s'inquiète de l'efficacité du dispositif qui sera mis en place et des mesures de surveillance qui n'apparaissent pas dans le dossier.

La DRIRE estime comme la DDAF qu'il a lieu pour le pétitionnaire de définir clairement les moyens qui seront mis en place et exploités pour vérifier que les dispositions prévues répondent aux objectifs visés. Il est donc nécessaire de définir un réseau de surveillance piézométrique permettant de suivre la remontée de la nappe dans les secteurs à risque et de vérifier que l'aire d'influence du forage de rabattement concerné est suffisante pour préserver le bâti. La cote NGF à maintenir et à surveiller pourra alors être fixée. Une prescription complémentaire est donc nécessaire. Certaines suggestions de la DDAF ont été retenues. (Voir articles 5 du projet d'arrêté préfectoral)

d) Questions relatives à l'incidence de l'arrêt des exhaures sur la qualité des cours d'eau (DDAF - DIREN).

Rappel de la situation.

Les cours d'eau situés dans le sud de l'exploitation sont maintenant en totalité ou en partie perchés suite aux exhaures minières. Il en est ainsi pour le "Diesenbach", la "Bisten" et le "Leibsbach".

Ce qui n'apparaît pas clairement dans le dossier, c'est que les exhaures de La Houve ne contribuent qu'à l'alimentation du ruisseau du "Leibsbach" et bien sûr par la suite à l'alimentation du cours d'eau dans lequel il se jette : la "Bisten". Les polluants issus des différents rejets industriels situés sur ce parcours s'en trouvent donc dilués. Donc, en aucun cas, les exhaures de la mine de La Houve n'ont contribué au soutien du Lac de Creutzwald. La seule source d'origine minière qui assurait ce soutien, provenait des exhaures issues de Merlebach attachées aux travaux du fond de la concession Sarre et Moselle. Il n'y a donc pas de lien réel avec l'instruction en cours. A l'heure actuelle, du fait de la démolition du lavoir de Freyming-Merlebach, ces rejets se font dans le "Merle".

A terme (dans 11 à 19 ans), du fait de la remontée du niveau de la nappe des GTi suite à l'arrêt prévu des exhaures, les cours d'eau retrouveront leur situation d'origine, excepté pour le ruisseau du "Leibsbach". Le maintien du niveau du réservoir minier à la cote 205 m NGF par l'installation de pompage décrite au paragraphe 5-3-1 de ce rapport, ne permettra pas à la nappe des GTi de remonter suffisamment sur ce secteur pour être drainée par ce cours d'eau.

Soutien de la Bisten :

Nous comprenons que les observations formulées par la DDAF résultent de la lecture de l'annexe 3.2.j (Etude ANTEA A 30703/C d'octobre 2003) qui traite de la pérennité du Lac de Creutzwald et que les observations de ce service visent à entériner la "mesure compensatoire prévue par CdF".

Sur ce point, la DRIRE se doit de souligner plusieurs éléments.

Premièrement, cette "mesure compensatoire" n'est pas clairement affichée comme le sont les autres mesures prévues par CdF. En effet, cette disposition est évoquée par ANTEA et non par l'exploitant. La seule allusion de CdF à cette disposition figure au § 3.2.3.2 du volume 3 (p.23) du dossier.

Deuxièmement, lorsque la DDAF déclare que *"la réalimentation artificielle des rivières*

devra être maintenue tant que la remontée de la nappe ne sera pas achevée pour obtenir une qualité sanitaire en particulier en étiage..." et "il y a lieu de déterminer le débit minimum à assurer... pour une qualité sanitaire égale ou meilleure à la qualité de classe 3", la question du soutien des rivières, donc de la Bisten, devient encore plus délicate car :

- ✓ la DDAF ne cite pas les noms des cours d'eau devant être soutenu. Or plusieurs cours d'eau sont cités dans le dossier.
- ✓ au vu des explications précédentes, il n'est pas possible de demander un soutien des rivières, donc de la Bisten en raison de l'arrêt des exhaures de La Houve.
- ✓ il ne peut être imposé à CdF d'assurer un débit visant à assurer une qualité sanitaire définie. Exiger le maintien d'une classe de qualité reviendrait à lui imposer d'assurer la "dilution" des rejets industriels existants et à venir. De même, demander à l'exploitant d'assurer au cours d'eau un débit minimum pourrait le conduire à devoir compenser des prélèvements dont il ne serait pas responsable.
- ✓ si l'exploitant a fait mention d'une "mesure" pour la Bisten, il n'en demeure pas moins que l'existence de ces forages de dépollution P1 à P4 résulte d'un arrêté préfectoral ICPE de 1992 (AG/1-519 du 19/11/1992) prescrivant aux HBL de dépolluer la nappe impactée par la présence d'une "bulle salée" qui s'est constituée en raison de la présence des bassins de Diesen. Ces derniers appartiennent aujourd'hui à la Société Nationale d'Electricité et de Thermique (SNET).

Alors pourquoi l'exploitant a-t-il fait mention de cette disposition dans le dossier de "La Houve" ?

Comme il apparaît dans l'étude hydrologique du dossier que la pérennité du lac de Creutzwald serait mise en cause le temps de la remontée de la nappe en raison de l'arrêt des exhaures de Merlebach, CdF a simplement trouvé plus judicieux de traiter ce souci dès maintenant en détournant habilement le débit de ces forages de dépollution pour soutenir la Bisten en remplacement des exhaures de Merlebach.

A l'heure actuelle, ces forages refoulent déjà dans la Bisten et non plus dans le Merle.

Toutefois, la DRIRE retient que cette "mesure compensatoire" n'est pas clairement établie dans le dossier de La Houve et que la pérennité du lac est assurée par un moyen dont la continuité de fonctionnement est susceptible d'être remise en cause par un arrêté ICPE à l'occasion de la résorption de "la bulle salée de Diesen".

Or, la mesure de soutien du lac de Creutzwald étant évoquée dans le dossier de La Houve, et après consultation de l'exploitant, la DRIRE estime qu'il convient d'entériner cette disposition dès à présent plutôt que d'attendre l'instruction du dossier "SARRE ET MOSELLE". Une prescription complémentaire visant à assurer la pérennité du lac de Creutzwald, le temps de la remontée de la nappe pourra donc être imposé mais sans pour autant faire référence aux forages de dépollution de Diesen qui ne sont pas sous Police des mines. (Voir article 8-1 du projet d'arrêté préfectoral).

Soutien du Leibsbach :

Au regard des dispositions prévues pour le cours d'eau du Leibsbach, la DRIRE constate que ce ruisseau se trouvera privé d'un apport de 183 l/s dès l'arrêt des exhaures soit " 80 à 85 % du débit annuel moyen au niveau de sa confluence avec la Bisten". Les mesures prévues par l'exploitant qui vise à *"reprofiler le lit du Leibsbach pour que sa source retrouve sa situation d'origine"* ne seront vraisemblablement mises en œuvre que plusieurs années après l'arrêt des exhaures, c'est à dire à l'issue de l'application des mesures prévues sur le site des terrils du siège 2 de La Houve (Exploitation par la SNET des bassins à schlamms et/ou remise en état du site par CdF).

Quant à l'installation hydraulique de sécurité qui sera mise en place au droit du puits 1 (et des lagunes de deferrisations plus en aval), elle n'entrera en action qu'à la fin du remplissage du réservoir minier, ne contribuant que tardivement à un apport au ruisseau du Leibsbach et seulement 200 m en amont de sa confluence avec la Bisten. On ne peut donc pas parler de soutien pour ce cours d'eau qui semble s'étendre sur 5 km.

Pour les raisons évoquées au sujet de la Bisten, il ne saurait être question d'imposer à l'exploitant de maintenir une classe de qualité à ce cours d'eau comme le demande la DDAF.

Comme ce cours d'eau ne sera pas amené à drainer la nappe, imposer un soutien d'étiage n'aurait de sens que s'il était prescrit ad vitam, ce qui ne nous paraît pas raisonnable pour plusieurs raisons :

- ✓ des raisons financières puisque la gestion de l'installation risque de revenir à l'Etat pour un bénéfice discutable ;
- ✓ la mise en place d'un tel forage en amont du carreau du siège 2 de La Houve pose le problème de l'alimentation électrique dans une zone que la DDASS définit comme "projet de périmètre de protection éloigné de captage AEP" ;
- ✓ il nous semble que la mise en place d'un tel forage a pour seule vocation de diluer la pollution occasionnée par les autres rejets existants, rôle qui n'incombe pas à l'exploitant.
- ✓ il n'est pas imaginable de poursuivre l'exhaure de la mine de La Houve pour alimenter un cours d'eau. Les puits de mine doivent être mis en sécurité de manière pérenne ce qui implique l'arrêt des exhaures.

La DRIRE étant réticente à une mesure de soutien du cours d'eau du Leibsbach, il a été demandé à la DDAF de ré-examiner sa position. Par courrier du 21 juin 2005, joint en ANNEXE IV, elle indique que le maintien des exhaures pour alimenter un cours d'eau a déjà été prescrit à un exploitant. Elle fait référence à un Syndicat de production d'eau qui avait repris une installation ayant appartenu à LORMINES pour assurer la réalimentation d'une rivière.

La poursuite de l'exhaure à partir d'installations situées à plus de 500 m de profondeur implique des moyens humains, matériels et financiers que personne ne pourra ou ne voudra assurer à court terme surtout pour alimenter un ruisseau. L'installation d'une pompe immergée remettrait en cause le résultat des études de mise en sécurité du puits alors que les mesures prévues par l'exploitant sont les plus saines.

La DRIRE retient à la lecture de ce courrier que la DDAF estime nécessaire de maintenir un écoulement d'eau dans le Leibsbach par l'apport d'un débit permanent d'au moins 30m³/h en amont du carreau du siège 2 de La Houve.

Pour tenir compte de l'avis de la DDAF et considérant que l'exploitant a prévu des travaux visant à " *reprofilier le lit de ce cours d'eau pour que sa source retrouve sa situation d'origine*" mais que ceux-ci ne seront vraisemblablement réalisés que dans une dizaine d'années, nous estimons qu'il peut être prescrit à l'exploitant de soutenir le cours d'eau du Leibsbach par l'apport d'un débit de 30 m³/h jusqu'à ce que les travaux en question aient été réalisés. CdF se trouvant dans l'obligation de réaliser un forage dans le projet de périmètre de protection éloigné évoqué par la DDASS, cette prescription pourra se faire sous réserve qu'il obtienne les autorisations nécessaires des services chargés de la Police des eaux. Ledit forage pourra faire l'objet d'un transfert au titre de l'article 92-1 du Code Minier. (Voir article 8-2 du projet d'arrêté préfectoral)

Considérant également que l'exploitant n'a pas donné d'indication sur la nature des éléments qui seront analysés sur l'eau du réservoir minier à sa sortie de l'installation de traitement, la DRIRE juge qu'il est nécessaire de disposer des éléments permettant une analyse selon les critères du SEQ-EAU. Une prescription en ce sens sera donc proposé dans l'arrêté préfectoral. (Voir article 8-3 du projet d'arrêté préfectoral).

Etang HBL et étang finisseur :

"L'étang HBL " et "l'étang finisseur" dont les devenir ne sont effectivement pas évoqués dans le dossier, n'appartenant pas à CdF aucune mesure ne peut être prescrite. (Ces bassins font partie des installations exploitées par la SNET et relèvent de la réglementation des ICPE).

2. Autorisations au titre de la loi sur l'eau (DDAF)

La DDAF fait observer qu'un dossier de demande d'autorisation au titre de la loi devra être présenté dans le cadre de la réalisation des deux forages de rabattement de la nappe (autorisation de prélèvement) et du rejet des eaux de l'installation de pompage du siège 1 de La Houve (autorisation de rejet).

Aucune recommandation particulière n'émane des observations reçues au cours de la consultation des services de l'Etat.

L'article 2 du décret n° 95 -696 du 09 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines précise que ce décret est au nombre des mesures prises pour l'application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et spécialement de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 pris pour son application. Ce même article précise que les procédures spécifiques que comporte le décret n° 95-696 se substituent à celle du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévue par l'article 10 de la loi sur l'eau.

Les autorisations et déclarations prévue par le décret n°95-696 valent donc respectivement autorisations et déclarations au titre de la loi sur l'eau.

3. Questions relatives aux installations hydrauliques de sécurité qui seront mises en place par l'exploitant (DIREN - DDAF)

a) Maîtrise d'ouvrage de ces installations

Les installations auxquelles la DIREN fait référence sont des installations hydrauliques de sécurité au sens de l'article 92-2 du Code Minier. Il découle de l'article 93, que la maîtrise d'ouvrage et le financement de l'exploitation seront assurés par l'exploitant jusqu'à la fin de la validité du titre minier. Cette échéance emportera transfert à l'Etat de la surveillance et de la prévention des risques. Donc, si aucun repreneur ne s'est porté acquéreur desdites installations et si l'exploitant s'est conformé à l'article 93, l'état prendra en charge ces installations. Une soulte de 10 années de fonctionnement aura préalablement été versée par l'exploitant à l'occasion du transfert.

Dans la perspective de la disparition de Charbonnages de France, l'article 146 du Code Minier stipule que " Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de la dissolution de cet établissement, qui interviendra au plus tard quatre ans après la fin de l'exploitation par celui-ci de sa dernière mine, à condition que cet établissement ait rempli toutes ses obligations liées à la fin des concessions minières ou que celles-ci aient été transférées à une autre personne morale chargée de les remplir."

b) Dimensionnement de l'installation de pompage du siège 1 de La Houve.

La DRIRE accepte les explications de l'exploitant qui précise que " *le débit du dispositif de pompage du siège 1 a été donné pour une infiltration inter-annuelle de l'ordre de 280 mm, prise en compte dans toutes les simulations. Les calculs ont montré qu'avec des années très pluvieuses d'ordre centennal (400 mm) comme le demande la loi sur l'eau, l'impact des débits à soutirer était à multiplier par 1,43. Ces données ont donc été prises en compte, le débit et le dimensionnement des bassins de traitement est suffisant pour passer cette situation centennale.*"

NB : Les plans des travaux en cours de réalisation sur les puits 1 et 2 du siège 1 de La Houve qui ont été communiqués à la DRIRE à l'occasion d'une reconnaissance du site, indiquent qu'il sera possible de raccorder une pompe de réserve après l'avoir installée sur le puits 2 (puits Jules). Cette option "pompe de secours" ne permettrait que de faire face à une avarie de l'autre pompe. En effet, le fonctionnement des deux pompes en simultané n'est pas envisageable car les bassins de lagunage ont été dimensionnés pour le débit d'une seule pompe et perdraient leur efficacité.

c) Durée de fonctionnement et surveillance des installations.

L'exploitant, la DDAF et la DRIRE confirment que les moyens mis en place devront être assurés tant que le risque de pollution sera présent. Ceci représente plusieurs décennies. Le tableau ci-dessous extrait du rapport ANTEA donne un aperçu de l'évolution de la situation à venir pour l'eau du réservoir minier.

L'étude de synthèse ANTEA A 33301/A fournit en annexe 3.2.b donne page 10, une prévision de la qualité de l'eau du réservoir minier au cours des années à venir.

Elément	Concentrations		
	En fin de remplissage	A l'émergence	Résiduelle
Fer L. eau potable Fe totaux 0.2 mg/l	70 à 120 mg/l	7 à 35 mg/l	3 à 5 mg/l au bout de 1,5 à 3,5 ans

Sulfates L. eau potable 250 mg/l	1 300 mg/l	320 à 780 mg/l	300 mg/l au bout d'environ 10 ans
Manganèse L. eau potable 0.05 mg/l	15 mg/l	3,2 à 7,8 mg/l	< 1 mg/l au bout de 7 ans

d) Contrôle hydro-géologique de l'efficacité du dispositif de pompage qui sera mis en place au siège 1 de La Houve.

A l'occasion de l'examen de fond du dossier de La Houve et de l'analyse des résultats de la consultation, l'absence des moyens de surveillance permettant de s'assurer de l'efficacité de ce dispositif apparaît clairement. C'est bien ce que fait observer la DDAF.

En raison de l'enjeu (qualité de la ressource principale en eau), la DRIRE conclut qu'il n'est pas raisonnable de se contenter de la simple mise en place d'un exutoire d'eau de mine permettant de maintenir la cote 205 m NGF dans le futur réservoir minier. La responsabilité de l'installation et sa mise en œuvre reviendront très probablement à l'Etat dans un avenir proche. Cependant, quel que soit le repreneur, il convient de l'informer des paramètres à suivre pour s'assurer de l'absence de pollution de la nappe par l'eau du réservoir minier et de l'efficacité du pompage. Une exploitation sereine des moyens n'est envisageable que si le responsable de l'installation connaît : le niveau et la qualité de l'eau du réservoir minier, le niveau et la qualité de l'eau de la nappe pour déceler tout indice de pollution et adapter le niveau à maintenir dans le réservoir, les délais et modalités de réaction en situation de maintenance ou de panne. Des seuils d'alerte devraient être définis. (Ceci fait l'objet des articles 4 et 7 du projet d'arrêté préfectoral)

e) Suffisance de la cote 205 NGF et maîtrise des prélèvements dans la nappe (DIREN)

Si une maîtrise rigoureuse des prélèvements dans la nappe des GTi n'est pas assurée, la DRIRE estime, tout comme la DIREN, que la cote 205 NGF pourrait s'avérer localement insuffisant pour éviter une remontée d'eau minéralisée dans la nappe des GTi. L'hydrogéologue agréé consulté par la DDASS rappelle par ailleurs qu'une surexploitation de la nappe a entraîné son abaissement au rythme de 50 cm/an depuis 1950.

La définition de seuil d'alerte dans le fonctionnement du dispositif de pompage qui sera mis en place au siège 1 de La Houve est une nécessité pour se prémunir d'une mise en charge du réservoir minier et des risques de contamination que cela entraînerait. (Voir articles 4 et 7 du projet d'arrêté préfectoral)

4. Stabilité des terrains de surface (DDE, Autorité Militaire).

La DRIRE rejoint les conclusions de l'étude INERIS sur la stabilité des terrains. Des affaissements de faible amplitude peuvent encore être constatés dans la limite du dernier chantier exploité (Secteur 7 du champ de De Vernejoul - Commune de Boucheporn).

La DRIRE rappelle que la liste B du protocole DRIRE/DDE fait référence à des communes sur lesquelles les tassements résiduels sont susceptibles de se manifester par des mouvements de très faible amplitude ne nécessitant pas de prescription particulière en matière d'urbanisme.

Une mise à jour des listes figurant dans ce protocole sera transmise à la DDE avant fin septembre. Sur le secteur de La Houve, en raison de la date de fin d'exploitation du dernier champ de De Vernejoul, seule la commune de Boucheporn figurera dans la liste D des communes qui pourraient encore subir des affaissements miniers supérieurs à 10 cm.

La mention présente dans le visa des autorisations d'occupation du sol a pour seule vocation de porter à la connaissance de l'occupant l'existence d'anciens travaux du fond. Ainsi, dans l'éventualité où un aléa inconnu viendrait à se manifester, la personne saurait que les anciens travaux du fond pourraient éventuellement être mis en cause et un recours engagé.

En ce qui concerne les bâtiments cités par l'Autorité Militaires, il est à signaler qu'il n'y a pas de travaux du fond au droit du "camp et village de combat" situé sur l'emprise des concessions Niedervisse 5 et 6.

Les autres ouvrages militaires se situent sur les secteurs 2 et 3 du champ de De Vernejoul. Les travaux qui auraient été susceptibles de mettre en cause leur intégrité ont cessé en 1999. D'autre part, ces ouvrages sont situés sur les communes de Niedervisse et Coume figurant dans la liste B du protocole DRIRE/DDE cité ci-dessus. Ils ne devraient plus subir de séquelles minières.

5. Devenir du parc de piézomètres de Charbonnages de France

La DIREN et la DDAF recommandent d'examiner le devenir des 56 piézomètres de CdF.

L'exploitant a prévu d'obturer ces piézomètres en l'absence de repreneur. Il nous semble évident que dans la perspective de la disparition de CdF il convient de traiter ces ouvrages selon les règles de l'art comme l'a prévu le pétitionnaire.

Cependant, le dossier d'arrêt des travaux miniers de La Houve étant particulièrement volumineux et l'accès à son contenu peu aisé car disponible uniquement en commune, la DRIRE conçoit que ces piézomètres peuvent participer à la "maîtrise des eaux souterraines" tel qu'énoncé à l'article 92-1 du Code Minier.

Imposer à l'exploitant de proposer à la reprise ces installations au titre de l'article 92-1 permettra de diffuser plus largement cette possibilité à d'éventuels repreneurs.

Un bilan de la situation finale devra être fait pour apprécier la situation physique de chacun de ces ouvrages et savoir s'ils ont été conservés pour le fonctionnement des installations de sécurité, repris par un tiers ou obturés par Charbonnages de France.

(Ceci fait l'objet de l'articles 6 du projet d'arrêté préfectoral)

6. Incidences sur les espaces naturels et les paysages.

Revégétalisation sur la partie horizontale du bassin de la carrière

L'étude et les recommandations figurent en annexe 3.8 du dossier de la Société PIXIUM. Il y est effectivement préconisé une recolonisation naturelle du site. Cependant, s'il semble qu'un réensemencement était envisagé dans l'étude MICA (annexe 3.7 du dossier), il est bien noté page 151 de ce document que le site pourra être légué tel quel et que la végétation qui est en train de coloniser les talus va continuer à se développer naturellement.

ZNIEFF

En l'absence de recommandation spécifique, la DRIRE retient que la DIREN admet en pratique que la remontée de la nappe constitue à priori un facteur favorable aux zones humides

à condition que les forages de rabattement ne fragilisent pas ces zones.

L'annexe H du rapport ANTEA A 32023/A (Etude détaillée des remontées de la nappe après ennoyage) joint en annexe 3.2.k du dossier permet de constater que l'aire d'influence de ces forages n'atteint que localement le Marais de la ferme de Heide. Le bâti doit cependant être préservé.

7. Contrôle rigoureux de la qualité des matériaux de remplissage des puits et diagnostic de la qualité des sols sur le carreau du puits Ouest (DDASS).

La DRIRE a pu constater à la vue des documents présentés au cours d'une visite sur le site du siège Vouters de CdF (concession SARRE ET MOSELLE), le sérieux et la rigueur dans le suivi de la qualité des matériaux de remblayage. Les recommandations de l'INERIS sont donc appliquées et les contrôles réalisés tout au long du processus de comblement des puits. L'exploitant tient à la disposition de la DRIRE les résultats de ces suivis.

Quant au diagnostic de la qualité des sols du carreau du puits Ouest, celui-ci est prévu (Vol3 page 77) par l'exploitant et les résultats seront demandés à l'occasion du récolement

8. Porté à connaissance des communes concernées (DDASS - DDE).

Comme il l'est rappelé au § 5-3-10 du présent rapport, il est prévu de porter à la connaissance des communes concernées les informations nécessaires à l'établissement de leur PLU et à la prise en compte des risques éventuels. (p.89 du Vol.3 du dossier)

Ce porter à connaissance figure à la liste des éléments qui feront l'objet d'un récolement par la DRIRE et sera transmis aux communes sous timbre de la préfecture. Si des informations complémentaires sont jugées importantes par la DRIRE, elles seront transmises aux communes et services de l'Etat dans les délais qui s'imposent, sous le même timbre.

9. Commission de suivi suggérée par la DDAF.

La mise en place d'une commission de suivi évoquée par la DDAF n'est pas du ressort de la DRIRE.

Aucune prescription complémentaire visant à satisfaire cette suggestion n'est envisageable puisque pour être efficace, celle-ci devrait être constituée des acteurs en charge du problème de l'eau qui sont étrangers à CdF.

La DRIRE partage cependant l'idée qu'une telle commission serait utile pour s'assurer de la diffusion des informations recueillies par les services concernés (DIREN-DDASS-DAFF) et permettre de suivre les recommandations de l'hydrogéologue consulté par la DDASS notamment en matière de redéfinition éventuelle des périmètres de protection des eaux.

7 – 2 – Analyse des observations des communes

Une grande partie des observations des communes a été traitée au cours de l'analyse précédente. Nous ne traiterons donc que les questions restantes.

1) Stabilité des terrains de surface

Bien que ce sujet ait été abordé au chapitre précédent, il convient de répondre aux observations des communes de Villing, Rémering, Guerting, Merten et du Collectif Environnement.

Le fait que ces communes déclarent "dégager toute responsabilité quant aux dégâts occasionnés sur les constructions après arrêt définitif des exhaures" souligne l'importance des craintes liées aux affaissements miniers. Au vu de l'actualité sur le bassin ferrifère Lorrain, celles-ci sont compréhensibles.

Le Collectif Environnement évoque "une réglementation imposant à l'exploitant de mettre en place un dispositif de surveillance des risques de mouvements de terrain" et déclare le dossier CdF "à compléter". L'article 91 du Code Minier auquel il est certainement fait allusion ne met l'exploitant en demeure de mettre des moyens de surveillance en place que s'il existe effectivement un risque. Pour le sujet qui nous intéresse, les mesures de surveillance ne sont pas prévues au dossier puisque ni Charbonnages de France ni les conclusions de l'INERIS ne laissent entrevoir l'existence de "risques". Il est au plus question d'un aléa de type affaissement résiduel.

Les communes de Merten, Rémering et Villing sont situées sur le champ de Falck inexploité depuis 1982.

La raison pour laquelle il est précisé sur les permis de construire que des tassements résiduels peuvent se produire en raison de l'exploitation minière est donnée au § 7-1- .4) ci dessus.

La DRIRE craint donc qu'à moyen terme tous les aléas autres que minier conduisant à des manifestations en surface soient mis sur le compte de l'après mine notamment à l'occasion de l'ennoyage des travaux du fond. C'est pourquoi, afin de disposer d'éléments contradictoires, nous sommes d'avis de prescrire à l'exploitant de conserver et exploiter une partie du réseau de nivellement existant au moins jusqu'à la fin de la remontée de la nappe.

(Ceci fait l'objet de l'articles 10 du projet d'arrêté préfectoral)

2) Plan de Prévention des Risques Miniers.

La commune de Guerting et le Collectif Environnement soulève la question des PPRM.

La procédure d'arrêt des travaux minier prévue par l'article 91 du Code Minier vise à établir un bilan de la situation après exploitation. L'article 44 du décret n°95-696 précise ce qui incombe à l'exploitant. C'est ce que rappelle CdF au point 1 de son courrier du 29 juin 2005.

Les services de l'Etat réalisent une analyse critique des informations figurant au dossier et jugent de la pertinence des mesures prévues. A l'issue de cette étape, l'exploitant est autorisé à réaliser les travaux prévus et éventuellement contraint d'appliquer des mesures complémentaires (4^{ème} alinéa de l'art. 91) pour préserver les intérêts mentionnés à l'article 79 du Code Minier.

L'article 93 du Code Minier indique clairement que c'est à la fin de la validité du titre minier que la surveillance et la prévention des risques sont transférés à l'Etat, donc bien après l'arrêt des travaux miniers. Il est indéniable que l'établissement d'un PPRM ne peut pas être fait avant d'avoir réuni toutes les données nécessaires, détenues en grande partie par l'exploitant.

3) Commune de Merten - Circulation hydraulique susceptible de se créer au droit des sondages R1 et R2 mal colmatés par les HBL

Il a déjà été répondu à ces observations au cours de la procédure d'arrêt définitif des sondages qui s'est déroulée en 2002.

Le contrôle de la qualité d'obturation des dits sondages n'est plus envisageable aujourd'hui essentiellement pour des questions de bons sens. En effet, les forages ont été réalisés et obturés dans les années 60. Reforer aujourd'hui pour vérifier que le sondage était bien obturé ramène au point de départ sans compter qu'il faudrait retrouver le forage, l'ouvrir avec le risque de percement ou destruction irrémédiable du tubage et en définitif le refermer avec le risque d'une nouvelle obturation incomplète. Enfin administrativement, aucune prescription ne peut être appliquée puisqu'il a déjà été donné acte de l'arrêt définitif de ces ouvrages.

4) Questions relatives aux résines de consolidation laissées au fond et aux cendres ciments utilisées pour le comblement des puits. (Guerting-Rosbruck, Collectif Environnement)

Ces questions sont abordées aux points 6 et 7 du courrier transmis par CdF.

La DRIRE précise que l'étude d'impact qui conclut à l'innocuité de l'utilisation des cendres ciment est un document public. Elle tient donc les résultats de cette étude à la disposition de ce dernier.

5) Point de référence pris en compte lorsqu'il est dit que l'eau de la nappe remontera à moins de 3 m. (Guerting, Merten, Rosbrück, Collectif environnement)

La cote de référence prise en compte dans les études réalisées par ANTEA est celle des terrains actuels. Elle résulte de mesures topographiques récentes de CdF, donc après affaissements.

L'indication exacte des estimations faites par calcul du futur niveau de la nappe sous les zones bâties est donnée pour les zones susceptibles dans l'annexe 3.2.k (étude détaillée ANTEA A32023/A page 19). Il y est indiqué que les zones susceptibles auront une profondeur de nappe calculée à long terme :

- comprise entre 2,3 et 3 mètres sur Ham-sous-Varsberg
- comprise entre 2,5 et 2,6 mètres sur Varsberg Nord-Ouest
- comprise entre 1,8 et 2,3 mètres sur Varsberg Sud.

Une carte figure en annexe G. Les mesures compensatoires proposées visent à préserver ces secteurs qui sont les seuls susceptibles d'être concernés par ce risque dans l'étude ANTEA. Cette position est d'ailleurs rappelée au point 9 et 10 du courrier de CdF joint en ANNEXE IV.

La DRIRE estime qu'une indication, même au centimètre près, n'est pas exploitable du fait que l'incertitude de la modélisation n'est pas donnée. C'est en partie pour cette raison que des mesures de surveillances sont prescrites dans l'article 5 du projet d'arrêt préfectoral.

6) Remise en cause du principe du rejet des "eaux sales" du réservoir minier dans le

milieu naturel (Rosbrück, Collectif environnement)

Sur ce point, la DRIRE rejoint les commentaires de Charbonnages de France au point 12 du courrier joint en ANNEXE IV.

7) Prévention des émissions de gaz à la surface (Collectif environnement)

A l'arrêt des exhaures minières, l'ennoyage des travaux miniers se réalisera en 2,6 ans d'après l'exploitant (21 mois noté dans l'annexe 3.4 p.8 du dossier).

D'après l'exploitant et l'étude INERIS (DRS-04-47035/R01) un risque résiduel lié à l'émission de gaz à la surface existe pendant la phase d'ennoyage. Le grisou est notamment susceptible de s'accumuler dans des endroits mal ventilés comme des caves ou des canaux techniques de voiries, égouts jusqu'à atteindre des teneurs dangereuses entraînant des risques d'inflammation (entre 5 et 15%), d'asphyxie ou d'intoxication. Différentes zones à risques ont été identifiées sur le secteur de l'exploitation de La Houve. Des mesures compensatoires sont proposées pour évacuer sereinement le gaz dangereux. Elles seront mises en œuvre par l'exploitant. En dehors de la mise en place d'exutoire à gaz de mines, un programme de contrôle est proposé par CdF.

Ces mesures font l'objet du paragraphe 5-3-5 de ce rapport.

L'exploitant est à l'origine du risque annoncé et met en place les moyens de prévention et de surveillance qui s'imposent. L'affirmation de CdF selon laquelle "dans la mesure où l'application des moyens préconisés pour la prévention des émissions de gaz à la surface s'avérerait inefficace, une démarche administrative appropriée devra être engagée concernant l'urbanisation des zones classées comme susceptibles..." ne nous satisfait pas.

La DRIRE ne remet pas en cause les conclusions de l'étude INERIS, mais estime qu'il ne lui est pas possible de se prononcer sur l'adéquation des mesures prévues au regard des dispositions décrites par l'exploitant dans le dossier d'arrêt des travaux miniers. Il est donc nécessaire de prescrire à CdF de compléter sa déclaration en précisant clairement :

- ✓ les seuils d'alertes retenus ;
- ✓ les moyens humains et matériels nécessaires ;
- ✓ les modalités de contrôle et leur périodicité ;
- ✓ les procédures d'avertissement ainsi que la fréquence des comptes rendus ;
- ✓ sur un plan, les éléments constituant le réseau de surveillance et notamment les endroits représentatifs qui seront surveillés.

En outre, l'exploitant devrait procéder trimestriellement à un bilan relatif au fonctionnement des installations, des moyens de contrôle et des difficultés rencontrées et dans l'éventualité où les mesures complémentaires s'avéreraient insuffisantes, il devrait en informer les services de la DRIRE. L'exploitant devrait alors s'assurer que de nouvelles mesures plus appropriées seront proposées et mises en œuvre.

8) Bilan des surfaces affaissées et des pertes financières causées aux communes et aux particulier (Rosbrück)

La DRIRE estime qu'un tel bilan n'aurait de valeur que s'il était présenté en comparaison de tous les bénéfices que l'exploitation houillère a apporté aux communes, à la région et à l'Etat

sur plus d'un siècle.

9) Demande de réunions d'information sur le dossier, prolongation du délai d'instruction et mise en place de la commission locale de l'eau (Varsberg, Rosbrück, Collectif environnement)

La DRIRE rappelle que la législation en vigueur ne prévoit pas la mise en place de "réunions d'information" comme le demandent ces communes. Il est cependant à noter qu'en dehors de la procédure réglementaire, plusieurs réunions de ce type ont eu lieu. L'une d'entre elles, sur l'initiative de l'Etat, a été organisée par CdF à l'hôtel de ville de Creutzwald le 12 janvier 2005, une autre a réuni le groupe d'information sur l'arrêt des travaux miniers le 7 janvier 2005 à Forbach sous la présidence du sous-préfet de Forbach.

Quant au délai d'instruction du dossier d'arrêt des travaux miniers, il a été prolongé de 6 mois (maximum autorisé) à la demande de la DRIRE, ce qui a amené la procédure à s'étendre sur un an. Il n'est cependant pas prévu de prolongation du délai laissé aux communes et aux services de l'Etat pour se prononcer sur le dossier mis en consultation.

Les observations recueillies au-delà du délai de consultation sont cependant examinées et prises en compte dans la mesure du possible et de leur pertinence.

La mise en place de la commission locale de l'eau n'est pas du ressort de la DRIRE.

8 – Avis de la DRIRE

Dans l'analyse présentée ci-dessus, la DRIRE a présenté un certain nombre d'avis qui résultent des observations émises et de l'étude du dossier déposé par Charbonnages de France.

Le dossier, bien que volumineux, constitue un travail important et s'appuie sur des études de qualité (ANTEA, INERIS). La DRIRE constate cependant qu'il n'indique parfois pas ou avec insuffisamment de précision les mesures de surveillance qui seront mises en place pour se prémunir d'une incertitude de modélisation et s'assurer que les moyens répondent effectivement aux objectifs visés.

Il en est ainsi pour :

- l'installation de pompage qui sera implantée sur le puits Jules (puits 1) du Siège 1 de La Houve,
- les forages de rabattement de la nappe destinés à préserver le bâti des conséquences d'une remontée de la nappe à moins de 3 m de la surface du sol ;
- le réseau d'exutoires de gaz de mine ;

D'autre part, alors que certains impacts liés aux travaux miniers, reconnus par les analyses physico-chimiques, sont présentés comme limités sur la nappe des GTi, il convient objectivement de les considérer comme importants en raison des éléments incriminés (plomb, cadmium,...) compte tenu de l'utilisation de ces eaux pour l'alimentation des populations et de l'absence de ressource de substitution. Ceci concerne en particulier l'impact possible des terrils et bassins de décantation dont la base se retrouvera sous le niveau de la nappe à l'issue de la remontée de celle-ci. Ce point constitue d'ailleurs une lacune du dossier qui mérite un complément d'étude qui pourrait comporter une estimation de la quantité d'éléments polluants contenue, des simulations concernant leur lessivage et les flux qui en résulteront dans les eaux souterraines et de surface.

Concernant les puits miniers, il convient de s'assurer que les recommandations de l'INERIS seront respectées (où l'ont été si les puits sont déjà remblayés). Charbonnages de France a pris des mesures pour s'en assurer. Pour les puits 1 et 2 de La Houve qui resteront vides, (fermés par un bouchon) la délimitation d'une zone d'aléa est suffisante à condition qu'il n'y ait pas d'enjeux dans cette zone. Il faudra donc vérifier pour le puits 1 de La Houve que le document d'exploitation de l'installation de pompage qui sera rédigé par l'exploitant comporte une description des contrôles à réaliser sur ce puits dont l'aléa peut être considéré comme moyen sur un cercle de 30 m de rayon.

A la demande de la préfecture, une réunion visant à présenter un projet d'arrêté préfectoral aux différents services de l'Etat s'est tenue en préfecture de Metz le 13 juin 2005. Cette réunion a permis d'harmoniser le contenu des prescriptions mais aussi à la DDASS de soulever la question du risque d'exposition au radon. Ce risque pouvant être accru du fait de la fracturation des terrains suite à l'exploitation minière, il a été décidé de prescrire à CdF une étude visant à l'évaluer.

La DRIRE propose donc 11 prescriptions complémentaires destinées à :

1) (art. 2 du projet d'AP) Subordonner l'arrêt des exhaures à :

- l'existence d'un dispositif de surveillance de la qualité de la nappe pour s'assurer de l'absence d'impact des travaux évoqué à l'article 4 du projet d'arrêté préfectoral ;
- l'existence d'un programme de surveillance des risques clairement défini lié aux émissions de grisou;
- l'existence d'une convention permettant de s'assurer de la continuité de l'alimentation en eau potable des populations, malgré l'arrêt des exhaures qui ne devra pas intervenir avant le 31 décembre 2006, délai nécessaire à la réalisation des forages de substitution.

2) (art.3 du projet d'AP)Evaluer l'impact possible des terrils et bassins de décantation sur la nappe des GTi à l'occasion de sa remontée en :

- quantifiant les éléments polluants contenus dans les terrils et bassins de décantation susceptibles d'être mis en solution par lessivage ;
- estimant les flux polluants vers les eaux souterraines et de surface pouvant résulter du lessivage des terrils et bassins de décantation par les eaux de ruissellement et/ou à l'occasion de la remontée de la nappe à leur base.

3) (art. 4 du projet d'AP) S'assurer de l'absence d'impact de la remontée des eaux du réservoir minier sur la ressource en eau potable constituée par la nappe des Grès du Trias inférieur au moyen d'un maillage piézométrique permettant de connaître la qualité de la nappe avant et après que celle-ci aura traversée la zone d'exploitation. Des seuils d'alerte impliquant des actions préventives ou correctives seront fixés.

4) (art. 5 du projet d'AP) S'assurer de l'efficacité des forages de rabattement de la nappe qui vont être mis en place par :

- un suivi piézométrique du niveau de la nappe des GTi dans les zones concernées par

le risque dès lors que celle-ci se situe à 8 m de profondeur comptés à partir de la surface dans les zones bâties à la date de l'arrêté préfectoral ;

- un contrôle de l'efficacité du pompage ;
- l'ajustement si nécessaire des mesures compensatoires afin que le niveau maximum de la nappe soit à plus de 3 m de profondeur comptés à partir de la surface dans les zones bâties à la date de l'arrêté préfectoral.
- la transmission trimestrielle d'un compte rendu de la situation par l'exploitant.

5) (art. 6 du projet d'AP) S'assurer que les piézomètres devenus inutiles à Charbonnages de France pourront être repris et/ou à défaut obturés dans les règles de l'art.

6) (art. 7 du projet d'AP) Compléter les informations dont disposera l'exploitant de chacune des installations hydrauliques de sécurité par :

- Un document comportant :
 - ✓ les modalités d'alerte fixées et les risques encourus en l'absence de réaction ;
 - ✓ les délais et modalités de réaction dont dispose le responsable desdites installations de sécurité en cas de dépassement des niveaux d'alerte ou en cas d'arrêt de l'installation ;
 - ✓ Le coût estimé de fonctionnement et d'entretien de l'installation en y incluant celui des mesures nécessaires au respect des objectifs visés.
- Un document qui traite des piézomètres participant à la bonne conduite de l'installation (position géographique, paramètres surveillés, coût d'entretien et d'exploitation).

7) (art. 8 du projet d'AP) Préciser les mesures relatives aux cours d'eau :

- en pérennisant les mesures prévues par CdF pour le soutien du lac de Creutzwald en assurant à la Bisten un débit d'au moins 180 m³/h en amont du lac de Creutzwald par l'apport d'un débit au plus égal à 240 m³/h jusqu'à ce que les tronçons dits "perchés" de cette rivière drainent la nappe des GTi ;
- en prescrivant à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires visant à assurer un débit de réalimentation permanent d'au moins 30 m³/h au cours d'eau du Leibsbach, à l'amont du carreau La Houve 2. Cette mesure devra être assurée jusqu'à ce que les travaux visant à reprofiler le lit de ce cours d'eau aient été réalisés pour que sa source retrouve sa situation d'origine ;
- en précisant que les paramètres qui seront analysés sur l'eau issue du réservoir minier devront permettre de se référer au système d'évaluation de la qualité de l'eau (SEQ-EAU).

8) (art. 9 du projet d'AP) Préciser d'une part les modalités de surveillance et de contrôle de l'absence de risque face aux émanations de gaz de mines et évaluer d'autre part le risque d'exposition des populations au radon pouvant cheminer au gré des terrains fracturés.

- 9) (art. 10 du projet d'AP) Confirmer l'absence d'impact de l'ennoyage des travaux miniers sur les terrains de surface au moyen d'un réseau de nivellement implanté sur les zones potentiellement influencées. Les valeurs relevées sont comparées à des mesures effectuées hors zone exploitée.
- 10) (art. 11 du projet d'AP) Permettre à l'exploitant de valoriser les schlamms contenus dans le bassin B et le bassin Sud-Est, situés sur le terroir du siège 2 de La Houve au vu des engagements que prendra la SNET après obtention d'une autorisation d'exploiter au titre de la réglementation ICPE, tout en s'assurant que CdF réalisera les travaux prévus initialement en cas de non-exploitation des schlamms.
- 11) (art. 12 du projet d'AP) S'assurer que l'exploitant prend les mesures qui s'imposent pour restreindre l'usage des terrains frappés de restriction dans le dossier d'arrêt des travaux miniers (inconstructibilité, garantis d'accès aux véhicules d'interventions et de sécurités.

Enfin, dans la perspective de la disparition de Charbonnages de France, la DRIRE a prévu un article conciliant à la fois les dispositions de l'article 146 du Code Minier et l'éventualité d'un transfert d'une partie des obligations de l'exploitant à la personne morale prévue par l'article 11 de la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 avant que celle-ci n'ait été désignée officiellement. Ceci fait l'objet de l'article 13 du projet d'arrêté préfectoral.

Ainsi, sur proposition de la DRIRE, le projet initial d'arrêté préfectoral rédigé en tenant compte de ce qui précède a été soumis à l'exploitant par les services de la préfecture le 07 juillet 2005 en application des dispositions de l'article 47 du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié.

L'exploitant a fait connaître ses observations par courrier en date du 29 juillet 2005. Celles-ci nous ont été transmises par fax le jour même.

9 – Analyse des observations de l'exploitant sur le projet initial d'arrêté préfectoral

Le courrier de Charbonnages de France porte principalement sur la date d'arrêt des exhaures de La Houve. Il est accompagné d'une note d'analyse rédigée par la direction juridique de l'exploitant.

L'analyse qui suit vise à maintenir ou corriger si besoin la position de la DRIRE et éventuellement à modifier la rédaction du projet d'arrêté préfectoral pour intégrer les observations du pétitionnaire.

Une synthèse de l'analyse juridique de CdF est présentée ci-dessous. Nous avons écarté de celle-ci les commentaires de toute nature qui ne constituent pas des arguments.

Commentaires relatifs à l'article 2 :

1^{er} alinéa : D'après CdF, il n'y a pas lieu de lier l'arrêt des exhaures à la réalisation préalable du dispositif de surveillance de la nappe des GTi évoqué à l'article 4 sous prétexte que la remontée de la nappe est un phénomène lent.

Réponse de la DRIRE : Que la remontée de la nappe soit lente ou rapide, il incombe à l'exploitant et non à un successeur éventuel de mettre en place les moyens prévus ou prescrits.

En l'occurrence, un risque de contamination de la nappe par l'eau du réservoir minier a clairement été identifié par l'exploitant et les services de l'Etat soulignent un risque de contamination par les lixiviats issus des terrils à la faveur de leur lessivage. D'après l'étude INERIS (annexe 3.4 du dossier p.8), le temps de remplissage des vides miniers sera de 21 mois. Le risque de contamination de la nappe devra donc d'être surveillé immédiatement et non pas dans 10 ou 20 ans. Enfin nous soulignons comme le fait le service juridique de CdF, que les compétences de cette société vont en s'amenuisant. Il en est de même pour les moyens financiers. Il nous paraît donc parfaitement légitime de subordonner l'arrêt des exhaures à l'existence d'un tel dispositif, existence qui est du ressort des moyens humains, techniques et financiers de CdF et non de celui d'un successeur dont les capacités sont encore inconnues.

3^{ème} alinéa : D'après CdF, subordonner l'arrêt des exhaures minières à l'existence d'une convention passée entre CdF et SEE constitue un excès de pouvoir. L'interdiction d'arrêter l'exhaure avant le 31 décembre 2006 n'est pas justifiée.

La DRIRE reconnaît que la formulation du 3^{ème} alinéa est illégale. Nous modifions donc notre rédaction en subordonnant l'arrêt de l'exhaure au respect par CdF de ses obligations définies dans la "Convention d'eau d'exhaure de LA HOUE" en date du 31 mars 2005 passée entre CdF et la SEE prévoyant notamment la fourniture de l'eau nécessaire à l'alimentation en eau potable. Ladite convention a déjà été signée par l'exploitant et transmise à la DRIRE. Il ne tient donc qu'à l'exploitant de respecter cette prescription.

L'interdiction de l'arrêt de l'exhaure est justifiée par le 3^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} considérant. Rappelons que l'article 79 du Code Minier est sans ambiguïté puisqu'il est rédigé ainsi : *" Les travaux [...] doivent respecter les contraintes et obligations afférentes [...], aux intérêts de l'article 2 de la loi sur l'eau".* Or l'article 2 de cette loi précise qu'elle *"a pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau [...] qui vise à assurer [...] le développement et la protection de la ressource en eau... de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences [...] de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population."*

Commentaires relatifs à l'article 3 :

D'après CdF, l'article 3 prescrivant un complément d'étude sur les terrils et bassins de décantation n'a pas lieu d'être car :

- cette prescription repose sur une simple suspicion,
- une réponse sur le sujet a été envoyée par l'exploitant à la DRIRE par courrier du 8 juin 2005 (reçu le 14 juin 2005 par la DRIRE),
- les bassins Sud Est et B du siège 2 de La Houve seront curés.

La DRIRE rappelle dans un premier temps que le projet d'arrêté préfectoral a été bâti sur la base des éléments figurant dans le dossier initial d'arrêt des travaux miniers. Ces éléments ont été analysés et non les courriers reçus tardivement. Il n'est donc pas possible de se prononcer sur la pertinence des études complémentaires fournies. De ce fait et en conformité avec ce qui a été présenté au § 8 ci-dessus nous estimons qu'une étude préventive s'impose.

S'agissant de mesures de Police des mines, l'article 77 du Code Minier précise bien que l'autorité administrative peut exiger la communication de documents de toute nature. Si cette étude n'est pas prescrite maintenant et que les éléments fournis par CdF ne répondent pas aux attentes

de l'administration, il ne sera plus possible de prescrire celle-ci par la suite. Cela reviendrait donc à accepter sans autre explication la position de CdF selon laquelle *"les travaux au jour ont pu générer localement une modification de la qualité de la nappe des GTi avec un impact qui reste limité"*.

La DRIRE veut s'assurer que *"l'impact restera limité"* malgré le lessivage des terrils et bassins de décantation au travers de ce complément d'étude.

Enfin, l'argument selon lequel les bassins Sud Est et B seront curés n'est pas recevable puisqu'il dépend d'une autorisation d'exploiter de la SNET non acquise à ce jour et non sur une mesure prévue par CdF.

Toutefois, pour restreindre l'ampleur de l'étude demandée et limiter le temps nécessaire à sa réalisation, nous sommes d'avis de prescrire à l'exploitant la réalisation d'une étude indiquant l'impact attendu des éléments contenus dans les terrils et bassins de décantation" au lieu d'une étude visant à "quantifier ses éléments polluants".

Commentaires relatifs à l'article 4 :

CdF rappelle qu'une situation de référence avant l'arrêt de l'exhaure existe déjà.

La DRIRE corrigera la rédaction de cet article en précisant qu'il est demandé d'établir une situation de référence à partir du dispositif qui doit être mis en place, ce qui n'existe pas encore.

Commentaires relatifs à l'article 5 :

L'exploitant déclare avoir déjà identifié dans le dossier les zones bâties où la nappe peut remonter à moins de 3 m à l'arrêt de l'exhaure de La Houve. Il demande de modifier trois membres de phrase dans cet article.

La DRIRE accepte la première et la dernière modification demandée par l'exploitant. Cependant nous maintenons le membre de phrase précisant que l'organisation mise en place devra permettre "d'ajuster les mesures compensatoires afin que le niveau maximum de la nappe soit à plus de 3 m de profondeur ...". Cette précision constitue un minimum. En son absence, les 3 m de profondeur pourraient être considérés comme un niveau moyen et ces secteurs bâtis pourraient être affectés occasionnellement par la remontée des eaux.

Commentaires relatifs à l'article 7 :

Selon l'exploitant, l'article 7 n'a pas sa place dans l'arrêté préfectoral sous prétexte que le dossier auquel il se réfère fait l'objet d'une procédure en parallèle qui ne peut conditionner l'arrêté préfectoral de deuxième donné acte.

La DRIRE accepte cette argumentation. Aussi, afin de rester dans le cadre de la procédure d'arrêt des travaux miniers, la rédaction de l'article 7 sera modifiée pour ne faire référence qu'à des éléments du dossier. Or, comme il l'est dit au § 2-2 de ce rapport, le dossier qui fait l'objet de "la procédure en parallèle" est constitué des annexes 5a, 5b et 3.2.k du volume 3 du dossier d'arrêt des travaux miniers mais sous des titres différents.

La rédaction sera donc la suivante : " Charbonnages de France complète, avant le 30 juin 2006, les informations concernant les installations hydrauliques de sécurité présentées notamment dans les annexes 5.a, 5.b et 3.2k du dossier d'arrêt des travaux miniers par les éléments...."

Commentaires relatifs à l'article 8 :

CdF ne conteste pas formellement la prescription visant à soutenir le ruisseau du Leibsbach par l'apport d'un débit d'au moins 30m³/h (soit 8 l/s).

L'accord préalable du préfet pour le transfert d'une installation de ce type n'est effectivement pas prévu par l'article 92-1 du Code Minier. Il sera donc supprimé de cet article dans la rédaction finale.

Il convient cependant de tenir compte des observations relatives à une incompatibilité dans la réalisation dudit forage avec la présence "des périmètres de protection des forages AEP F5 et F 28".

La mise en place de ce forage de soutien résultant essentiellement d'une volonté de la DDAF, qui n'est pas le seul service compétent en matière de Police de l'eau, il paraît prudent de prescrire la réalisation de ce forage sous réserve que soient accordées à CdF les autorisations de forage et de prélèvement sur ce secteur.

Commentaires relatifs à l'article 9-1 :

Pour ce qui est du grisou et pour tenir compte des remarques formulées, nous acceptons de remplacer la phrase indiquant "qu'un contrôle de l'atmosphère devra être réalisé dans les lieux propices à des accumulations " par " un contrôle de l'atmosphère devra être réalisé dans des endroits représentatifs des lieux propices à des accumulations". Ceci évitera à l'exploitant d'avoir à contrôler toutes les caves et canalisations existantes, ce qui nous paraît effectivement illusoire.

Commentaires relatifs aux articles 9-2 et 10:

La DRIRE considère qu'il convient de maintenir ces prescriptions pour les raisons développées dans le présent rapport.

Concernant l'article 10, l'exploitant nous a informé qu'il craignait que cet article soit interprété par le public comme l'affirmation de l'existence d'un risque d'affaissement minier. C'est pourquoi nous proposons de modifier le texte initial "*afin de quantifier l'impact de l'ennoyage des travaux miniers* " par " *afin de confirmer l'absence d'impact de l'ennoyage des travaux miniers*".

Pour cette même raison, nous proposons de remplacer le dernier considérant par " *Considérant qu'il est nécessaire de disposer d'éléments permettant de confirmer que l'exploitation n'est plus à l'origine de nouveaux dommages en surface*".

Commentaires relatifs à l'article 11 et 12 :

Les observations formulées sont pertinentes et ont été prises en compte dans la rédaction finale du projet d'arrêté préfectoral.

III – CONCLUSION ET AVIS

Compte tenu de ce qui précède et au vu des avis exprimés au cours de la consultation des services et des communes, un projet d'arrêté préfectoral a été établi autorisant Charbonnages de France à procéder à l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de LA HOUVE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et des travaux miniers du Siège de LA HOUVE

sur la concession SARRE et MOSELLE et prescrivant des mesures complémentaires.

Conformément aux dispositions de l'article 47 du décret n°95-696 du 09 mai 1995, ledit projet d'arrêté préfectoral a été transmis au pétitionnaire pour lui permettre de présenter ses observations éventuelles dans un délai d'un mois. Cette transmission a été réalisée le 07 juillet 2005 par la préfecture de la Moselle.

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint tient compte des observations émises par l'exploitant.

L'attention est appelée sur le fait que l'arrêté préfectoral sanctionnant cette déclaration devra être notifié avant le 25 août 2005, faute de quoi il perdrait sa base légale (dépassement du délai prévu à l'article 47 du Code Minier).

p. le Directeur,
L'Ingénieur en Chef des Mines,

P. FORBES

Vu et transmis avec avis conforme

METZ, le

LE DIRECTEUR,

J. GOELLNER

ANNEXE I

02/08/2005

PREFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE n° 2005-----

**en date du ----
autorisant Charbonnages de France - CdF -
à procéder à l'arrêt définitif des travaux
et d'utilisation d'installations minières associées,
attachés aux concessions de mines de houille de
LA HOUVE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5,
NIEDERVISSE 1, BISTEN 1
et autorisant l'arrêt partiel des travaux miniers
du siège de LA HOUVE situés sur la concession SARRE ET MOSELLE
et
prescrivant des mesures complémentaires**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code Minier ;

VU le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU le décret impérial du 28 avril 1858 instituant la concession de mines de houille de LA HOUVE au profit de la Société civile dite "Société de La Houve" ;

VU l'acte du 23 juin 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de COUME 4 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 25 novembre 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de BISTEN 1 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 25 novembre 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de COUME 5 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 25 novembre 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de NIEDERVISSE 1 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 24 mai 1909 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de COUME 3 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'arrêté du 31 août 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de DALEM des concessions de mines de houille de FALCK, DALHEIM, MERTEN, WILLINGEN 1 et WILLINGEN

3 ;

VU l'arrêté du 31 août 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de SARRE ET MOSELLE des concessions de mines de houille de l'HOPITAL, HOCHWALD, CARLING, BOUCHEPORN, HAM et LA FORET ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 1932 autorisant la fusion en une seule concession sous le nom de BERVILLER des concessions de mines de houille de BERWEILER 1, BERWEILLER 2 et BERWEILER 3 au profit de la Compagnie des Mines de Saint-Avold ;

VU la loi n°46 -1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des exploitations de mines de combustibles minéraux solides ;

VU l'article 1^{er} du décret n°46 -1563 du 28 juin 1946 instituant les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), établissement public national à caractère industriel et commercial, et l'article 2 de ce même décret pris en application de l'article 7 de la loi n° 46 -1072 du 17 mai 1946 et autorisant la mutation des concessions LA HOUE, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et BERVILLER avec effet au 1^{er} juillet 1946 au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) ;

VU le décret n°47 - 621 du 5 avril 1947, pris en application de l'article 9 de la loi n°46 -1072 du 17 mai 1946, autorisant la mutation au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), des concessions de mines de houille de DALEM et SARRE ET MOSELLE ;

VU la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines ;

VU l'arrêté ministériel du 24 février 2004 portant dissolution des Houillères du bassin de Lorraine et transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à Charbonnages de France (CdF) en application de la loi n° 2004 -105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines et notamment son titre II ;

VU l'arrêté préfectoral n°87-AG/1-381 du 25 juin 1987 autorisant les HBL à abandonner une partie du carreau BARROIS auquel il a été donné acte le 13 juillet 1990 par lettre du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°88-AG/1-180 ter du 6 avril 1988 autorisant les HBL à délaisser les puits BARROIS, MARIE dit Puits 1 et JULES dit Puits 2 situés sur le territoire de la commune de CREUTZWALD ;

VU l'arrêté préfectoral n°88-AG/1-219 du 22 avril 1988 autorisant les HBL à abandonner une partie du carreau du Siège 1 de La HOUE à Creutzwald ;

VU l'arrêté préfectoral n°2003-AG/3-82 du 9 mai 2003 donnant acte aux Houillères de Bassin de Lorraine de l'arrêt définitif de 240 sondages de reconnaissance attachés à diverses concessions de mines de houille dont celles de LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1 et BISTEN 1 ;

VU la pétition de Charbonnages de France du 24 août 2004, réceptionnée le 25 août 2004, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation des installations minières associées, attachées aux concessions de mines de houille de LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1, et des travaux miniers du siège de LA HOUE situés sur la concession de SARRE ET MOSELLE ;

VU la "Convention d'eau d'exhaure de LA HOUVE" en date du 31 mars 2005 relative au maintien de l'exhaure jusqu'au 31 décembre 2006 passée entre Charbonnages de France (CdF) et la Société des Eaux de l'Est (SEE) ;

VU le dossier technique, les recommandations et les plans fournis à l'appui de la déclaration ;

VU les observations des communes et des services de l'Etat recueillies au cours de la consultation réglementaire ;

VU les éléments présentés par Charbonnages de France dans son courrier du 03 juin 2005 visant à permettre l'exploitation éventuelle des Schlamms situés dans l'emprise des terrils du Siège II de LA HOUVE par la Société Nationale d'Electricité Thermique (SNET) au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU les rapport et avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du ;

CONSIDERANT qu'il convient de maintenir dans le bassin houiller de la Moselle-Est l'alimentation en eau potable et en eau industrielle après l'arrêt des exhaures minières ;

CONSIDERANT la nature des éléments polluants que les terrils et les bassins de décantations sont susceptibles de relarguer dans les eaux superficielles et souterraines par lessivage ;

CONSIDERANT d'une part la présence et l'importance des forages d'alimentation en eau potable (AEP) dans les secteurs exploités par CdF et, d'autre part, les risques de contamination des ressources en eau potable par les eaux du réservoir minier et par le lessivage des terrils et bassins de décantation ;

CONSIDERANT que les mesures préventives proposées par l'exploitant ne permettent pas d'écarter tout risque de dégradation de la qualité de la ressource en eau potable du fait que lesdites mesures sont basées sur des estimations ;

CONSIDERANT que la remontée de la nappe induite par l'arrêt des exhaures peut impliquer une redéfinition des périmètres de protection rapproché et éloigné des captages AEP existants ;

CONSIDERANT que, tel que le déclare l'exploitant, les conséquences des travaux miniers ont déjà été à l'origine de l'abandon de captages AEP ;

CONSIDERANT que les piézomètres dont dispose Charbonnages de France peuvent participer à la maîtrise des eaux souterraines ;

CONSIDERANT d'une part l'importance des installations hydrauliques de sécurité qui sont mises en place et d'autre part que les informations y afférentes ne font pas mention des limites à ne pas dépasser et qu'il convient donc de les compléter ;

CONSIDERANT d'une part le risque de remontée de la nappe des Grès du Trias inférieure (GTi) à proximité du sol dans des secteurs bâtis et d'autre part l'absence de mesures de surveillance de l'efficacité des mesures compensatoires prévues ;

CONSIDERANT qu'il convient d'une part de s'assurer du maintien du niveau du lac de Creutzwald et d'autre part que la qualité de l'eau qui sera rejeté dans le ruisseau du Leibsbach par l'installation hydraulique de sécurité du Siège I de LA HOUVE sera conforme aux prévisions ;

CONSIDERANT que les risques associés aux gaz de mine sont maximum pendant la phase d'ennoyage et sont susceptibles de mettre en cause la sécurité de zones habitées ;

CONSIDERANT que la fracturation des terrains provoquée par l'extraction minière est susceptible de favoriser les émanations de radon et que son accumulation peut être dangereuse pour la santé publique ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de disposer d'éléments permettant de confirmer que l'exploitation n'est plus à l'origine de nouveaux dommages en surface ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

L'exploitant entendu ;

ARRETE

Article 1 :

Charbonnages de France - CdF - 100 Avenue Albert 1^{er}, 92500 RUEIL MALMAISON, est autorisé, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées aux articles 2 à 13 du présent arrêté, à procéder à l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et des travaux miniers du siège de LA HOUE situés sur la concession SARRE ET MOSELLE selon les modalités décrites à l'appui de sa déclaration.

Article 2 : Mesures complémentaires concernant l'arrêt des exhaures minières.

L'arrêt des exhaures minières conduisant à l'ennoyage des travaux du fond du secteur de LA HOUE est subordonné :

- à l'existence du dispositif de surveillance évoqué à l'article 4 du présent arrêté ;
- à l'existence d'un programme de surveillance des risques liés à l'émission de grisou et rattaché à l'article 9-1 du présent arrêté ;
- au respect par CdF de ses obligations définies dans la "Convention d'eau d'exhaure de LA HOUE" en date du 31 mars 2005 passée entre CdF et la SEE prévoyant notamment la fourniture de l'eau nécessaire à l'alimentation en eau potable.

L'arrêt des exhaures n'interviendra pas avant le 31 décembre 2006 sauf si CdF en reçoit l'accord du préfet de la Moselle.

Article 3 : Dispositions complémentaires générales concernant les terrils et bassins de décantation.

L'exploitant tient à la disposition de la DRIRE pour chaque terril et bassin de décantation,

un document indiquant :

- l'impact attendu des éléments polluants contenus dans les terrils et bassins de décantation susceptibles d'être mis en solution par lessivage ;
- les flux polluants vers les eaux souterraines et de surface pouvant résulter du lessivage des terrils et bassins de décantation par les eaux de ruissellement et/ou à l'occasion de la remontée de la nappe à leur base.

Article 4 : Mesures complémentaires destinées à s'assurer de l'absence d'impact de la remontée des eaux du réservoir minier sur la ressource en eau potable constituée par la nappe des Grès du Trias inférieur.

Afin de s'assurer de l'efficacité des mesures compensatoires que l'exploitant met en place, il définit et met en place un maillage piézométrique destiné à surveiller la qualité et le niveau de la nappe des GTi et du réservoir minier après arrêt des exhaures. La nappe des GTi est notamment surveillée :

- en amont et en aval hydraulique du terril du siège I de LA HOUVE ;
- en amont et en aval hydraulique des terrils et bassins de décantation du siège II de LA HOUVE ;
- en amont hydraulique des captages AEP menacés.

Des seuils d'alertes sont définis afin de :

- s'assurer que le niveau piézométrique du réservoir minier reste en dessous du niveau piézométrique de la nappe des GTi ;
- prévenir les exploitants de forages AEP de toute dérive anormale des paramètres surveillés ;
- ajuster, si besoin, les mesures compensatoires prévues par Charbonnages de France.

Le dispositif retenu est clairement identifié et repéré sur une carte. Les paramètres analysés, la périodicité des relevés et le mode opératoire sont soumis à l'accord de la DRIRE. Les mesures sont traitées informatiquement afin de permettre une utilisation ultérieure en particulier pour vérifier la pertinence des simulations présentées dans le dossier d'arrêt des travaux miniers.

Une situation de référence de ce dispositif est établie avant l'arrêt des exhaures.

La surveillance réalisée fait l'objet d'un compte rendu trimestriel les trois premières années qui suivent l'arrêt des exhaures et d'un rapport annuel jusqu'à ce que la situation puisse être qualifiée de stabilisée par les services compétents de l'Etat.

Cette surveillance doit être poursuivie pendant une durée de cinq (5) ans après constat de stabilisation de la nappe des GTi, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2031.

Ces informations sont transmises régulièrement à la DRIRE.

Ce dispositif de surveillance piézométrique est considéré comme un dispositif attaché au

fonctionnement de l'installation hydraulique de sécurité du siège I de LA HOUVE au sens de l'article 92 du code minier.

Article 5 : Mesures complémentaires relatives au risque de remontée de la nappe à moins de 3 m sous les zones bâties.

L'exploitant identifie le risque de remontée de la nappe des Grès du Trias inférieur à moins de 3 m sous les zones bâties suite à l'arrêt des exhaustes minières. Il s'assure que les dispositions prévues dans le dossier d'arrêt des travaux seront prises pour ces zones.

En outre, il met en place dans les zones à risque identifiées une organisation permettant :

- un suivi piézométrique du niveau de la nappe des GTi dans les zones concernées par le risque dès lors que celle-ci se situe à 8 m de profondeur comptés à partir de la surface dans les zones bâties à la date du présent arrêté ;
- de veiller à l'efficacité des mesures compensatoires qui seront mises en place ;
- d'ajuster les mesures compensatoires afin que le niveau maximum de la nappe soit à plus de 3 m de profondeur comptés à partir de la surface dans les zones bâties à la date du présent arrêté.

Un document traitant du dispositif prévu est soumis à l'approbation de la DRIRE. Il comporte une carte à l'échelle 1/10 000 spécifique à chacune des communes concernées et sur laquelle apparaît :

- Le réseau de surveillance mis en place ;
- Les zones à risque identifiées par l'exploitant susceptibles de voir la nappe des GTi arriver à moins de 3 m de profondeur comptés à partir de la surface ;

La surveillance fait l'objet d'un rapport trimestriel transmis à la DRIRE et aux services chargés de la Police de l'Eau.

Ce dispositif de surveillance piézométrique est considéré comme un dispositif attaché au fonctionnement des installations hydrauliques de sécurité (au sens de l'article 92 du Code Minier) constituées par les deux forages de rabattement de la nappe situé l'un sur la commune de Varsberg et l'autre sur la commune de Ham-Sous-Varsberg.

Article 6 : Mesures complémentaires concernant les piézomètres existants de Charbonnages de France situés sur les concessions objets du présent arrêté.

Les piézomètres existants qui ne sont pas utiles à la surveillance des eaux du réservoir minier et de la nappe des GTI définies en application des articles 4 et 5 du présent arrêté sont :

- soit repris par un tiers au titre du 1^{er} alinéa de l'article 92 du Code Minier ;
- soit , à défaut, obturés selon les règles de l'art.

A cette fin, l'exploitant établit un document comportant :

- une carte à une échelle adaptée sur laquelle figurent lesdits piézomètres et les informations y afférentes ;
- l'indication du coût annuel d'entretien et d'exploitation ;
- l'indication des droits et obligations transférées au repreneur lors de la prise en charge de ces ouvrages ;

Ce document est transmis par Charbonnages de France à la préfecture de la Moselle. Si aucun repreneur ne s'est manifesté dans les 6 mois qui suivent la publication de ces informations, l'exploitant procède à l'obturation des piézomètres inutiles.

Un bilan de la situation finale est joint au rapport mentionné à l'article 13.1 du présent arrêté.

Article 7 : Mesures concernant les installations hydrauliques de sécurité susceptibles d'être transférées au titre de l'article 92 du Code Minier.

Charbonnages de France complète, avant le 30 juin 2006, les informations concernant les installations hydrauliques de sécurité présentées notamment dans les annexes 5.a, 5.b et 3.2k du dossier d'arrêt des travaux miniers par les éléments suivants :

a) Un document comportant :

- les modalités d'alerte fixées et les risques encourus en l'absence de réaction ;
- les délais et modalités de réaction dont dispose le responsable desdites installations de sécurité en cas de dépassement des niveaux d'alerte ou en cas d'arrêt de l'installation.
- Le coût estimé de fonctionnement et d'entretien de l'installation en y incluant celui des mesures nécessaires au respect des objectifs visés.

b) Un document qui traite des piézomètres à mettre en place en application des articles 4 et 5 du présent arrêté comprenant :

- une carte à une échelle adaptée sur laquelle sont reportés lesdits piézomètres et les informations y afférentes ;
- une légende indiquant si les relevés effectués sur chacun des piézomètres concernent la nappe des GTi ou le réservoir minier ;
- l'indication du coût annuel d'entretien et d'exploitation.

Le document d'exploitation de chacune des installations de sécurité reçoit l'approbation de la DRIRE.

Article 8 : Mesures complémentaires concernant les cours d'eau.

8-1 : Cours d'eau de la Bisten en amont du lac de Creutzwald :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires visant à assurer un débit de la Bisten d'au moins 180 m³/h en amont du lac de Creutzwald par l'apport d'un débit au plus égal à 240 m³/h ;

Cette disposition est assurée jusqu'au constat par les services compétents de l'Etat que les tronçons dits "perchés" de cette rivière drainent la nappe des GTi. Cette obligation prend fin au plus tard le 31 décembre 2026.

8-2 : Cours d'eau du Leibsbach :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires visant à assurer un débit de réalimentation permanent d'au moins 30 m³/h, à l'amont du carreau La Houve 2, sous réserve de disposer des autorisations de forage et de prélèvement d'eau nécessaires.

L'exploitant peut transférer cette obligation auprès de communes, groupements de communes ou organismes intéressés avec lesquelles un accord aura été passé en ce sens.

Cette obligation est assurée jusqu'au transfert à un repreneur dans le cadre de l'article 92-1 du Code Minier ou jusqu'à ce que les travaux visant à reprofiler le lit de ce cours d'eau pour que sa source retrouve sa situation d'origine aient été réalisés tel que décrit dans le dossier d'arrêt des travaux miniers. Les travaux de reprofilage du lit de ce cours d'eau ou le transfert à un repreneur interviendront au plus tard le 31 décembre 2016.

8-3 : Contrôle des eaux issues du réservoir minier :

L'exploitant procède trimestriellement à des analyses sur l'eau issue du réservoir minier avant son rejet dans le ruisseau du Leibsbach. Les analyses doivent permettre un suivi de la classe de qualité de l'eau rejeté selon le système d'évaluation de la qualité de l'eau (SEQ-EAU).

La qualité ainsi déterminée et les résultats des analyses sont transmis régulièrement à la DRIRE.

Article 9 : Mesures complémentaires concernant les risques d'accumulation de gaz dangereux.

9-1 : Grisou

L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la remontée des eaux, de pression de gaz et de teneur de gaz ainsi qu'un contrôle de l'atmosphère dans des endroits représentatifs des lieux propices à des accumulations. Des seuils d'alertes sont définis.

Le réseau de surveillance, opérationnel à la date de l'arrêt de l'exhaure, est maintenu pendant une durée de cinq (5) ans et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2011.

Une notice descriptive qui indique les moyens humains et matériels nécessaires mis en place par le pétitionnaire est rédigée. En outre, ce document précise les modalités de contrôle, leur périodicité, les procédures d'avertissement ainsi que la fréquence des comptes rendus et il est accompagné d'un plan précis sur lequel sont représentés les éléments constituant le réseau de surveillance et notamment les endroits représentatifs évoqués ci-dessus. La notice reçoit l'approbation de la DRIRE.

Une carte à l'échelle 1/10 000 spécifique à chaque commune concernée est établie sur laquelle sont représentées les zones susceptibles d'être concernées par les remontées de gaz de mines.

Outre le commentaire des résultats, l'exploitant procède trimestriellement à un bilan relatif au fonctionnement des installations, des moyens de contrôle et des difficultés rencontrées.

Dans l'éventualité où les mesures complémentaires s'avéreraient insuffisantes, l'exploitant en informe les services de la DRIRE. Dans cette éventualité, l'exploitant s'assure que de nouvelles mesures plus appropriées seront proposées et mises en œuvre.

9-2 : Radon

Une étude permettant d'évaluer le risque d'exposition au radon pouvant éventuellement être acheminé dans les habitations est réalisée par le pétitionnaire.

Les résultats de l'étude sont adressés à la DRIRE.

Article 10 : Mesures complémentaires concernant la stabilité des terrains au droit des zones exploitées.

Afin de confirmer l'absence d'impact de l'ennoyage des travaux miniers sur les terrains de surface, un réseau de nivellement est constitué sur les zones potentiellement influencées. Les valeurs relevées sont comparées à des mesures effectuées hors zone exploitée mais situées en champ proche.

Le réseau de nivellement, opérationnel à la date de l'arrêt de l'exhaure, est proposé à la DRIRE pour validation.

Le rapport annuel qui comprend une carte topographique des terrains sera transmis à la DRIRE.

Les mesures de nivellement ainsi définies sont réalisées jusqu'à ce que la stabilité des terrains soit effectivement constatée par les services compétents de l'Etat, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2031.

Article 11 : Mesures concernant les terrils et bassins de décantation du siège II de LA HOUVE.

CdF procède à la mise en sécurité de l'ensemble des terrils et bassins de décantation du siège II de La Houve conformément au dossier déposé sauf si l'exploitation des schlamms du bassin B et du bassin Sud-Est situés sur le terril du siège II de LA HOUVE fait l'objet d'une autorisation au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Dans ce cas, CdF précisera, dans un dossier complémentaire transmis à la DRIRE avant le 1^{er} septembre 2006, les éléments permettant :

- de distinguer clairement les travaux de mise en sécurité du site qui seront réalisés par l'exploitant du bassin à schlamms de ceux qui resteront de la responsabilité de CdF avec notamment les périmètres concernés sur un plan à l'échelle adaptée ;
- de juger pleinement du transfert des responsabilités sur l'emprise de l'exploitation, en particulier pour ce qui concerne la remise en état du site ;
- d'apprécier la nature et l'impact des travaux prévus sur le secteur qui sera mis en

sécurité par Charbonnages de France ;

Dans le cas où le futur exploitant des bassins à schlamms n'aurait pas obtenu l'autorisation requise au 1^{er} septembre 2006, la mise en sécurité de l'ensemble du site sera réalisée par CdF selon les dispositions prévues au dossier initial.

S'agissant des aménagements et travaux prévus en périmètre de protection rapprochée et éloignée des forages n°28 (n° 0139-7X-0062) et puits V (n° 0139-7X-0061), et notamment de la réhabilitation du bassin de " la Carrière " prévue en 2005, il conviendra de respecter les propositions émises par l'hydrogéologue agréé en décembre 1998 relatives aux prescriptions concernant les activités à l'intérieur du projet de périmètres de protection rapprochée et éloignée.

Article 12 : Mesures complémentaires concernant les puits.

En application des recommandations figurant dans le dossier d'arrêt de travaux présenté par Charbonnages de France, l'exploitant prend à minima sur les terrains qu'il possède à la date de dépôt du dossier d'arrêt des travaux miniers, les dispositions nécessaires visant à :

- rendre inconstructible le périmètre d'aléa qu'il a identifié autour des Puits 1, 2 et 5;
- garantir l'accès à ces périmètres au moyen de véhicules (camion ou engins appropriés) afin de permettre toute intervention exigée par la sécurité publique.

Ces servitudes sont inscrites par les soins de l'exploitant au livre foncier de la Moselle. Charbonnages de France produit au Préfet un document récapitulant ces servitudes, la situation géographique des 9 Puits (Puits 1, 2, 3, 4,5, De Vernejoul, Ouest, Barrois et de Puits de Falck) et les recommandations afférentes à leur présence afin d'être portées à la connaissance et intégrées au plan local d'urbanisme des communes concernées.

Article 13 : Modalités de réalisation des travaux.

13-1 : L'ensemble des travaux d'arrêt définitif doit être réalisé par Charbonnages de France.

Charbonnages de France avise la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine, du début effectif des travaux et lui adresse en deux exemplaires un compte rendu de l'ensemble des travaux d'arrêt définitif réalisés à cette date. Un état des lieux précis est établi, accompagné de plans ou schémas de situation pour chacun des travaux. Des photographies montrant les phases des travaux qui ne seront plus visibles lors du récolement sont jointes.

13-2 : Dans l'hypothèse où Charbonnages de France serait dissous avant d'avoir accompli l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du présent arrêté, celles-ci seront transférées à une autre personne morale chargée de les remplir, comme le prévoit l'article 146 du Code Minier, dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 susvisée.

Dans le cas où ce transfert devrait intervenir avant que ces modalités ne soient établies, les travaux seront, avant transfert à la personne morale, préalablement identifiés et soumis à l'accord du préfet au moins trois (3) mois avant la disparition de CdF. A cette fin, CdF et cette personne

morale soumettront conjointement au préfet un dossier comprenant :

- la liste exhaustive de tous les travaux restant à réaliser ;
- un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- les justifications selon lesquelles ces travaux ne peuvent être réalisés par CdF ;
- les modalités prévues de réalisation de ces travaux, ainsi qu'une proposition relative aux modalités de contrôle de leur réalisation par les services de l'Etat ;
- les justifications selon lesquelles la personne morale, chargée de reprendre les obligations de Charbonnages de France, dispose des capacités pour réaliser ces travaux.

La formalité prévue à l'avant dernier alinéa de l'article 91 du Code Minier pourra alors intervenir après la constatation par la DRIRE par procès verbal de récolement de la bonne exécution des travaux réalisés par CdF conformément aux modalités proposées par l'exploitant et aux mesures complémentaires fixées par le présent arrêté à l'exception des travaux repris par la personne morale susvisée et ayant reçu l'accord du préfet.

Article 14 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 15 :

Le secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à Charbonnages de France, publié au recueil des actes administratifs de Moselle et dont copie est adressée pour information à :

- Monsieur le Sous-Préfet de BOULAY ;
- Monsieur le Sous-Préfet de FORBACH ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Terre Nord Est ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de la Moselle;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Berviller-en-Moselle, Bisten-en-Lorraine, Boucheporn, Château-Rouge, Coume, Creutzwald, Dalem, Falck, Guerting, Ham-sous-Varsberg, Hargarten-aux-Mines, Heining-lès-Bouzonville, Longeville-lès-Saint-Avold, Merten, Niedervisse, Obervisse, Rémering-lès-Hargarten, Teterchen, Tromborn, Varsberg, Villing, Voelfling-lès-Bouzonville, Béning-lès-St-Avold, Betting-lès-St-Avold, Carling, Cocheren, Diesen, Folkling, Freyming-Merlebach, Hambourg-Haut, L'Hôpital, Macheren, Morsbach, Porcellette, Rosbrück, Saint-Avold, et Thédning.

Metz, le

LE PREFET

ANNEXE II

- Bilan des mesures compensatoires et des travaux prévus par CdF -

Dossier de LA HOUVE
Bilan des mesures compensatoires et des travaux prévus par CdF

A vérifier au(x) récolement(s)

Références :	Dispositions prévues dans le dossier de l'exploitant	Prescriptions complémentaires
Déclaration d'arrêt des travaux. Installation Art.92 .2^{ème} alinéa	Proposer à la reprise, au sens de l'art.92.2 du Code Minier, 4 installations hydrauliques de sécurité soit : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Une station de relevage des eaux usées à Ham-Sous-Varsberg <input type="checkbox"/> L'exutoire et la station de traitement de l'eau de mine qui seront construits en 2005 au puits 1 de La Houve. <input type="checkbox"/> Un forage de rabattement de la nappe phréatique qui sera foré en 2005 à Ham-Sous-Varsbeg. <input type="checkbox"/> Un forage de rabattement de la nappe phréatique qui sera foré en 2005 à Varsbeg. <input checked="" type="checkbox"/> Publication au recueil des actes administratifs de la Moselle effectuée le : 13-06-2005 <input type="checkbox"/> Nombre d'installation reprise par un tiers : _____ <input type="checkbox"/> Versement de la soulte de 10 ans pour chacune des installations. 	<u>Voir article 3 de l'AP</u> <u>Voir article 6 de l'AP</u> et <u>Voir article 8 de l'AP pour ce qui est du rejet dans le Leibsbach</u>
Vol 3 - 3.2.6.1- Suppression des risques de remontée d'eaux de mine dans la nappe des GTi Installation Art.92 .2^{ème} alinéa	Mise en place au siège 1 de la Houve de : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> un pompage à niveau ajustable dans le puits 1 (Puits Marie) <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Q ajustable de 120 à 160m3/h sous 40 à 50mCE selon annexe 5.2.b ; <input type="checkbox"/> Réalisation du branchement (400V-40kVA). <input type="checkbox"/> Réalisation d'une armoire de Cde et Contrôle avec télésurveillance. <input type="checkbox"/> une liaison hydraulique de longueur approximative de 715 m <input type="checkbox"/> une cascade d'oxygénation. <input type="checkbox"/> un bassin de décantation de 5 000 m3. <input type="checkbox"/> trois lagunes en cascade d'une surface totale de 10 000 m2 <input type="checkbox"/> les lagunes sont plantées de roseaux (Typha latifolia) <input type="checkbox"/> un raccordement au Leibsbach, en amont immédiat de sa confluence avec 	<u>Voir article 3 de l'AP</u> <u>Voir article 6 de l'AP</u> Et <u>Voir article 8 de l'AP pour ce qui est du rejet dans le Leibsbach</u>

	<p>la Bisten</p> <p>□ Estimations données en annexe 5.b du vol.3 (p.19, p.24 à 34) des concentrations attendues à l'émergence du siège 1 de la Houve (soit 54 mois après l'arrêt des exhaures) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Fer : entre 7 et 35 mg/l ($\pm 25\%$). Diminution sur les 1,5 à 3,5 années qui suivent pour atteindre une concentration résiduelle de 3 à 5 mg/l ($\pm 25\%$) permettant de cesser le traitement. – Sulfates : entre 320 et 780 mg/l ($\pm 25\%$). Dans le cas le plus défavorable, il faudrait encore 10 ans pour atteindre une concentration résiduelle de 300 mg/l ($\pm 25\%$). – Manganèse : entre 3,2 et 7,8 mg/l ($\pm 25\%$) soit au maximum 10 mg/l. – Calcium : de l'ordre de 120 mg/l ($\pm 25\%$), puis environ 100 mg/l. – Magnésium : de l'ordre de 100 mg/l ($\pm 25\%$). – Sodium : de l'ordre de 350 mg/l ($\pm 25\%$) pour s'équilibrer ensuite autour de 450mg/l à long terme. – Chlorures: de l'ordre de 350 mg/l ($\pm 25\%$) pour s'équilibrer ensuite autour de 500 mg/l à long terme. – Potassium : de l'ordre de 350 mg/l ($\pm 25\%$) pour s'équilibrer ensuite autour de 500 mg/l à long terme – Bicarbonates : de 300 mg/l ($\pm 25\%$) pour se stabiliser éventuellement à 700 mg/l à terme. <p>□ Le dispositif devra être opérationnel 2 ans après l'arrêt des exhaures.</p> <p>NB : Le coût d'exploitation annuel de l'ensemble du dispositif (pompage et traitement) est estimé à 71 000 €/an. (voir annexe 5.a)</p>	
Vol 3 -3.2.3.2 Soutien de la Bisten suite à l'arrêt des exhaures de <u>Merlebach</u>	Le temps de la remontée de la nappe (donc jusqu'à ce qu'elle soit drainée par les tronçons nécessaires à l'alimentation stable de la Bisten et du Lac de Creutzwald) :	<u>Voir article 8 de l'AP</u>

<u>et</u> Vol.3 p.58 Restauration de la situation d'origine de la source du Leibsbach.	<p>Les forages de dépollution de la nappe salée de Diesen (qui alimentaient le Merle au moment du dépôt du dossier d'arrêt) assureront un soutien d'étiage (un débit de 141 m3/h serait nécessaire pour maintenir le niveau du lac en période d'étiage) en période transitoire et permettront d'avoir une qualité de classe 3 pour les sulfates et 4 pour les chlorures.(Etude ANTEA en annexe 3.2.b page 21 etc...)</p> <p>Pour le ruisseau du "Leibsbach", l'exploitant déclare qu'il est prévu de</p> <p><input type="checkbox"/> "reprofilier le lit du Leibsbach pour que sa source retrouve sa situation d'origine".</p>	
Vol 3 - 3.2.3.2 - Suppression des remontées de la nappe à moins de 3m sous le bâti. Voir aussi annexe 3.2.k page 20 Installation Art.92 .2^{ème} alinéa	<p>Mise en place de deux forages de rabattement sur les communes de :</p> <p><input type="checkbox"/> Ham-sous-Varsberg ;</p> <p><input type="checkbox"/> Varsberg ;</p> <p><input type="checkbox"/> Le débit d'exploitation <u>de chaque</u> forage est de 80 m3/h ;</p> <p><input type="checkbox"/> Le débit d'exploitation peut être porté à 100 m3/h en période de très hautes eaux pour gérer un régime de très hautes eaux sur une période relativement restreinte.</p> <p><input type="checkbox"/> Ils devront être opérationnels à l'horizon 2015 date à laquelle la nappe sera remontée et quasi stabilisée.</p> <p>NB : Le coût d'exploitation annuel <u>d'un forage</u> est estimé à 17 000 €/an. (voir annexe 5.a)</p>	<p><u>Voir article 3 de l'AP</u> <u>et</u> <u>Voir article 6 de l'AP</u></p>
Installation de relèvement des eaux Installation Art.92 .2^{ème} alinéa	<p>Installation de relèvement des eaux usées située sur Ham-sous-Varsberg dans la chaussée de l'Impasse des Cèllets destinée à assurer l'écoulement des eaux usées de 8 pavillons d'habitation.</p> <p>NB : Le coût d'exploitation annuel est de 4 500 €/an H.T. (valeur 2003) - (voir annexe 5.a)</p>	<p><u>Voir article 6 de l'AP</u> (concernée uniquement par le paragraphe a)</p>
Vol 3 - 3.3.3 - Stabilité des terrains	Aucune mesure.	<p><u>Voir article 10 de l'AP</u></p>

de surface.		
Vol 3 - 3.4.2.3 - Gaz de mines page 37 et § 4.3.page 81	<p>Pendant la phase d'envoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Réalisation de 5 sondages de décompression situés dans les zones C,D,E,K et L => existence des 5 exutoires <input type="checkbox"/> Les zones A,B,F,G,H,I évacueront leur gaz de mine par les puits voisins (1, 2 ou Barrois) => existence des 3 exutoires <input type="checkbox"/> Si développement défavorable de la situation dans une des zones à partir des observations réalisées, réalisation d'un sondage complémentaire pour la zone concernée. <input type="checkbox"/> Réalisation d'un programme de contrôle avec : <input type="checkbox"/> Contrôle de la pression de gaz <u>dans les puits</u> où l'infrastructure existe ou peut être installée dans le futur. <input type="checkbox"/> Contrôle de la présence de gaz à la surface dans les lieux propices à des accumulations (réseaux enterrés, caves ...) <input type="checkbox"/> Mesures des flux de gaz à la surface notamment pour les zones urbanisées sensibles si la présence de gaz était constatée par les contrôles précédents. <p>(Si ces dispositions s'avéraient insuffisantes, une démarche administrative appropriée devra être engagée concernant l'urbanisation des zones classées comme susceptibles.)</p> <p>Après la phase d'envoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Vérification sur une certaine période que les débits de gaz sortant des forages de décompression sont nuls puis, <input type="checkbox"/> Arrêt et fermeture des forages de décompression <p>(Le problème gaz de mine lié au captage des eaux dans le réservoir minier demeurera)</p> <p>NB : Le coût d'exploitation des forages et puits de décompression est estimé à 30 000 €/an. Le coût global du démantèlement de 9 sites est estimé à 50 000 € (voir page 83)</p>	<u>Voir article 9 de l'AP</u>

<p>Vol 3 - 3.5 - Risques liés à la présence d'anciens ouvrages miniers débouchant au jour et annexe 3.5.b</p>	<p><u>Puits 1</u> (puits Marie Ø avant-puits = 4,45 m) de 502,86 et non 521 m de profondeur avec 7 recettes</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Il a été fermé en novembre 1988 par une cloison de 64 cm d'épaisseur à 108 m de profondeur à la base du permien <input type="checkbox"/> Et un serrement de 4 m d'épaisseur à 5 m de profondeur pour un diamètre de 4,45 m en tête de puits <input type="checkbox"/> Il est équipé d'un exutoire à grisou <input type="checkbox"/> Autorisé par AP N°88-AG/1-180 ter du 06 avril 1988 su titre du décret 80-330 <input type="checkbox"/> Délaissement acté lettre du 8 juin 1999 du préfet de la Moselle <input type="checkbox"/> Un rayon de sécurité de 50 m figure sur le plan en annexe 7.1.e qui déborde du périmètre minier (aléa géotechnique faible) <p><u>Puits 2</u> (puits Jules Ø avant-puits = 4,45 m) de 387 m de profondeur avec 5 recettes</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Il a été fermé en novembre 1988 par une cloison de 64 cm d'épaisseur à 108 m de profondeur à la base du permien <input type="checkbox"/> Et un serrement de 4 m d'épaisseur à 5 m de profondeur pour un diamètre de 4,45 m en tête de puits <input type="checkbox"/> Il est équipé d'un exutoire à grisou <input type="checkbox"/> Autorisé par AP N°88-AG/1-180 ter du 06 avril 1988 su titre du décret 80-330 <input type="checkbox"/> Délaissement acté lettre du 8 juin 1999 du préfet de la Moselle <input type="checkbox"/> Un rayon de sécurité de 50 m figure sur le plan en annexe 7.1.e qui déborde du périmètre minier (aléa géotechnique faible) <p><u>Le puits Barrois</u> (Puits 6 Ø avant-puits = 6 m) de 572 m de profondeur avec 5 recettes est situé dans une enceinte clôturée qui l'isole du reste de l'ancien carreau.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Il a été fermé en 1988 par une cloison de 64 cm d'épaisseur à 176 m de 	<p><u>Voir article 12 de l'AP</u></p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------

	<p>profondeur à la base du permien</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Et un serrement de 4 m d'épaisseur à 30 m de profondeur pour un diamètre de 6 m en tête de puits <input type="checkbox"/> Il est équipé d'un exutoire à grisou. <input type="checkbox"/> Autorisé par AP N°88-AG/1-180 ter du 06 avril 1988 su titre du décret 80-330 <input type="checkbox"/> Délaissement acté lettre du 8 juin 1999 du préfet de la Moselle <input type="checkbox"/> Il est prévu la constitution d'un bouchon autoportant entre la cloison (176m) et l'actuel serrement (à 30 m) sur une hauteur de 146m en B15. ((aléa géotechnique très faible ou minimal) <input type="checkbox"/> Une borne témoin surmontée d'une pancarte en matière impérissable est mise en place à l'emplacement du puits rappelant l'existence du puits. <p><u>Puits 3</u> (Puits Ury Ø avant-puits = 5,3 m) de 530 m de profondeur avec 3 recettes</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Il restera en service jusqu'à l'arrêt des exhaures <input type="checkbox"/> Comblement intégral de la colonne du puits (B2, B15 aux recettes et B25 en tête de puits) <input type="checkbox"/> Une borne témoin surmontée d'une pancarte en matière impérissable est mise en place à l'emplacement du puits rappelant l'existence du puits. <p><u>Puits 4</u> (Ø avant-puits = 5,80 m) de 552 m de profondeur avec 3 recettes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Il restera en service jusqu'à l'arrêt des exhaures <input type="checkbox"/> Comblement intégral de la colonne du puits (B2, B15 aux recettes et B25 en tête de puits) <input type="checkbox"/> Une borne témoin surmontée d'une pancarte en matière impérissable est mise en place à l'emplacement du puits rappelant l'existence du puits. <p><u>Puits 5</u> (Ø avant-puits = 1,40 m) d'une profondeur de 167,5 m a été <u>vendu</u> à la ville de Creutzwald. Il est cité pour mémoire et sert pour l'alimentation en eau de la cité Maroc.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Fermé/noyé/Bouchon de sable + bouchon de gravier injecté de lait de ciment, le puits est vide de remblai sur 136 m de profondeur. <input type="checkbox"/> Un rayon de sécurité de 20 m figure sur le plan en annexe 7.1.a 	
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	<p><input type="checkbox"/> <u>Un aléa résiduel moyen a été défini.</u></p> <p><u>Puits de De Vernejoul</u> (Ø avant-puits = 10,50 m) de 570 m de profondeur avec 1 recette.</p> <p><input type="checkbox"/> Comblement intégral de la colonne du puits (B2, B15 aux recettes et B25 en tête de puits)</p> <p><input type="checkbox"/> Une borne témoin surmontée d'une pancarte en matière impérissable est mise en place à l'emplacement du puits rappelant l'existence du puits.</p> <p><u>Puits Ouest</u> (Ø avant-puits = 7,53 m) de 521,84 m de profondeur avec 2 recettes</p> <p><input type="checkbox"/> Il restera en service jusqu'à l'arrêt des exhaures</p> <p><input type="checkbox"/> Comblement intégral de la colonne du puits (B2, B15 aux recettes et B25 en tête de puits)</p> <p><input type="checkbox"/> Une borne témoin surmontée d'une pancarte en matière impérissable est mise en place à l'emplacement du puits rappelant l'existence du puits.</p> <p><u>L'ancien Puits de Falk</u> (Profondeur initiale de 73 m et Ø = 4,20 m) remblayé en 1931. Ce dernier a été vérifié en 2002 et le remblayage d'une ancienne galerie d'exhaure repris en 2002</p> <p>Une borne témoin surmontée d'une pancarte en matière impérissable est mise en place à l'emplacement du puits rappelant l'existence du puits.</p>	
Vol 3 - 3.5.2.3.3 - Ouvrages miniers à faible profondeur	<p>- Les ouvrages miniers à faible profondeur (moins de 10 m) ont été ou <u>seront</u> remblayés complètement :</p> <p><input type="checkbox"/> La galerie d'évacuation des fumées de l'ancienne chaufferie du siège I a été remblayée en 2003.</p> <p><input type="checkbox"/> Le garage pour camion creusé à flanc de talus a été remblayé en 2003</p> <p><input type="checkbox"/> Le rampant d'aérage du puits 5 qui a été bétonné (siège II)</p> <p>- Les ouvrages dont la profondeur dépasse 10 m (supérieure à 10 m), l'ensemble des <u>galeries</u> situées entre 0 et 10 m de profondeur <u>seront</u> remblayés :</p> <p><input type="checkbox"/> Galerie d'entrée de la Mine image du siège I a été remblayée jusqu'à 10 m en 2003 ;</p>	S.O.

	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> La seule galerie d'entrée retrouvée de la dynamitière du siège I a été remblayée jusqu'à 10 m ; <input type="checkbox"/> Toutes les galeries ouvertes de la mine image du siège II ont été remblayées en 2003 ; <input type="checkbox"/> Toutes les galeries de la dynamitière entre 0 et 10 m du siège II <u>seront remblayées</u> ; <input type="checkbox"/> Les anciennes installations du puits de Falck dont une galerie d'exhaure a été remblayée entièrement en 2002 ; <input type="checkbox"/> La galerie technique d'aérage du puits Barrois qui a été remblayée ; <input type="checkbox"/> La galerie technique d'aérage du puits de De Vernejoul qui <u>sera</u> remblayée avec le puits ; <input type="checkbox"/> Les galeries techniques d'aérage des puits 1 et 2 qui <u>seront</u> fermées. 	
Vol 3 - 3.6 Risques liés aux échauffements au sein des travaux	RAS - Le risque est qualifié de nuls après l'arrêt de l'exhaure grâce à la fermeture des puits et de l'ennoyage.	S.O.
Vol 3 - 3.7 - Terril du siège I de La Houve Et annexe 3.7	<p>Terril du siège I de la Houve ne figure dans aucun périmètre de protection et n'est pas une installation classée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'analyse thermographique ne met pas en évidence de zone d'échauffement <input type="checkbox"/> Le terril ne présente aucune figure d'instabilité liée à la présence de fissures ou de zone de glissement <input type="checkbox"/> Aucune mesure de confortement ou de réaménagement paysager n'est prévu comme le conclue l'étude MICA Envir. n°03-308 de 06/2004 <input type="checkbox"/> Il est préconisé de mettre en place un dispositif pour limiter la fréquentation du terril par les engins motorisé (Chaîne ou plots béton) <p>Les 2 bassins de décantation situés sur le parcours du Leibsbach</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les 2 bassins de décantation sont transformés en lagunes 	<p><u>Voir article 2 de l'AP</u> <u>Voir article 3 de l'AP</u></p>
Vol 3 - 3.8.4.2 - Terril et Bassins du siège II	<p><u>Infos diverses prises dans le dossier initial :</u> <u>Les terrils du siège II :</u></p>	<p><u>Voir article 2 de l'AP</u> <u>Voir article 3 de l'AP</u></p>

<p>de La Houve Voir aussi annexes 3.7, 3.8 et/ou courrier CdF du 03/06/2005 reçu le 13/06/2005.</p>	<p>Terril récent Présence d'une zone tiède au point de déversement des schistes issus du lavage (T°a + 10 à 15°C) Terril 3 Présence d'une zone tiède au niveau du talus Sud avec T°s < à 100°C (Flanc ayant été exploité par SOLODET)</p> <p>- <u>Terrils du siège 2 de La Houve - CdF prévoit :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> des opérations de terrassement afin de gérer les eaux de ruissellement (mise en place de banquettes drainantes) ; <input type="checkbox"/> de stabiliser les fronts sub-verticaux en réduisant les pentes ; <input type="checkbox"/> transporter les schistes pour recouvrir les bassins B et Sud-Est (Si la SNET n'exploite pas ceux-ci) ; <input type="checkbox"/> re-profiler le lit du "Leibsbach" pour que sa source retrouve sa situation d'origine (p.58 du vol.3) ; <input type="checkbox"/> végétaliser le site pour limiter l'érosion, stabiliser les talus et favoriser l'intégration paysagère ; <input type="checkbox"/> à terme, des trois terrils agencés de façon désordonnée sur le site devrait émerger un seul terril dont <input type="checkbox"/> <p>- <u>Bassins B et Sud-Est du siège 2 de La Houve - CdF prévoit ...</u></p> <p>... en l'absence d'autorisation d'exploiter les schlamms au titre d'une ICPE par la SNET</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> de recouvrir les schlamms du bassin B d'une couche de 0,5 à 3 m de schistes récent ; <input type="checkbox"/> de recouvrir les schlamms du bassin Sud-Est par des schistes issus du terril récent sur sa partie Ouest et par des schistes issus du flanc sud du terril sur sa partie est. Le contournement des eaux en direction du flanc sud serait également aménagé ; <p>... si la SNET obtient l'autorisation d'exploiter ces bassins au titre d'une</p>	<p><u>Voir article 11 de l'AP</u></p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------

	<p>ICPE, la mise en sécurité du terril comporterait trois phases dont les deux premières seraient réalisées par CdF :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> La phase 1 concerne la zone Est du terril, indépendante du bassin Sud-Est et consisterait à déplacer 267 000 m³ de schistes. Elle s'étalerait jusqu'au 1^{er} juillet 2006, <input type="checkbox"/> La phase 2 allant jusqu'au 1^{er} juillet 2007 concerne la récupération des 250 000 m³ de schlamms par la SNET au pied de la digue et la réalisation d'une butée de 163000 m³ au pied de celle-ci par CdF, <input type="checkbox"/> La phase 3 débiterait le 1^{er} juillet 2007 et serait réalisée par la SNET dans le cadre de la législation ICPE. Elle consisterait à mettre en sécurité la partie surplombant le bassin Sud-Est puis à traiter le site conformément au dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation d'exploiter déposé par la SNET. <p>- <u>Bassins de la carrière</u> : Il est prévu à partir de 2005 de</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Démanteler la digue conformément aux préconisations de l'étude de requalification paysagère du site proposées par PIXIUM (voir annexe 3.8 du volume 3), <input type="checkbox"/> d'adoucir certaines pentes de talus et de démolir l'ouvrage en béton devenu sans objet dans la partie Nord de la carrière. 	
Vol 3- 3.10 (p.77) Parc de 56 piézomètres de CdF	CdF propose à la reprise 56 piézomètres ou les obturera en l'absence de repreneur.	<p><u>Article 7 de l'AP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Publication au recueil des actes administratifs le : _____ <input type="checkbox"/> Nombre de piézomètres repris sur les 56 initialement prévus : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Conservés par CdF = _____ <input type="checkbox"/> Repris par un tiers = _____

		<input type="checkbox"/> Obturés par CdF =_____
Vol 3.page 89 Information des communes	<p>A l'obtention de l'AP chaque commune concernée recevra sous timbre de la préfecture un plan parcellaire sur lequel sont portés l'ensemble des orifices débouchant au jour (annexe 7.1a à 7.1f), et</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'ensemble des travaux du fond <input type="checkbox"/> Les éventuelles zones et points particuliers où des dispositions spécifiques doivent être prises dans le cadre de l'urbanisme. <input type="checkbox"/> Périmètre à usage restreint des puits <input type="checkbox"/> Emplacement des forages de décompression <input type="checkbox"/> Emplacement des ouvrages servant à gérer les problèmes liés à la remontée de la nappe phréatique 	<u>Voir article 12 de l'AP</u>
ICPE du Siège 2 de La Houve et du Carreau de De Vernejoul (Voir Vol 3 à partir de la page 66)	<p><u>Siege 2 de La Houve</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation de broyage/concassage /criblage : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les cribles et concasseurs ont été démontés et revendus <input type="checkbox"/> Les zones concernées ont été mises en sécurité (verrouillage et protection par du grillage) <input type="checkbox"/> Ces bâtiments seront démolis après l'arrêt du pompage - Silos et aires de stockage : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les silos ont été vidés pour supprimer le risque incendie <input type="checkbox"/> Les aires de stockage ont été nettoyées <input type="checkbox"/> L'analyse des prélèvements de sol n'a révélé aucune pollution sur ces zones <input type="checkbox"/> Les silos du bâtiment du lavoir ont été démolis en même temps que le lavoir. <input type="checkbox"/> Les matériaux ont été revendus ou évacués conformément à la réglementation. - Terrils et ancien bassins à Schlamms dits bassin de la carrière, bassin B et Bassin Sud (Voir plus haut dans le tableau) 	S.O.

	<ul style="list-style-type: none"> - 2 ateliers de travaux mécaniques des métaux : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les machines seront démontées et vendues. <input type="checkbox"/> Les bâtiments seront démolis ou vendus. - 2 compresseurs mobiles : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Seront démontés pour être ferraillés <input type="checkbox"/> Le bâtiment sera démoli en l'absence de repreneur. - dépôt enterré d'explosif : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'ensemble des galeries situées entre 0 et 10 m de profondeur sera remblayé avec un matériau avec liant hydraulique. <input type="checkbox"/> Les petits bâtiments à l'entrée de la dynamitière seront démolis. <input type="checkbox"/> L'entrée de la dynamitière sera talutée de façon à disparaître du paysage. - atelier de charge d'accumulateurs (Lampisterie) : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sera mis hors service à la fin de l'exploitation <input type="checkbox"/> Lampes et accumulateurs seront évacués et les bancs de charge démontés pour être ferraillés. <input type="checkbox"/> Le bâtiment sera démoli en l'absence de repreneur. - dépôt et emploi d'acétylène dissous : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Le dépôt sera vidé et le bâtiment démoli. - Station de distribution de gazole : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Sera mis hors service à la fin de l'exploitation et démontée. <input type="checkbox"/> Un piézomètre réalisé en aval immédiat de la cuve permet un diagnostic de la qualité de l'eau de la nappe à cet endroit <input type="checkbox"/> Lors du démantèlement, les cuves à fuel seront démontées et un sondage de contrôle sera réalisé dans la fosse de stockage des cuves. <input type="checkbox"/> En cas de présence de contaminants, le site sera traité selon la 	
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	<p>réglementation en vigueur</p> <p><u>Carreau de De Vernejoul</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le lavoir à houille il est prévu : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> L'élimination et tri des déchets <input type="checkbox"/> La vidange, le démontage, la vente ou le ferrailage des installations <input type="checkbox"/> L'élimination des produits de traitement (chlorure de calcium, monoéthylène-glycol etc...) <input type="checkbox"/> La réalisation des sondages sur les lieux de pulvérisation pour évaluer une pollution éventuelle. <input type="checkbox"/> Pour les bâtiments, la démolition, l'évacuation, des matériaux. - Installations de broyage, concassage, criblage des minéraux : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Vidange, démontage, vente ou ferrailage des installations. <input type="checkbox"/> Démolition du bâtiment. - dépôt de houille : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les silos seront vidés pour supprimer le risque incendie. <input type="checkbox"/> Les aires de stockage seront nettoyées. <input type="checkbox"/> Des sondages seront réalisés sur la zone de stockage pour évaluer une pollution éventuelle. <input type="checkbox"/> Les silos à l'entrée du lavoir seront démolis et les matériaux revendus ou évacués conformément à la réglementation. - Substances radioactives <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Elles seront évacuées conformément à la réglementation - Chaufferie 	
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	<input type="checkbox"/> Vidange, démontage, vente ou ferrailage des installations. <input type="checkbox"/> Démolition du bâtiment. - Installation de compresseurs d'air et tours réfrigérantes Les équipements seront démontés pour être revendu ou ferrailés et le bâtiment sera démoli en l'absence de repreneur.	
Vol 3 - 3.10 (p.74) <u>Installations de surface</u>	<p>Les installations de surface du siège 1 de La Houve, du puits Barrois, du siège 2 de La Houve, du carreau de De Vernejoul et du puits Ouest seront démantelées et les bâtiments démolis en l'absence de repreneurs.</p> <p>(Voir la liste des installations dans les tableaux du § 5.2 du rapport DRIRE)</p> <p><u>Sur le carreau du siège 2 de La Houve :</u></p> <input type="checkbox"/> Des sondages de reconnaissance des sols au droit de l'ancienne usine à moinettes, au droit du poste de distribution de gazole, sur la zone de tri et des machines d'extraction seront réalisés. <input type="checkbox"/> Selon les résultats, les zones concernées seront décapées et traitées suivant la réglementation en vigueur. <p><u>Sur le carreau de De Vernejoul :</u></p> <input type="checkbox"/> Après démolition des structures et bâtiments, un diagnostic de la qualité des sols devra être effectué au droit des points qui n'ont pu être reconnu (chaufferie, salle des compresseurs, machine d'extraction). <p><u>Sur le carreau du puits Ouest :</u></p> <input type="checkbox"/> Lors du démantèlement du carreau, un diagnostic de la qualité des sols sera réalisé au droit de la machine d'extraction.	S.O.

	NB : Ces mesures ne concernent pas les terrils et bassins de décantations traités plus haut dans le texte.	
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

ANNEXE III

- Copie des courriers des services et des communes -

ANNEXE IV

- Copie du courrier de la DDAF du 21 juin 2005 -

&

- Copie du courrier de Charbonnages de France du 29 juin 2005 -

ANNEXE V

Historique des titres miniers

Historique des titres miniers attachés au dossier de La Houve

Concession de LA HOUVE

Cette concession a été instituée par décret impérial du **28 avril 1858** au profit MM. SIMON Louis Mathieu, banquier à Metz, MM. COUDERC DE SAINT-CHAMANT, receveur général de la Moselle, MM. BLONDIN Ferdinand, président du tribunal de commerce de Metz, MM. KARCHER, Maître de forges à Ars-sur-Moselle, MM. WESTERMANN, Maître de forges à Ars-sur-Moselle, MM. GOUGEON, président de la Chambre de Commerce de Metz, MM. SCHLINCKER Adolphe, Maître de forges à Creutzwald, MM. APPOLT Charles, fabricant de produits chimiques à Metz, MM. GRIENINGER Frédéric, banquier demeurant 13 Rue St George à Paris. Ces personnes avaient formé le 6 décembre 1854, une société civile dénommée indifféremment SOCIETE DE LA HOUVE ou SOCIETE DE LA FORET DE LA HOUVE ou SOCIETE DU SONDAGE DE LA HOUVE à qui ils firent apport de la concession.

Les actionnaires de cette société, au nombre de 48, firent apport de la concession à une société anonyme par actions de droit local dénommée BERGWERKSAKTIENGESSELLSCHAFT LA HOUVE et créée le 5 janvier 1895.

Cette dernière prit successivement les noms de HUF, AKTIENGESSELLSCHAFT FÜR BERGBAU UND ELEKTRIZITÄT, puis de SOCIETE DES MINES DE LA HOUVE et enfin de LA HOUVE, SOCIETE ANONYME DES MINES ET D'ELECTRICITE.

Par contrat en date du 14 janvier 1931, la Société " LA HOUVE, SOCIETE ANONYME DES MINES ET D'ELECTRICITE " amodiait, avec effet du 1^{er} mai 1931, la concession à une société anonyme dénommée " SOCIETE HOUILLERE DE SARRE ET MOSELLE créée le 12 décembre 1919. L'amodiation fut autorisée par décret le 29 mars 1931.

Concession de COUME 4

Elle a été instituée le **23 juin 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) qui portait le même nom que ladite concession et dont les actions sont passées ultérieurement en la seule propriété d'une société à responsabilité limitée dénommée " DEUTSCH-OSTERREICHISCHER KOHLENBERGBAUVEREIN ". Par ordonnance du 20 janvier 1919 du tribunal régional de Sarreguemines, tous les biens de cette société situés en Lorraine (soit 45 concessions de houille) furent mis sous séquestre. En 1934, la raison sociale de la Société propriétaire de la concession se modifia en "GESELLSCHAFT FÜR VERWERTUNG VON KOHLENFELDERN" ;

Concession de COUME 5

Elle a été instituée le **25 novembre 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) qui portait le même nom que ladite concession et dont les actions sont passées ultérieurement en la seule propriété d'une société à responsabilité limitée dénommée " DEUTSCH-OSTERREICHISCHER KOHLENBERGBAUVEREIN ". La suite de l'historique du titre minier est la même que pour la concession COUME 4 ;

Concession de NIEDERVISSE 1

Elle a été instituée le **25 novembre 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) qui portait le même nom que ladite concession et dont les actions sont passées ultérieurement en la seule propriété d'une société à responsabilité limitée dénommée " DEUTSCH-OSTERREICHISCHER KOHLENBERGBAUVEREIN ". La suite de l'historique du titre minier est la mêmes que pour la concession COUME 4 ;

Concession de BISTEN 1

Elle a été instituée le **25 novembre 1908** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) qui portait le même nom que ladite concession et dont les actions sont passées ultérieurement en la seule propriété d'une société à responsabilité limitée dénommée " DEUTSCH-OSTERREICHISCHER KOHLENBERGBAUVEREIN ". La suite de l'historique du titre minier est la mêmes que pour la concession COUME 4 ;

Concession de COUME 3

Elle a été instituée le **24 mai 1909** par le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) qui portait le même nom que ladite concession et dont les actions sont passées ultérieurement en la seule propriété d'une société à responsabilité limitée dénommée " DEUTSCH-OSTERREICHISCHER KOHLENBERGBAUVEREIN ". La suite de l'historique du titre minier est la mêmes que pour la concession COUME 4 ;

Concession de DALEM

Cette concession a été instituée par arrêté du **31 août 1920** du Commissaire Général de la République de Strasbourg qui a approuvé la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de DALEM, des concessions de mines de houille de FALCK, DALHEIM, MERTEN, WILLINGEN 1 et WILLINGEN 3 ;

La concession DALEM résulte du partage de la concession SAAR UND MOSEL en deux groupes de concessions. Le premier groupe qui avait été constitué comprenait les anciennes concessions de l'HÔPITAL, HOCHWALD, CARLING, BOUCHEPORN, HAM et LA FORÊT et donna naissance à la concession SARRE ET MOSELLE.

Le deuxième groupe de concessions comprenait les anciennes concessions de FALCK, DALHEIM, MERTEN. On y ajouta les concessions de WILLINGEN 1 et WILLINGEN 3 pour constituer la concession de DALEM.

Par contrat en date du 7 juillet 1920, la concession DALEM a été amodiée à la SOCIETE DES CHARBONNAGES DE FAULQUEMONT. L'amodiation fut cédée le 5 avril 1938 par cette dernière à une autre société anonyme dénommée SOCIETE HOUILLERE DE SARRE ET MOSELLE.

Le tableau suivant rappelle les éléments relatifs aux 5 concessions fusionnées.

Concession / Acte Institutif	Rappels
FALCK Décret impérial du 02 juillet 1859 au profit de la COMPAGNIE HOUILLERE DE FALCK - JACQUOT et Cie	Par acte du 30/11/1873, l'Oberbergamt fit disparaître cette concession par fusion pour constituer en partie la concession SAAR UND MOSEL. Un arrêté du 31/08/1920 du commissaire Général de la République fit renaître cette concession par division de la concession SAAR UND MOSEL le temps de l'englober dans la concession DALEM.
DALHEIM Décret impérial du 12 août 1863 au profit de la Société HOUILLERE DE DALHEIM aussi appelée Société HOUILLERE DU NORD	
MERTEN Arrêté du 31 août 1920 du commissaire Général de la République	C'est cette arrêté du 31 août 1920 qui donna naissance à la concession de MERTEN lors de la division de la concession SAAR UND MOSEL le temps de l'englober dans la concession DALEM. Il s'agit en fait d'une surface qui avait été ajoutée (398 ha) à la concession SAAR UND MOSEL lors de sa création).
WILLINGEN 1 Acte du 15 juillet 1902 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine	Instituée au profit de la SOCIETE DES MINES DE SARRE ET MOSELLE (SAAR UND MOSEL BERGWERKSGESELLSCHAFT)
WILLINGEN 3 Acte du 8 janvier 1902 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine	

Concession de SARRE ET MOSELLE

Elle a été instituée par arrêté du **31 août 1920** du Commissaire Général de la République de Strasbourg qui a approuvé la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de SARRE ET MOSELLE des concessions de mines de houille de l'HOPITAL, HOCHWALD, CARLING, BOUCHEPORN, HAM et LA FORET ;

La concession SARRE ET MOSELLE résulte du partage de la concession SAAR UND

MOSEL en deux groupes de concessions. Le premier groupe qui avait été constitué comprenait les anciennes concessions de L'HÔPITAL, HOCHWALD, CARLING, BOUCHEPORN, HAM et LA FORÊT et donna naissance à la concession SARRE ET MOSELLE.

Le deuxième groupe de concessions comprenait les anciennes concessions de FALCK, DALHEIM, MERTEN. On y ajouta les concessions de WILLINGEN 1 et WILLINGEN 3 pour constituer la concession de DALEM.

La concession SARRE ET MOSELLE a été amodiée à la Société houillère de Sarre et Moselle le 31 janvier 1920, amodiation ratifiée par décret le 25 novembre 1921.

Le tableau suivant rappelle les éléments relatifs aux 6 concessions fusionnées.

Concessions / Acte Institutif	Rappel
L'HÔPITAL Décret impérial du 30 juillet 1857 au profit de la Société HOUILLERE DE ST. AVOLD ET L'HÔPITAL	Par acte du 30/ 11/ 1873, l'Oberbergamt fit disparaître cette concession par fusion pour constituer en partie la concession SAAR UND MOSEL. Un arrêté du 31/08/1920 du commissaire Général de la République fit renaître cette concession par division de la concession SAAR UND MOSEL le temps de l'englober dans la concession SARRE ET MOSELLE.
HOCHWALD Décret impérial du 30 juillet 1857 au profit de la COMPAGNIE CHARBONNIERE DE LA MOSELLE aussi appelée COMPAGNIE CHARBONNIERE DE HOCHWALD ou DES MINES DE HOCHWALD.	
CARLING Décret impérial du 17 juin 1857 au profit de la COMPAGNIE HOUILLERE DE LA MOSELLE - MAXIMILIEN POUGNET ET Cie.	
BOUCHEPORN Décret impérial du 28 mai 1862 au profit de la SOCIETE LA LORRAINE.	
HAM Décret impérial du 28 mai 1862 au profit de la SOCIETE HOUILLERE NANCEENNE ou SOCIETE DE HAM.	

LA FORÊT Décret impérial du 28 mai 1862 au profit de la COMPAGNIE HOUILLERE DE L'EST	
----------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Concession de BERVILLER

Elle a été instituée par arrêté ministériel du **03 août 1932** autorisant la fusion en une seule concession sous le nom de BERVILLER des concessions de mines de houille de BERWEILER 1, BERWEILLER 2 et BERWEILER 3 au profit de la COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-AVOLD.

Le tableau suivant rappelle les éléments relatifs aux 3 concessions fusionnées.

Concessions / Acte Institutif	Rappel
BERWEILER 1 Acte du 20 mars 1901 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit de la société INTERNATIONALE BOHRGESELLSCHAFT	Cette société devient ensuite la propriété d'une société anonyme de droit local dénommée INTERNATIONALE KOHLENBERGWEKS - AKTIENGESELLSCHAFT le 03 août 1908. Le 22 mars 1929, cette société se transforme en COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-AVOLD.
BERWEILER 2 et BERWEILLER 3 Acte du 4 mars 1907 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine au profit d'une société anonyme de droit local dénommée INTERNATIONALE KOHLENBERGWEKS - AKTIENGESELLSCHAFT	Le 22 mars 1929, cette société se transforme en COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-AVOLD.